

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des sciences Commerciales

MEMOIRE

En vue de L'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES COMMERCIALES

Option : Finance et Commerce International

L'INTITULE DU MEMOIRE

***GOUVERNANCE, HYDROCARBURE
ET EXPORTATIONS EN ALGERIE,
QUEL IMPACT ?***

Préparé par :

- **DEMBELE Mohamed**
- **TOURE Badra Aliou Hameye**

Dirigé par :

Mr.Ait Bara

Année universitaire : 2023-2024

Dédicace :

Nous dédions ce travail à nos parents : d'abord pour le mérite d'être venu au monde, leurs Soins et leurs instructions si précieux, mais aussi et surtout pour les encouragements qu'ils n'ont cessés de nous apporter tout au long de notre scolarité et les sacrifices consentis pour notre socialisation. A toute notre famille pour leur soutien moral.

Remerciements :

- Nous tenons tout d'abord à exprimer notre profonde gratitude à notre directeur de mémoire, Mr Ait Bara, pour son encadrement, sa patience et sa confiance tout au long de ce travail de recherche. Ses précieux conseils, son expertise et son soutien inébranlable ont été d'une aide inestimable et ont grandement contribué à l'aboutissement de ce projet ;

- Nos remerciements vont également à l'ensemble des professeurs du département de l'Université Abderrahmane Mira, pour leur enseignement de qualité et les connaissances qu'ils nous ont transmises durant nos années d'études. Leur passion et leur dévouement pour la recherche nous ont inspiré et motivé à poursuivre l'élaboration de ce travail scientifique ;

- Merci également aux membres du jury de notre soutenance de mémoire pour avoir accepté de faire partie du jury. Leurs remarques et suggestions ont été précieuses et nous ont permis d'en améliorer la qualité ;

- Un merci spécial à nos camarades de classe et amis, pour leurs encouragements, leurs échanges intellectuels stimulants et pour tous les moments partagés ;

- Nous ne saurons oublier notre famille pour leur soutien indéfectible et pour avoir toujours cru en nous. Leurs encouragements ont été notre refuge et notre motivation durant tout le parcours académique ;

- Enfin, nous tenons à remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire. Que ce soit à travers des discussions enrichissantes, des conseils ou simplement par leur présence, leur contribution a été précieuse.

- Ce mémoire est le fruit d'un travail collectif, et nous sommes profondément reconnaissants envers tous ceux qui nous ont accompagnés.

Liste des abréviations :

AIE : Agence internationale de l'énergie

ALGEX : Agence Nationale de Promotion Commerce Extérieur

CE : Coopération Européenne

CNCPE : Conseil National Consultatif de Promotion des Exportations

CNCPE : Conseil National Consultatif de Promotion des Exportations

CO2 : Dioxyde de carbone

ADF : Dicky Fuller Augmenté

ENR : Energies renouvelables

FEM : Forum économique mondial

FSPE : Fonds Spécial de Promotion des Exportations

GES : Gaz à effet de serre

GNL : Gaz naturel liquéfié

OMC: Organisation mondiale du commerce

OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole

PDES : Plan de Développement Economique et Social

PIB : Produit intérieur brut

SONATRACH : Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation, et la commercialisation des hydrocarbures

PNDA : Programme National de Développement de l'Agriculture

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

PNTE : Programme National de Transition Energétique

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PROMEX : Promotion des Exportations

PSRE : Programme Complémentaire de Soutien à la Relance Economique

UE : Union Européenne

UFIP : Union Française des Industries Pétrolières

VAR : Vecteur Auto Regressif

ZLECAF: zone du libre-échange continentale africaine

Sommaire

Introduction générale	1
Chapitre 1 : Cadre théorique	3
Section 1 : Contexte géographique et démographique de l’Afrique avec ses ressources naturelles.....	4
Section 2 : gestion des hydrocarbures (concepts et enjeux)	11
Section3 : cadre règlementaire et politiques dans le secteur des hydrocarbures en Algérie.....	24
Chapitre 2 : commerce internationale et développement économique	30
Section 01 : impact des hydrocarbures sur le commerce international en Algérie.....	31
Section 02 : politiques commerciales et réglementations.....	37
Section 03 : diversification économique et promotion des exportations hors hydrocarbures.....	45
Chapitre 3 : Etude de cas : Impact de la production des hydrocarbures sur exportation en Algérie	52
Section 01 ; présentation des données et méthodologie économétrique.....	52
Section02 : modélisation de la relation entre la production d’hydrocarbures et les exportations.....	62
Conclusion générale	75

Introduction générale.

En pleine émergence, l’Afrique renferme les plus grandes réserves en ressources naturelles renouvelables et non-renouvelables et est considérée comme l’une des régions à plus fort potentiel dans le monde. Le continent compte par sa géographie la plus grande étendue de terres arables. Sa population jeune et dynamique ainsi que les nombreuses opportunités qu’elle offre en font un continent qui suscite des convoitises. En outre, environ 30 % des réserves mondiales de ressources minérales se trouvent en Afrique. Les réserves de pétrole avérées du continent représentent 8% des réserves mondiales, et ses réserves de gaz naturel comptent pour 7 % des réserves mondiales. Les ressources minérales représentent environ 70 % des exportations totales de l’Afrique et environ 28 % de son Produit intérieur brut. Les revenus liés aux récentes découvertes de pétrole, de gaz et de ressources minérales pourraient accroître les recettes de l’État de 9 à 31 % au cours des dix premières années de production dans des pays comme le Mozambique, la Tanzanie et l’Ouganda.

Quant à l’Algérie qui a toutes les potentialités matérielles et humaines pour être un pays pivot en matière de développement au niveau de l’espace euroméditerranéen et arabo-africain, pourrait développer davantage son secteur des hydrocarbures. Cela passe par un développement basé sur une grande cohérence et une meilleure visibilité dans la politique économique de l’État, de façon à éviter l’instabilité politique, juridique et sociale et surtout, adopter des règles de bonne gestion interne.¹

Cependant l’Algérie, depuis son indépendance en 1962, a subi de nombreuses et importantes transformations structurelles sociologiques, politiques et économiques. Un modèle de développement basé sur le socialisme a été tout de suite mis en place avec une volonté d’arriver rapidement à une industrialisation et à un modèle économique proches de ceux des pays de l’Europe de l’Est. Celui-ci a pu voir le jour et a donné à un moment l’illusion que le pays était sur la bonne voie uniquement grâce au secteur des hydrocarbures dont l’essor a été pensé comme un moyen d’arriver à un développement rapide à travers une stratégie d’industrialisation lourde. Le contre-choc pétrolier de 1986 et la crise de la dette des années 1980 ont montré les limites d’une telle stratégie ainsi que la fragilité de l’économie et sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Ses principales caractéristiques en font un État rentier : importance des hydrocarbures dans l’économie (en moyenne 43 % du PIB dans les années 2000, entre 95 % et 98 % des exportations et 75 % des recettes budgétaires proviennent de la fiscalité pétrolière), rôle de l’entreprise nationale Sonatrach dans la politique énergétique et politique de distribution des revenus et le contrôle des industries extractives.²

En effet, les industries extractives sont perçues comme des moteurs puissants de croissance économique et de financement du développement. Outre la construction d’industries manufacturières, l’exploitation des ressources naturelles pourrait fournir les recettes nécessaires à l’investissement dans les services sociaux tels que la santé et l’éducation. Les ressources naturelles que possède certains pays de l’Afrique comme l’Algérie, offrent une chance de favoriser son développement humain et économique. Cependant, l’Afrique souffre du paradoxe de l’abondance, à savoir que l’abondance des ressources naturelles ne se traduit pas en niveaux équivalents en matière de prospérité, de développement à grande échelle et

¹ Chabane, M. (2010). L’Algérie otage de ses hydrocarbures: obligation de réformes, urgence d’une reconversion. Cahiers de la Méditerranée, (81), 319-330.

² Ainas**, Y., Ouarem***, N., & Souam****, S. (2012). Les hydrocarbures: atout ou frein pour le développement de l’Algérie?. Revue Tiers Monde, (2), 69-88.

d'industrialisation axée sur les ressources. L'un des principaux obstacles qui empêchent les pays africains d'atteindre ce potentiel réside dans la mauvaise gestion.

Bien gérée, ces ressources doivent permettre dans certains cas de contribuer au développement de l'économie des pays tels que l'Algérie, dans les cas où les revenus issus de la production de ces ressources sont convenablement réinjectés dans l'économie, dans le développement humain, dans les services sociaux ainsi que dans l'investissement, dans les infrastructures de base, les pays semblent bien se porter.

Notre recherche a pour but d'étudier la problématique qui s'articule autour de la question principale suivante :

Quel est l'impact de la qualité de la gestion des ressources naturelles sur le développement des exportations

Elle vise spécifiquement à :

- Analyser les modes de gestion dans l'utilisation des ressources par les autorités compétentes ;
- Analyser les stratégies des acteurs intervenants dans la gestion de ces ressources ;
- Analyser les mécanismes mises en place pour lutter contre la mauvaise la gestion des ressources mobilisées ;
- Faire des propositions pour une amélioration de la gestion des ressources naturelles.

Dans le but d'apporter des éléments de réponses à la question principale, nous posons les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : Un Etat fort et bien organisé est nécessaire pour une bonne gestion des ressources naturelles.

Hypothèse 2 : Elaboration d'un lien de cause à effet entre la gestion des ressources naturelles et leur exportation.

Hypothèse 3 : Elaboration de pistes de solution telles que le phénomène de la décentralisation.

CHAPITRE 1 : Cadre théorique des ressources naturelles

Les hydrocarbures, notamment le pétrole et le gaz naturel, représentent une part expressive de la production d'énergie dans le monde. Ils sont largement utilisés dans divers secteurs, tels que le transport, l'industrie, la production d'électricité et le chauffage résidentiel et commercial.

Les hydrocarbures jouent un rôle crucial en termes d'énergie en fournissant une part significative des besoins énergétiques mondiaux, notamment en tant que source principale de carburants pour le transport et de combustibles pour la production d'électricité. Selon le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les hydrocarbures représentent toujours la plus grande part de la consommation d'énergie dans le monde, bien que des transitions vers des sources d'énergie plus durables soient en cours. Le pétrole, le gaz naturel et le charbon demeurent les plus importants, alimentant le développement industriel et économique. Cependant, leur utilisation pose également des défis en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de durabilité environnementale, ce qui nécessite une gestion prudente et des efforts pour diversifier le bouquet énergétique.³

Bien sûr, Les hydrocarbures tels que le pétrole et le gaz naturel, sont des ressources énergétiques essentielles qui alimentent la croissance économique et le développement industriel. Voici quelques points supplémentaires sur leur rôle énergétique dans le monde :

Les hydrocarbures, tels que le pétrole et le gaz naturel, sont des combustibles fossiles formés à partir de matière organique décomposée sur de longues périodes de temps. Leur utilisation est omniprésente dans de nombreux aspects de la vie quotidienne en raison de leur haute densité énergétique et de leur facilité de stockage et de transport.

Consommation énergétique dans le monde : Les hydrocarbures dominent la consommation énergétique mondiale en raison de leur disponibilité, de leur rentabilité et de leur flexibilité d'utilisation.

Transport : le pétrole est le principal carburant utilisé dans le secteur des transports, représentant une part importante de la demande mondiale de pétrole.

Production d'électricité : Le charbon et le gaz naturel sont les principales sources d'énergie utilisées dans la production d'électricité dans de nombreux pays en raison de leur disponibilité et de leur fiabilité.

Dépendance économique : De nombreux pays riches en ressources dépendent fortement des revenus tirés de l'exportation des hydrocarbures pour soutenir leur économie.

Ce chapitre a pour objectif d'étudier dans un premier temps le contexte géographique et démographique de l'Afrique, puis étudier la gestion des hydrocarbures et afin analyser le cadre réglementaire et politique dans le secteur des hydrocarbures en Algérie

³ GOUAREH, A. (2017). Maîtrise et optimisation de la gestion énergétique en Algérie (Doctoral dissertation).

Section 1 : Contexte géographique et démographique de l’Afrique avec les ressources naturelles

Le continent est bordé par la mer Méditerranée au nord, par le golfe de Suez, la mer Rouge et le golfe d'Aden au nord-est, par l'océan Indien et le canal du Mozambique au sud-est et par l'océan Atlantique et le golfe de Guinée à l'ouest. Sous l'effet conjugué d'une baisse de la mortalité et d'un taux de natalité parmi les plus élevés au monde, sa population totale a en effet été multipliée par 10 : elle s'élève aujourd'hui à plus de 1,4 milliard d'habitants. L'un des principaux atouts du continent africain reste ses nombreuses ressources naturelles. L'Afrique possède un des sous-sols les plus riches du monde : on y trouve de l'or, des diamants, du charbon, du gaz naturel, du fer, de l'uranium ou encore de la bauxite.

1.1- Contexte géographique et démographique de l’Afrique

L’Afrique est sans doute le continent le mieux doté en richesses naturelles. D’une superficie d’environ 30,3 million de kilomètres carrés, si l’on intègre les espaces insulaires, le continent couvre environ six pour cent de la surface du globe et un cinquième des terres émergées. Elle compte aujourd’hui environ 1,4 milliards de personnes, soit 17 pour cent de la population mondiale, inégalement réparties sur 55 Etats. Dans l’ensemble, elle a une densité de population inférieure à la moyenne mondiale, avec environ 35 personnes par km carré contre 47 pour cent globalement.⁴

Elle est comprise pour l'essentiel dans la zone tropicale, et se partage entre zones à climats chauds et secs sous les tropiques, et zones à climats chauds et humides sous l'équateur. L’Afrique s’étend d’ouest en est, sur près de 7 500 kilomètres : c'est presque autant que du nord au sud (8 050 km) et deux fois plus qu'aux latitudes équatoriales. Les effets de la continentalité (températures extrêmes, aridité) s'exercent avec le maximum d'intensité au Sahara, le plus grand désert chaud du monde, prolongé à l'est par la diagonale aride qui s'étend de la péninsule arabique aux déserts iraniens.

Le continent africain, à peine séparé de l'Europe par le détroit de Gibraltar (14 km) et accroché à l'Asie par l'isthme de Suez, est depuis longtemps en contact avec les civilisations méditerranéennes et moyen-orientales. La mer Rouge et la Méditerranée ont été porteuses d'échanges entre les trois continents. Pourtant, une grande partie de l'Afrique dite subsaharienne a longtemps vécu isolée du reste du monde.

Par rapport au climat l'Afrique est composé d'une large gamme de climats que l'on regroupe en : climat équatorial, climat tropical de savane (sec à humide selon les cas), climat de mousson tropicale, climat semi-aride (semi-désertique à steppique), climat désertique (hyper-aride et aride), climat subtropical humide et climat subtropical des hautes terres. Les climats tempérés sont rares sur tout le continent sauf à très haute altitude et le long des franges et dans une partie du sud du continent. L'Afrique est le continent globalement le plus chaud toute l'année, et où les étés sont les plus chauds et la partie la plus humide d'Afrique est la zone équatoriale ou proche de la zone de convergence intertropicale.⁵

1.1.1-L’urbanisation de l’Afrique.

Les pourcentages de populations urbaines sont plus élevés pour les pays d’Afrique du Nord, les pays côtiers du Golfe de Guinée, comprenant ceux de l’Afrique de l’Ouest et de l’Afrique

⁴ CEA et UA, rapport économique sur l’Afrique 2012, Libérer le potentiel de l’Afrique en tant que pôle de croissance mondiale, Addis Abéba, mars 2012.

⁵ OMC, Les ressources naturelles : définitions, structure des échanges et mondialisation. Genève : rapport sur le commerce mondial, 2010.

centrale, et la pointe de l'Afrique australe. Les pays à l'intérieur du continent et situés le long du littoral de l'Afrique orientale sont caractérisés par des pourcentages de populations urbaines nettement plus faibles. De fortes disparités sont également notées pour les taux de croissance annuelle de la population urbaine africaine. Quelques pays enregistrent des croissances annuelles relativement faibles, inférieures à 2 %. Ils sont majoritairement localisés en Afrique du Nord, en Afrique australe et, dans une moindre mesure, dans le Golfe de Guinée. Toutefois, la croissance démographique moyenne de l'Afrique y est très forte, et selon les projections démographiques, la population africaine devrait doubler d'ici 2050.

Quant au sous-sol africain elle regorge de nombreuses richesses. En effet l'Afrique possède à elle seule plus de 60 types de minerais différents, totalisant ainsi un tiers des réserves minérales mondiales, tous minerais confondus. A titre d'exemple, elle est dotée de 90 pour cent des réserves de platinoïdes ; 80 pour cent de coltan ; 60 pour cent de cobalt ; 70 pour cent du tantale, 46 pour cent des réserves de diamant ; 40 pour cent des réserves aurifères et 10 pour cent des réserves pétrolières. Enfin, n'oublions pas que le continent Africain regorge de sources énergétiques très variées, réparties dans des zones distinctes : abondance d'énergies fossiles (gaz en Afrique du nord, pétrole dans le Golfe de Guinée, charbon en Afrique australe, bassins hydrauliques en Afrique centrale, gisement uranium, rayonnement solaire dans les pays sahéliens et capacités géothermiques en Afrique de l'est). Néanmoins notons pour répondre aux besoins croissants d'une population en augmentation, sa demande devrait augmenter d'environ 75 pour cent dans les vingt prochaines années. Une aubaine qui pourrait bien contribuer à débloquer le potentiel de croissance industrielle.

1.1.2-Les richesses du sol africain.

Pays riches mais peuples pauvres : il y a-t-il une malédiction des ressources ? En dépit de toutes les richesses naturelles dont il abonde, le continent Africain n'en demeure pas moins le plus pauvre de la planète, bien qu'il y ait des différences marquantes entre les pays. En effet, l'Afrique impressionne par ses contrastes saisissants. Malgré les revenus croissants dégagés (IISD.org 2) par l'exploitation de ses ressources et par les milliards générés par de grands projets d'investissements, d'après la Banque Mondiale, quarante pour cent de population Africaine continue à vivre en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 2 dollars par jour, un chiffre en augmentation malgré des progrès notables dans certains pays.

Toutes ces richesses n'ont pas permis l'émergence économique du continent. Force est de constater que les grands pays producteurs de minerais sont les moins diversifiés du continent, comparé aux autres, moins bien nantis, tels que l'Ile Maurice, et plus récemment, l'Éthiopie, qui a amorcé un décollage remarquable, grâce à l'accent mis sur le secteur manufacturier. Ces grands pays dépendants de ressources minières sont tributaires de rentes.⁶Certains analystes affirment d'ailleurs que ces richesses sont en fait une malédiction qui gangrène les pays africains, car elles ont souvent été sources de crises et de tension, en raison notamment de la corruption, des crises politiques à répétition liées à la soif du contrôle des richesses et des contrats secrets et obscurs, dont seuls les chefs d'états et les grandes sociétés ont le secret. D'après ces analystes, il n'est donc pas étonnant que l'exploitation des ressources naturelles n'ait eu que très peu de retentissement sur le quotidien des populations pendant qu'une poignée de proches du pouvoir en a largement profité pour enrichir toute leur descendance.

Il faut tout de même savoir que sous la pression de la rue pour plus d'équité dans le partage des richesses et des demandes grandissantes pour plus de transparence sur la gestion des

⁶ Ramdoo, I. (2019). L'Afrique des ressources naturelles. International Institute for Sustainable of Development (IISD). <https://www.iisd.org>.

rentes et des contrats, il devient de plus en plus difficile pour les Etats de justifier le sur-place économique et social. Ainsi, de nombreux pays ont sauté le pas, pour mettre en chantier de vastes programmes de transformation économique, visant à sortir leurs pays de la spirale infernale du sous-développement. En effet Il n'est plus acceptable aujourd'hui, que des pays, ayant des revenus par tête d'habitants, puissent avoir plus de 90 pour cent de leur population vivant en dessous du seuil de la pauvreté. La redistribution est non seulement nécessaire pour des raisons d'équité mais est également un enjeu politique important. Des sociétés plus équitables seront plus stables, donc moins influençables par des acteurs externes.⁷

1.2- Importance des ressources naturelles dans le développement économique et social en Afrique.

Les ressources naturelles recouvrent la terre, l'eau, les ressources minières, les énergies (pétrole, gaz naturel), les pierres précieuses, l'or, le zinc, les forêts. ⁸

1.2.1-Les ressources naturelles que possède l'Afrique.

L'Afrique possède quelques-uns des plus grands fleuves et cours d'eau du monde. Elle possède de vastes étendues de terres arables et moins de 10 % de celles-ci sont utilisées, selon plusieurs sources. Les ressources minières sont également abondantes. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, le continent possède 54 % des réserves mondiales de platine, 78 % de celles de diamant, 40 % de celles de chrome et 28 % de celles de manganèse. En outre, dix-neuf pays d'Afrique au sud du Sahara possèdent d'importantes réserves d'hydrocarbures, de pétrole, de gaz, de charbon ou de minéraux. ⁹ Des pays, comme la République démocratique du Congo (RDC), la Zambie, le Niger, l'Afrique du Sud, regorgent de matières premières stratégiques, comme le cuivre, le coltan (utilisé dans la fabrication des téléphones portables), l'uranium, le diamant, l'or. L'Afrique possède quelques-unes des plus importantes réserves de pétrole. Dans la région du golfe de Guinée (Angola, Guinée équatoriale, Nigeria, Congo, Gabon), se trouvent près des trois quarts des réserves pétrolières africaines. Les ressources naturelles dominent donc les économies africaines car elles sont abondantes. Elles sont la principale source de recettes d'exportations pour la plupart des pays africains et de revenus pour les budgets des États. Les ressources naturelles constituent également le principal moyen de subsistance pour les populations africaines, notamment dans les zones rurales. Mais dans la plupart des pays africains, les ressources disponibles ne profitent pas à leurs peuples. Une bonne partie des revenus tirés de ces ressources est transférée à l'étranger de façon licite ou illicite. Par exemple, en 2010, les exportations africaines de pétrole, de gaz et de minerais s'élevaient à 333 milliards de dollars.

Par exemple il y a le cas de la Guinée, en Afrique de l'Ouest, dont le sous-sol recèle la plus grande réserve du monde de bauxite, estimée à 40 milliards de tonnes et plus de 20 milliards de tonnes de minerai de fer, des diamants, de l'or et des quantités indéterminées d'uranium. Mais 55 % des 11 millions d'habitants de la Guinée vivent avec moins de 1,25 dollar par jour et le pays se classe 178e sur 187 pays, selon l'indice de développement humain 2013 du programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Mais la Guinée n'est pas un

⁷ Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et Union africaine (UA), rapport économique sur l'Afrique, 2013, « Tirer le plus grand profit des produits de base : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique », Addis Abéba, mars 2013.

⁸ OMC, Les ressources naturelles : définitions, structure des échanges et mondialisation. Genève : rapport sur le commerce mondial, 2010.

⁹ OMC, Les ressources naturelles : définitions, structure des échanges et mondialisation. Genève : rapport sur le commerce mondial, 2010.

cas isolé en Afrique de l'Ouest, en effet comme dans les autres sous-régions du continent, l'extraction et le commerce des ressources minérales constituent la principale activité économique des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette région symbolise mieux sans doute l'abondance de ressources mal exploitées.

1.2.2- La production des ressources naturelles de l'Afrique de l'Ouest.

D'autres parts l'Afrique de l'Ouest génère plus de 27 % de la production africaine de minerai de fer et les gisements de fer les plus riches en teneur (plus de 65 %) sont en Guinée et au Liberia. De nombreux pays sont producteurs d'or de très haute teneur (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, etc.). En 2006, l'exploitation de l'or a représenté au Mali 15 % du produit intérieur brut (PIB) et 70 % des recettes d'exportation. Quant au Burkina Faso, ses exportations d'or ont atteint 180 milliards de francs CFA en 2009, ce qui fait passer ce secteur devant le coton, qui a représenté 120 milliards de francs CFA. Plus de 34 % du manganèse produit par l'Afrique vient de l'Afrique de l'Ouest. Concernant le pétrole, des pays disposant d'importantes réserves en cours d'exploitation comme : le Nigeria, avec environ 2, 25 millions de barils par jour, le Ghana, avec 120 000 barils par jour, la Côte-d'Ivoire, avec 50 000 barils par jour et le Niger, avec 20 000 barils par jour. Le pétrole constitue le principal poste dans les transactions commerciales de la région.

En dépit de leur importance pour les États de la région, ces produits sont exportés pour l'essentiel à l'état de matières premières et peu font l'objet ne serait-ce qu'un début de transformation sur place. Ceci s'explique par la faiblesse des capacités productives régionales, l'état embryonnaire de l'industrialisation, le déficit technologique et le manque de capitaux et plus généralement le caractère extraverti du système productif.¹⁰

Quant aux ressources halieutiques, provenant de la pêche en eau douce ou en mer, représentent, si elles sont bien gérées, un énorme potentiel et ouvrent aussi de réelles perspectives de développement pour de nombreux pays de la région. Elles contribuent à la fois à la nutrition et à la sécurité alimentaire, créent des emplois et des revenus et génèrent de substantielles recettes d'exportations. Alors qu'elle plafonnait à moins de 300 000 tonnes au début des années 1960, la production halieutique des pays de la CEDEAO est estimée aujourd'hui à plus de 2 millions de tonnes. Le Nigeria à lui tout seul peut absorber l'ensemble des exportations en volume et en valeur du Sénégal (près de 100 000 tonnes pour un peu plus de 300 millions de dollars).

En dépit des énormes avantages de l'Afrique de l'Ouest dans chacun des domaines présentés, il est généralement reconnu que la région n'a pas réussi jusqu'ici à en tirer profit car les recettes tirées de cette exploitation n'alimentent que trop rarement les économies nationales, ou y contribuent à des niveaux beaucoup moins importants que ce qu'ils auraient pu atteindre. La finance internationale tente également d'utiliser la lutte contre le changement climatique pour contrôler les ressources naturelles des pays africains. Les problèmes d'adaptation et de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont de plus en plus confiés au marché.

1.2.3- La course vers les ressources naturelles de l'Afrique.

En parlant de la course vers les ressources naturelles de l'Afrique qui est enveloppée dans un certain discours, venant de cercles influents du système dominant, tente de parler de l'idée d'une « Afrique émergente » Ce discours a sans doute influencé la prolifération de « plans

¹⁰ CEA et UA, rapport économique sur l'Afrique 2011, « Gérer le développement : le rôle de l'État dans la transformation économique », Addis Abéba, 2011, p. 17.

émergents » dans plusieurs pays africains, dont le Sénégal, avec son « Plan Sénégal émergent » (PSE). Mais le but réel d'un tel discours est d'exhorter les multinationales occidentales à aller à la conquête des ressources du continent. En effet, dans ces milieux du capitalisme en profonde crise, d'aucuns pensent que l'Afrique est devenue la nouvelle frontière de la mondialisation capitaliste et qu'elle détiendrait les clés de « sortie de crise ». Lors de sa visite au siège de l'Union africaine à Addis Abéba, en janvier 2014, le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a déclaré : « Avec le potentiel que lui donnent ses ressources, avec sa capacité de croissance économique, l'Afrique est aujourd'hui un continent qui porte les espoirs du monde ». ¹¹

Ensuite, la dégradation de l'environnement en Afrique qui est liée au pillage des ressources naturelles du continent est un fait bien connu. Par exemple, parmi les quinze pays dans le monde ayant souffert le plus de la déforestation, sept sont en Afrique. Les exportations d'un grand nombre de pays africains sont basées sur les ressources naturelles, ce qui explique souvent la surexploitation de celles-ci, qui engendre des effets négatifs sur l'environnement. Parmi ces effets, il y a la déforestation, un phénomène observé dans plusieurs pays du Sahel. On pourrait définir la déforestation comme la diminution des surfaces couvertes de forêt. Ce terme est un synonyme actuel de déboisement puis de défrichement. Il vise plus particulièrement de nos jours à la réduction considérable des forêts équatoriales, qui résulte bien souvent d'une exploitation de certaines zones tropicales et de la volonté de certains pays.

Il faut noter que La structure forestière se reconstitue avec le temps par voie naturelle ou artificielle, alors que, dans le cas de la déforestation, la forêt est durablement, voire définitivement détruite. L'exploitation illégale des ressources naturelles de l'Afrique non seulement contribue à la dégradation de l'environnement, mais elle fait surtout perdre des sommes importantes aux pays africains. Le rapport de l'Africa Progress Panel indique que le pillage des ressources naturelles du continent touche tous les domaines. Par exemple, l'activité de pêche, telle que pratiquée en Afrique de l'Ouest par des navires étrangers, reste confrontée aux mêmes risques (bien que dans proportions moindres) que l'exploitation illégale des forêts par certaines sociétés offshore.

Cependant, La ruée vers les ressources naturelles du continent africain et la multiplication des conflits internes et des interventions extérieures ont été le thème principal de la dernière édition du Forum social africain (FSA), organisée à Dakar du 15 au 19 octobre 2014. Au-delà des critiques adressées à la fois aux Etats africains et aux puissances extérieures, les participants ont fait un certain nombre de recommandations qui expriment les préoccupations de tous ceux qui se soucient de la préservation des ressources naturelles de l'Afrique.

1.2.4-La préservation des ressources naturelles en Afrique.

Pour préserver ses ressources naturelles et comme solutions : L'Afrique devrait notamment Recouvrir la souveraineté sur ses ressources naturelles, c'est à dire en faisant des législations contre la privatisation des ressources naturelles, qui doivent être déclarées patrimoine national sur lequel le peuple seul détient la souveraineté pleine et entière. ¹²

L'Afrique devrait essayer de réaliser la vision proposée par l'Union africaine qui fait le projet « Afrique vision minière » (AMV) qui recommande de mieux négocier les contrats miniers,

¹¹ Jean-Michel et Olivier Ray Severino, *Le Temps de l'Afrique*, Éditions Odile Jacob, 2010 ; Sénat français, « Rapport d'information », 104, 29 octobre 2013.

¹² African Development Bank & Global Financial Integrity, *Illicit Financial Flows and the Problem of Net Resource Transfers from Africa*. Joint Report by the AfDB and GFI, May 2013.

de prêter plus d'attention à l'environnement, de veiller à la valorisation des ressources naturelles et au développement des compétences des Africains. Son objectif est d'aider le continent à tirer davantage profit de ses ressources pour stimuler la croissance. Les revenus de l'exploitation minière devraient être investis dans les routes, les chemins de fer, les ports, l'énergie, l'eau et les télécommunications et il devrait y avoir davantage d'industries locales de transformation, une économie du savoir et un secteur des services dynamique.

Ensuite l'Afrique devrait aussi taxer convenablement les investisseurs étrangers en renégociant les contrats miniers pour accroître les revenus de l'État et améliorer la transparence dans la gestion des ressources naturelles. Comme exemple, Depuis 2011, l'Etat zambien applique un impôt de 30 % sur les sociétés minières ce qui a doublé les recettes minières du pays entre 2010 et 2011, pour les porter à 1,36 milliard de dollars ; au Mali ou l'Etat a introduit un code minier portant principalement sur les questions environnementales ; ou alors en Guinée où le code minier de 2011 qui est plus robuste que celui du Mali et oblige les sociétés minières à signer un code de conduite contre les pratiques de corruption et à assurer la formation des employés locaux.

Les Etats africains doivent Documenter les pratiques actuelles en matière de gestion des ressources naturelles et informer et sensibiliser les acteurs ouest-africains sur les règles commerciales internationales qui gouvernent le secteur.

Une aide aux États et aux institutions régionales pour devenir pleinement acteurs et à jouer leur rôle d'interface entre les compagnies et les populations locales.

Contribuer à déconstruire le discours économique dominant sur le rôle des ressources naturelles, en particulier les ressources minières, dans la croissance et le développement et fournir aux communautés les arguments nécessaires à leur plaidoyer et à la défense leurs propres intérêts.¹³

Appuyer les États et les institutions régionales pour accroître leurs capacités à conclure des accords commerciaux qui défendent les intérêts nationaux et ceux des populations pauvres.

Encourager une participative sélective de l'État dans certains secteurs stratégiques pour avoir les moyens d'action et d'orientation sur l'ensemble de l'économie.

Mobiliser et informer les acteurs de l'Afrique de l'Ouest pour l'effectivité de la responsabilité des entreprises extractives.¹⁴

En conclusion puisque les ressources naturelles de l'Afrique qui reste l'avantage comparatif du continent, la priorité de l'Afrique pour sa transformation active doit être alors la mise en place d'une économie reposant sur les ressources naturelles, robuste et diversifiée. C'est dans ce contexte que des voix de plus en plus nombreuses, en Afrique et ailleurs, s'élèvent pour préconiser la nécessité de changement de paradigme pour que les ressources de l'Afrique soient mieux exploitées dans l'intérêt des populations africaines et faire des politiques visant à la transformation économique interne de ces ressources pour créer de la valeur ajoutée.

L'Afrique est à un tournant historique assez favorable, avec la diversification des partenaires et la possibilité de mieux tirer profit de ses immenses ressources naturelles au bénéfice de ses populations. Dans cette perspective, elle doit repenser les objectifs d'industrialisation et de développement à partir de l'utilisation efficace et rationnelle de ses ressources naturelles en

¹³ Bassou, A. (2017). Ressources naturelles et réalités géopolitiques de l'Afrique.

¹⁴ Kingsley Igbor, Kingsley, « L'Afrique veut transformer son industrie minière », Afrique Renouveau, avril 2014, p. 24.

vue de la transformation structurelle du continent, comme le préconisent les institutions sous-régionales et continentales, faisant écho aux appels répétés des mouvements sociaux et partis politiques progressistes.¹⁵

1.3 - Problèmes et défis de la gestion des ressources naturelles en Afrique :

Toute société est confrontée à la gestion et la préservation des ressources naturelles avec la mondialisation du mode de développement capitaliste. Le système capitaliste pose en effet un problème particulier pour la préservation des ressources naturelles. Marx a très bien montré comment la création, par le capital, de plus-value exige l'élargissement continu de sa sphère de circulation, et donc la création de nouveaux besoins, de nouveaux marchés jusqu'à la mise en place d'un marché mondial, et la marchandisation de toute chose. Désormais, le marché est mondial, tout s'y vend. Les forêts primaires sont dévastées pour ouvrir des routes vers l'exploitation des mines ou pour offrir des meubles exotiques bon marché, les entreprises ont pu décomposer leurs processus de production entre différents pays en fonction du coût salarial le plus faible, avec une explosion des gaz à effet de serre à la clé. Les mesures environnementales prises dans les pays du Nord ont pour principal effet de délocaliser les lieux de production dans les pays moins contraignants, avec interdiction d'imposer des normes aux frontières car l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) les considère comme des barrières douanières déguisées. Ainsi, le système économique n'emporte pas seulement les conséquences sociales effrayantes que l'on connaît (explosion des inégalités de richesse, appauvrissement des Etats, tensions géopolitiques), elle a aussi pour conséquence la crise écologique que nous connaissons.¹⁶

1.3.1-Problématique de la préservation des ressources naturelles en Afrique.

La plupart des menaces pour les ressources naturelles sont aujourd'hui liées à l'entrée de l'Afrique dans le grand marché mondial. Cela s'est amplifié avec l'exploitation des richesses du sous-sol africain (minerais, gaz, pétrole) et le commerce des innombrables richesses naturelles de l'Afrique, notamment les bois exotiques. Et cela se renforce désormais avec le passage dans certaines zones à des pratiques traditionnelles, comme la pratique du brûlis ou celles de déforestation villageoise pour le bois de chauffe. Depuis les émeutes de la faim de 2008, la concession de terres s'est renforcée provoquant de nouveaux conflits majeurs avec les populations comme à Madagascar où l'Etat est tombé après avoir tenté de concéder 1/3 de l'île à l'entreprise Daewoo.

L'exode rural et l'extension anarchique des villes portent également avec eux des problématiques fortes de pollution locale en plus des problèmes sociaux liés au chômage des populations, l'érosion des sols, gestion difficile des eaux usées et des déchets, développement anarchique des transports (pollutions de l'air, bruit, émissions de GES, Gaz à Effet de Serre). L'Afrique fait face à plusieurs autres défis tels que la gestion de l'eau potable pour les communautés rurales. Il est essentiel pour elle de réaliser des politiques et des infrastructures adéquates pour une gestion durable de l'eau. L'exploitation minière pose des défis en termes de gestion environnementale et sociale. Il est crucial de réaliser des réglementations et des pratiques minières responsables pour minimiser les impacts environnementaux et veiller à ce

¹⁵ CEA et UA, rapport sur le développement de l'Afrique 2007, « L'Afrique et ses ressources naturelles : le paradoxe de l'abondance », Addis Abéba, mars 2007, p. 129, encadré 4.1.

¹⁶ Enda Cacid, L'Afrique de l'Ouest et le défi de la gouvernance des ressources naturelles : levier pour le commerce, l'industrialisation et la transformation économique, Dakar, 15 novembre 2013.

que les communautés locales bénéficient équitablement des revenus miniers¹⁷. Pour ce qui est également des ressources halieutiques la surpêche et la pêche illicite représentent des défis majeurs pour la gestion durable de ces ressources pour des pays qui en possèdent.

La désertification et la dégradation des terres sont des problèmes préoccupants en Afrique, particulièrement dans les pays du Sahara, en raison de facteurs tels que la sécheresse, et l'élevage non durable. Le Sahara est vulnérable aux effets du changement climatique, tels que l'augmentation des températures, les sécheresses plus fréquentes et l'élévation du niveau de la mer. Cela a un impact sur la disponibilité des ressources naturelles et aggrave les défis existants tels que la gestion de l'eau et la désertification. En plus de ces défis, l'Afrique est confrontée à d'autres défis liés à la mal gestion, à la corruption, rendant incapables la population d'imaginer un processus de développement autonome et endogène. En somme il convient de noter que pour faire face à ces défis, il est essentiel pour l'Afrique de renforcer ses capacités institutionnelles et réglementaires, impliquer les parties prenantes et les communautés locales dans la prise de décisions, favoriser la coopération régionale et internationale, prendre des mesures pour lutter contre la corruption et promouvoir la transparence et une approche intégrée de la gestion des ressources naturelles.¹⁸

Section 2 : Gestion des hydrocarbures : concepts et enjeux

L'augmentation de la demande d'énergies telles que le gaz et le pétrole a besoin de la maîtrise de la conception, la construction et l'exploitation des moyens de transport, dont la canalisation. En effet, durant ces 50 dernières années ces dernières sont devenues le moyen d'acheminement le moins coûteux pour de grandes quantités d'énergies et sur des longues distances.

Quel que soit l'endroit que la canalisation traverse (mer ou terre), cette dernière est toujours exposée aux risques d'être endommagée que ce soit par des interférences externes ou environnementales avec des risques majeurs tels que les incendies, explosions, fuite de produits polluants. Celles-ci ont mené à l'élaboration de méthodes plus globales, systématiques et sophistiquées de l'ingénierie de sécurité.

2.1- Définition des hydrocarbures et leur importance pour l'économie algérienne :

Un hydrocarbure est un composé organique contenant exclusivement des atomes de carbone (C) et d'hydrogène (H). Ils possèdent en conséquence une formule brute de type : C_nH_m , où n et m sont deux entiers naturels. On distingue les hydrocarbures saturés (les alcanes) des hydrocarbures possédant une ou plusieurs insaturations (les alcènes, les alcynes, et les composés aromatiques). On peut également faire la distinction entre les hydrocarbures linéaires ou ramifiés. Ils sont inflammables et ne se mélangent pas avec l'eau. Raffinés à partir de pétrole, ils servent notamment de combustible pour les moteurs à explosion.

2.1.1- Chocs externes et instabilité financière

Les ressources naturelles, essentiellement les hydrocarbures, ont joué et continuent à jouer un rôle primordial dans l'économie algérienne, dans la mesure où les revenus générés par l'exploitation de ces ressources constituent l'essentiel des recettes d'exportation du pays et une part substantielle des revenus budgétaires. Aussi, le mode de gestion et d'allocation de ces ressources constitue un facteur déterminant dans l'évolution de l'économie algérienne. Au

¹⁷ Ramdoo, I. (2019). L'Afrique des ressources naturelles. International Institute for Sustainable Development (IISD). <https://www.iisd.org>.

¹⁸ Kamto, M. (1991). Les conventions régionales sur la conservation de la nature et des ressources naturelles en Afrique et leur mise en œuvre. *Revue juridique de l'Environnement*, 16(4), 417-442.

cours des années soixante-dix, l'essentiel des recettes d'exportation d'hydrocarbures avait servi à couvrir la forte composante importations des investissements publics massifs et de la consommation finale, en contexte de forte expansion monétaire et budgétaire, de prix intérieurs administrés et d'insuffisance de rigueur dans le choix et la conduite des projets d'investissements publics. Le manque de prudence dans l'allocation et la gestion des ressources, importantes jusqu'au milieu des années quatre-vingts, avait ainsi favorisé l'émergence de déséquilibres internes latents et le resserrement de la dépendance de l'économie vis-à-vis des exportations du secteur des hydrocarbures.

Fortement dépendante des ressources des hydrocarbures, l'économie algérienne a connu une longue période d'instabilité financière, suite au choc externe de 1986, accentuant le déséquilibre épargne - investissement. La baisse des exportations des hydrocarbures (-39 %) en 1986 suite à la chute de 46 % des prix du pétrole, en situation de forte propension à l'importation, s'est traduite dès cette année par un déficit de la balance des paiements extérieurs courants, entraînant une grave érosion des réserves de change (0,72 milliard de dollars à fin 1990 contre 2,5 milliards de dollars à fin 1985), malgré le recours accru à l'endettement extérieur. L'encours de la dette extérieure a ainsi atteint un niveau excessif de 26,1 milliards de dollars à fin 1989 contre environ 17 milliards de dollars à fin 1985, avec une part importante de crédits à échéances courtes. En conséquence, le ratio service de la dette extérieure/exportations s'est envolé pour atteindre 80 % en 1988 contre 35 % en 1985.

2.1.2- détérioration des indicateurs d'endettement extérieur.

Cette détérioration drastique des indicateurs d'endettement extérieur s'est poursuivie jusqu'à fin 1993, malgré l'apport de financements exceptionnels de soutien à la balance des paiements par le Fonds Monétaire International (accord stand by de 1991) et la Banque Mondiale (programme de restructuration des entreprises publiques et du secteur financier) ainsi que la restructuration d'une partie de la dette extérieure. Au premier trimestre 1994, la vulnérabilité de la position financière extérieure avait atteint un point culminant, le ratio du service de la dette extérieure passant à 100 %, les prix des hydrocarbures subissant un nouveau choc à la baisse, et les réserves de change ne représentant que 1,3 mois d'importations. Adossé aux programmes de stabilisation et d'ajustement structurel (FMI et Banque Mondiale), étalés sur quatre (04) années consécutives (1994 – 1998), le rééchelonnement de la dette extérieure, devenu incontournable, avait permis d'atténuer fortement la contrainte financière extérieure. Cependant, l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme est passé à 33,2 milliards de dollars à fin 1996 (71 % du PIB) contre 26,1 milliards de dollars à fin 1989 (47 % du PIB), sous l'effet des reports des paiements au titre du service de la dette extérieure.

2.1.3- Instabilités financière externe.

La forte instabilité financière externe, née du choc de 1986, s'est accompagnée de l'accentuation du déséquilibre des finances publiques. Les recettes de la fiscalité pétrolière avaient chuté de près de 50 % en 1986, alors que le rythme des dépenses avait été maintenu. En conséquence, le déficit budgétaire global avait atteint des niveaux records en 1986 (13 %) et 1988 (13,7 %), relativement au produit intérieur brut, financés pour l'essentiel par la création monétaire. L'expansionnisme monétaire était également alimenté par le refinancement quasi automatique par la Banque Centrale des crédits bancaires à moyen terme ayant servis à financer les investissements planifiés au cours des années 1970 et 1980, en situation d'épargne intérieure structurellement insuffisante. Ainsi, jusqu'au début de la réforme monétaire des années 1990,

la politique monétaire très accommodante et le rôle passif dévolu à la Banque Centrale ont contribué à l'instabilité financière interne.¹⁹

2.1.4- Passage à une gestion macroéconomique des surcroûts de ressources.

L'année 2000 a été marquée par le retour à l'équilibre macroéconomique. Cela est suivi par l'émergence de l'excès de l'épargne sur l'investissement en tant que caractéristique de l'économie algérienne au cours des années 2001-2008, porté par une amélioration notable des termes de l'échange liée à la hausse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux. En effet, l'excès de l'épargne sur l'investissement s'est accru relativement au produit intérieur brut, pour culminer à 24,7 % en 2006 contre 16,3 % en 2000. En valeur absolue, cet excès d'épargne a atteint un pic de 34,45 milliards de dollars en 2008, en pleine crise financière internationale. Bien que la chute des prix des hydrocarbures en 2009 ait engendré une forte contraction des recettes d'exportation d'hydrocarbures et le premier déficit budgétaire de la décennie, la solidité de la position financière en tant que résultat de la gestion macroéconomique prudente des surcroûts de ressources provenant des hydrocarbures a contribué à asseoir une bonne résilience aux chocs externes.

Dès l'année 2000, l'Etat a institué une nouvelle règle d'épargne budgétaire en mettant en place le « Fonds de régulation des recettes » (FRR), un fonds de stabilisation en dinars et liquide, devant abriter tout surcroît de recettes de la fiscalité pétrolière au-delà d'un prix de référence de 19 dollars/baril. Cette même année, l'excédent budgétaire global a atteint 9,7 % du produit intérieur brut, ancrant une accumulation soutenue d'épargnes financières par l'Etat en vue de préserver la viabilité des finances publiques sur le moyen terme. Les ressources accumulées dans le FRR ont fortement augmenté sur la période 2001-2008, les prix du pétrole brut excédant le prix de référence, en dépit de son ajustement à 37 dollars/baril en 2008. Cette démarche budgétaire prudente a constitué un support essentiel pour la relance économique à partir de 2001, à travers la mise en œuvre d'importants programmes d'investissements publics successifs (2001-2004, 2005-2009 et 2010-2014), comportant une forte composante infrastructure. Malgré une absorption de ressources relativement importantes, liée à la mise en œuvre de ces programmes, les ressources accumulées dans le FRR sont passées de 5,6 % du produit intérieur brut en 2000 à 24,4 % en 2005 et à 43,1% en 2009. Ce stock d'épargnes financières est déposé à la Banque d'Algérie, dans un compte en dinars distinct du compte courant du Trésor, et fait l'objet d'un suivi particulier. Cette forme de stérilisation contribue à la stabilité monétaire et financière, d'autant que le niveau de la dette publique interne ne représente que 8,1 % par rapport au produit intérieur brut en 2009.

²⁰

Au total, la conduite de politiques macrofinancières prudentes ancrée sur une meilleure gestion et allocation des ressources générées par le secteur des hydrocarbures au cours de la décennie 2000 a largement contribué aux performances économiques et financières robustes, à en juger notamment par les indicateurs suivants :

- Une croissance hors hydrocarbures soutenue qui a atteint le taux de 9,3 % en 2009, après un rythme se situant entre 5 % et 6,3 % pour toute la période 2002-2008, témoignant de la contribution substantielle des programmes d'investissement public à cette croissance;

¹⁹ Laksaci, M. (2010). Gestion des ressources et stabilité financière en Algérie. Banque d'Algérie.

²⁰ Slimani, A. (2012). Contribution à L'Etude de l'Apport des SIG dans la Gestion des Risques Générés par les Canalisations de Transport des Hydrocarbures en Algérie (Doctoral dissertation, Université de Batna 2).

- Une inflation maîtrisée, y compris en 2008, année de forte hausse des prix mondiaux des matières premières et produits alimentaires ;
- Des excédents consécutifs de la balance des paiements qui ont engendré une accumulation soutenue des réserves de change (36 mois d'importations de biens et services), malgré la forte réduction de la dette extérieure à moyen et long terme dont l'encours relativement au PIB n'est plus que de 2,8 % en 2009 contre 25,1 % du PIB en 2004 et 57,9 % en 1999 ;
- Une accumulation soutenue de ressources dans le FRR (43,1 % du PIB en 2009).

2.1.5- Les hydrocarbures dans l'économie algérienne.

Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a subi de nombreuses et importantes transformations structurelles sociologiques, politiques et économiques. Un modèle de développement basé sur le socialisme a été tout de suite mis en place avec une volonté d'arriver rapidement à une industrialisation et à un modèle économique proches de ceux des pays de l'Europe de l'Est. Celui-ci a pu voir le jour et a donné à un moment l'illusion que le pays était sur la bonne voie uniquement grâce au secteur des hydrocarbures dont l'essor a été pensé comme un moyen d'arriver à un développement rapide à travers une stratégie d'industrialisation lourde. Le contre-choc pétrolier de 1986 et la crise de la dette des années 1980 ont montré les limites d'une telle stratégie ainsi que la fragilité de l'économie et sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Ses principales caractéristiques en font un État rentier (Machin Alvarez, 2010) : importance des hydrocarbures dans l'économie (en moyenne 43 % du PIB dans les années 2000, entre 95 % et 98 % des exportations et 75 % des recettes budgétaires proviennent de la fiscalité pétrolière), rôle de l'entreprise nationale Sonatrach dans la politique énergétique et politique de distribution des revenus.²¹

2.1.6- Une dépendance de plus en plus forte aux hydrocarbures.

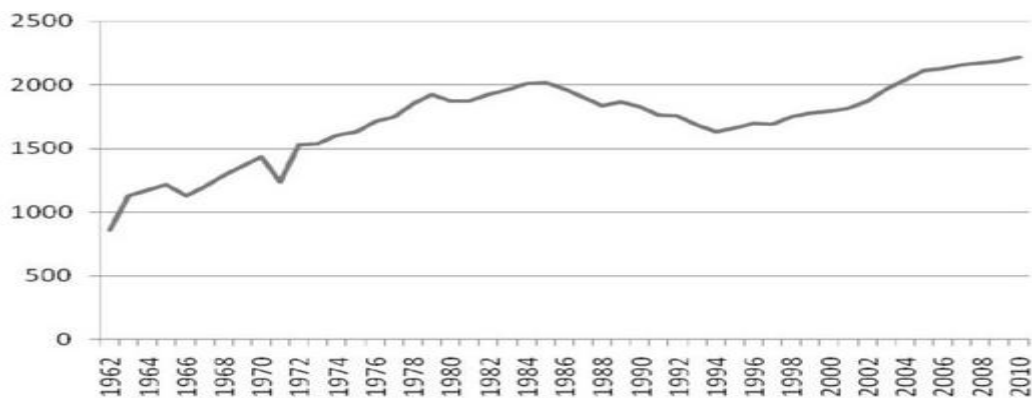


Figure n°1 (Source : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-2-page-69.htm>)

La figure n°1 montre globalement une croissance continue (avec quelques baisses passagères) du PIB par tête entre 1963 et 1985, passant de 1 128 dollars US à 2 020 dollars US, en dollars constants année 2000. À la suite du contre-choc pétrolier de 1986, le PIB par tête amorce une baisse importante jusqu'en 1995 pour atteindre 1 660 dollars US. Depuis 1996, le PIB par tête

²¹ KACI, B., & YAICI, F. Gouvernance des institutions et gestion des ressources naturelles en Algérie.

ne cesse de croître pour atteindre 2 219 dollars US en 2010. L'évolution de l'activité économique et ses fluctuations sont pour l'essentiel dues à la part prépondérante du secteur des hydrocarbures. En 1970, à la veille de la nationalisation des hydrocarbures, sa part dans la valeur ajoutée totale est de 16,43 %. Elle augmente fortement pour atteindre 41,41 % en 1974. Elle garde ensuite un niveau élevé mais est en baisse constante jusqu'à l'année 1986 (17,26 %). Elle remonte ensuite sensiblement tout en étant très volatile jusqu'à un pic de 47,11 % en 2000. La décennie 2000- 2009 est globalement caractérisée par des prix très élevés et une dépendance très forte vis-à-vis des hydrocarbures (53,55 % en 2008). La crise internationale, qui a fait chuter les prix et la demande d'hydrocarbures, a fait baisser cette part à 38,44 % en 2009. La dépendance de l'économie aux hydrocarbures s'est approfondie durant cette décennie, comme en témoigne la structure du PIB auquel ils contribuent en moyenne pour 43,18 % (avec un maximum de 50,04 % en 2008 et un minimum de 35,33 % en 2009).²²

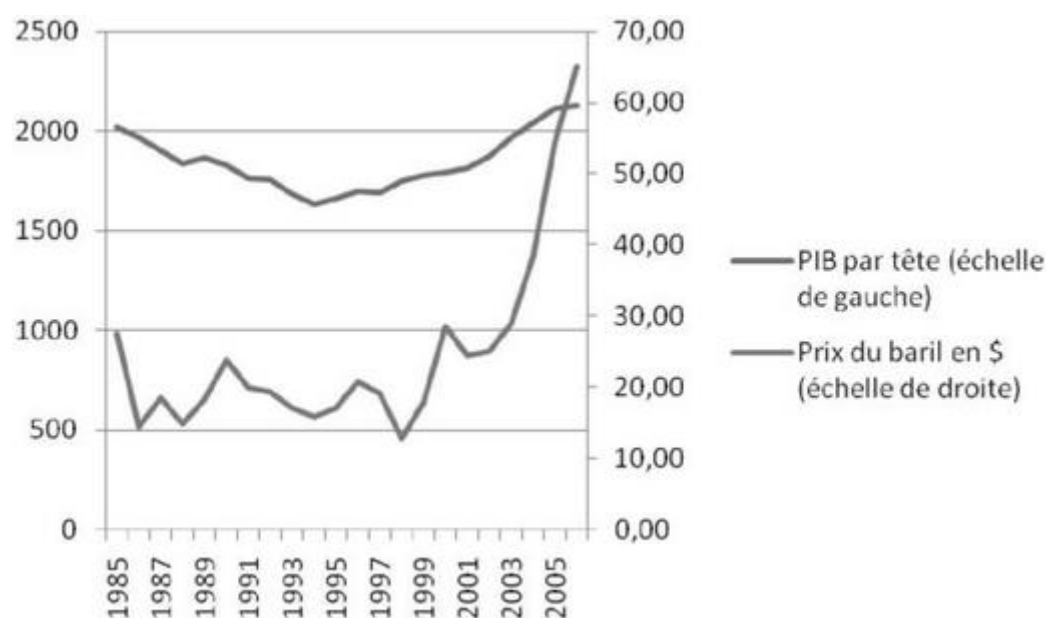


Figure n°2 (source : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-2-page-69.htm>)

La figure n°2 représente l'évolution concomitante du PIB par tête et le prix moyen du baril de pétrole entre 1985 et 2006.

²² Ainas**, Y., Ouarem***, N., & Souam****, S. (2012). Les hydrocarbures: atout ou frein pour le développement de l'Algérie?. *Revue Tiers Monde*, (2), 69-88.

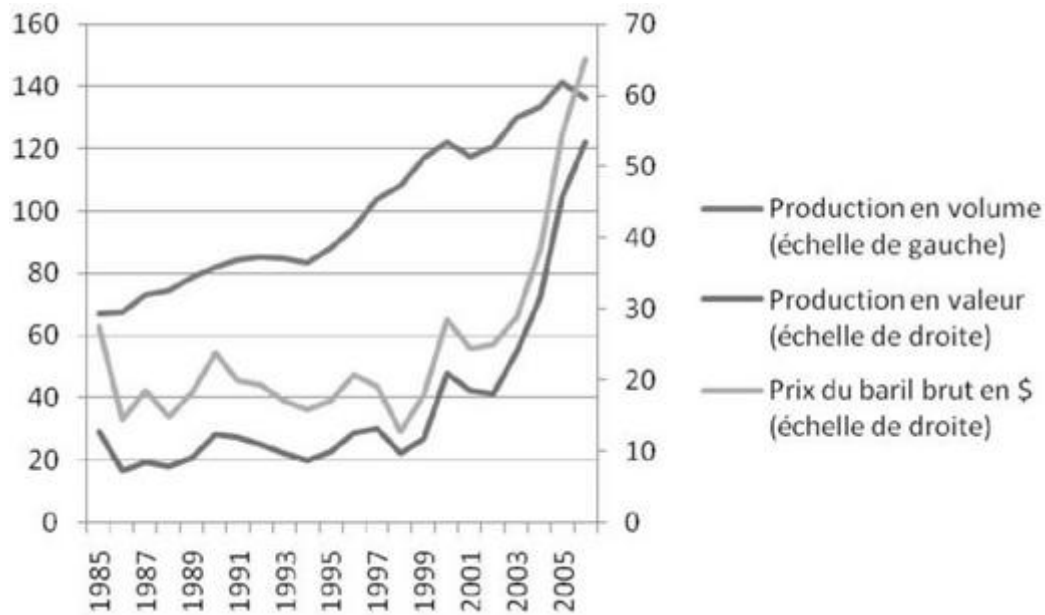


Figure n°3 (source : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-2-page-69.htm>)

La figure n°3 montre quant à elle l'évolution en volume et en valeur des hydrocarbures exportés, ainsi que celle du prix moyen du baril de pétrole²³. La production en valeur épouse parfaitement la courbe du prix du baril dont la volatilité induit celle des rentrées de devises qui proviennent presque exclusivement des hydrocarbures. De même, le PIB par tête dépend fortement des variations du prix des hydrocarbures dont la production n'a globalement cessé de croître depuis 1985, malgré quelques baisses conjoncturelles.

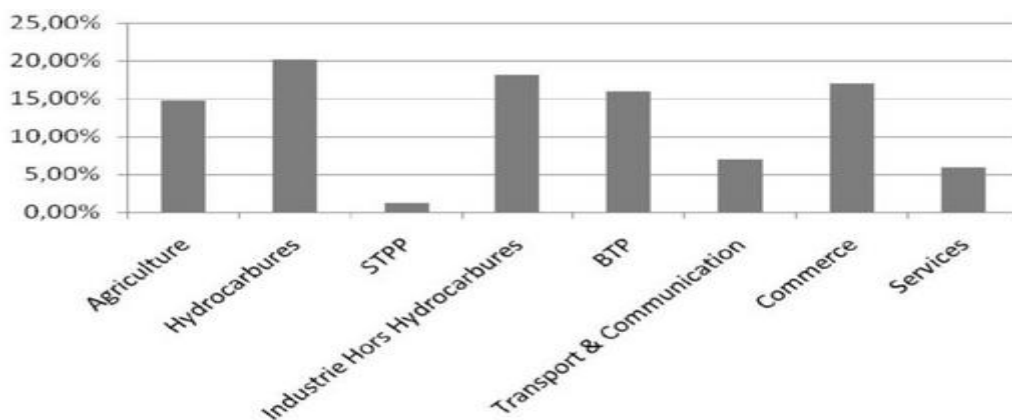


Figure n°4 (source : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-2-page-69.htm>)

²³ SAMBAOUI, HAMZA, RAHAL, MOHAMMED EL HOUCINE, et LEDMI ABOU, SALAH. LE ROLE DE L'OPTIMUM SUR LA RATIONALISATION D'EXPLOITATION DES RESSOURCES D'HYDROCARBURES. Thèse de doctorat.

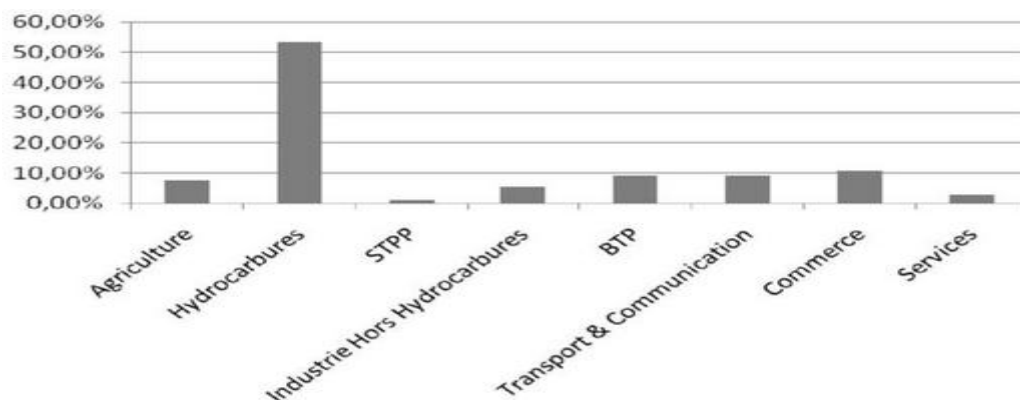


Figure n°5 (source : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-2-page-69.htm>)

Les figures n°4 et 5 montrent l'évolution de la structure du PIB algérien par grands secteurs d'activité pour les années 1988 et 2008. Le changement est frappant et la dépendance au secteur des hydrocarbures en très nette hausse. En 2008, ce secteur représente plus de la moitié de la valeur ajoutée créée, alors qu'en 1988 la structure du PIB était plutôt équilibrée. Si l'on regarde plus en détail sur 4 décennies (de 1970 à 2009), la tendance ne fait que s'amplifier. En effet, dans les années 1970, la part de ce secteur est de 27,24 %. Elle augmente ensuite régulièrement : 28,50 % dans les années 1980, 31,88 % dans les années 1990 pour atteindre la moyenne record de 46,71 % dans les années 2000. Enfin, cette évolution est totalement tributaire du prix du baril de pétrole

2.1.7- Les hydrocarbures dans l'industrie algérienne.

L'Algérie a hérité à son indépendance en 1962 d'une économie essentiellement agricole et peu industrialisée, avec toutefois d'importantes découvertes de gisements de gaz et de pétrole quelques années seulement avant l'indépendance. Même si l'Algérie n'a pas tout de suite profité au maximum de ses hydrocarbures à cause du Code pétrolier saharien²⁴, il n'empêche que la perspective était présente, comme l'atteste la création de la Sonatrach le 31 décembre 1963. Le projet algérien, post-indépendance, de développement économique a tout misé sur l'essor de l'industrie, considérée comme la seule possibilité d'amener rapidement le pays vers la modernité. Les revenus tirés des hydrocarbures ont permis des investissements colossaux dans des industries sous tutelle de l'État et centrées sur le marché intérieur.

Ainsi sur la période 1966-1986, l'industrie a connu un développement remarquable à la suite des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Les taux d'investissement étaient parmi les plus élevés au monde (en moyenne 36,7 % du PIB avec un pic à 52,2 % en 1978). La stratégie consistait à extraire la totalité des ressources en hydrocarbures pour financer une industrialisation rapide.²⁵ Cette stratégie de développement d'une industrie, complètement dépendante des importations pour fonctionner et destinée à un marché national étroit, a montré ses limites avec la baisse concomitante du prix des hydrocarbures et du dollar après le contre-choc pétrolier de 1986. Cet

²⁴ L'ordonnance 58-111 du 22 novembre 1958 définit le régime de la recherche, de l'exploitation et du transport des hydrocarbures liquides et gazeux dans le Sahara algérien. Elle permet aux sociétés, essentiellement françaises mais également étrangères, en association avec des capitaux français, de valoriser le pétrole saharien.

²⁵ Il s'agit du fameux plan controversé VALHYD qui n'a pas été officiellement adopté et qui a pris fin après la mort du Président Boumediene (Talahite, 2010, p. 20).

épisode a clairement montré les faiblesses de l'économie et sa dépendance vis-à-vis du secteur très volatile des hydrocarbures. Des réformes ont été discutées et en partie mises en œuvre.²⁶

2.1.8- Les énergies fossiles.

Le pétrole et le gaz naturel constituent les sources naturelles d'hydrocarbures les plus connues. Avec le charbon, ces ressources inflammables à température ambiante comptent parmi les [énergies fossiles](#). Leurs stocks se trouvent en quantité limitée dans les profondeurs du sol ou sous les fonds marins, puisqu'ils proviennent de la dégradation de la matière organique des êtres vivants sur plusieurs centaines de millions d'années.

Les hydrocarbures comme le pétrole et le gaz naturel, sont des ressources essentielles pour l'économie algérienne qui est un producteur majeur de pétrole et de gaz naturel, avec des réserves considérables qui contribuent de manière significative à son PIB et à ses recettes d'exportation.

Pendant la lutte de libération nationale, à la fin des années 1950, des compagnies françaises y découvrent des gisements d'hydrocarbures, il s'agit du gisement de Hassi Messaoud, et surtout du gaz (Hassi Ramel).

Les ressources en pétrole et en gaz de l'Algérie par rapport à d'autres pays du Moyen Orient et d'Afrique ne sont pas très importantes, cependant l'Etat décide d'exploiter au maximum les hydrocarbures et les revenus qu'il en tire pour se développer rapidement.

C'est en 1963 qu'est créée la compagnie nationale Sonatrach, comme moyen pour la mise en œuvre de cette politique pétrolière et en 1969 le pays devient membre de l'OPEP.

Entre 1970-1972, l'Etat algérien prend le contrôle des ressources, à travers l'abolition graduelle du régime des concessions et la nationalisation des compagnies étrangères, afin de renforcer davantage le monopole de la Sonatrach.

Ces ressources en pétrole et en gaz servent à l'industrialisation du pays, à l'achat d'usines, et à la valorisation des hydrocarbures. Tant que la rente pétrolière augmente, le pays arrive à financer les importations, à payer le service de sa dette, à satisfaire sa population.

La dépendance économique algérienne envers ses ressources en hydrocarbures est de plus en plus évidente. Pour arriver à soutenir les coûts du développement, l'Etat modifie la loi sur les hydrocarbures à plusieurs reprises, afin d'ouvrir progressivement ce secteur à l'économie de marché.²⁷

La loi sur les hydrocarbures est encore une fois changée en 1991 dans le but d'accroître les réserves et d'en faire profiter la Sonatrach. Alors que, jusqu'en 1986, les compagnies étrangères et privées avaient le seul droit d'exploration.²⁸

²⁶ Voir Talahite (2010) pour une excellente analyse de ces réformes et de leurs impacts sur les transformations économiques opérées en Algérie.

²⁷ Mahieddine Boumaza, « Des quantités d'hydrocarbures à mettre en évidence », supplément économique d'El Watan du 26 mai 2008.

²⁸ Mining Journal, Algeria Supplement to Mining Journal, www.mining-journal.com/data/assets/supplements_file_attachment/0010/178876-scr.pdf.

2.1.9- Le poids des hydrocarbures dans l'économie algérienne.

Depuis 2003 les revenus gaziers et pétroliers de l'Algérie ont considérablement augmenté grâce à la très bonne qualité de son gaz, à la hausse des cours des hydrocarbures et au développement du commerce avec l'Union Européenne et les Etats Unis.

L'Algérie doit aujourd'hui diversifier ses revenus et son développement industriel et réduire l'importance de la rente pétrolière qui fragilise l'équilibre d'ensemble de son économie. Bien que disposant d'importantes ressources d'hydrocarbures, elle doit préparer sa transition vers un modèle énergétique basé sur les énergies renouvelables.

Les économies qui dépendent largement de l'exportation de matières premières pour leurs revenus sont vulnérables aux fluctuations des marchés internationaux. De ce fait, il est nécessaire de diversifier l'économie pour réduire cette vulnérabilité et garantir une croissance économique stable à long terme.

Mais l'Algérie dépend fortement de ses revenus en hydrocarbures. Cette dépendance crée une vulnérabilité économique, car elle expose le pays aux fluctuations du marché mondial des hydrocarbures. Lorsque les prix du pétrole chutent, comme cela s'est produit lors de la crise de 2014, l'Algérie ressent immédiatement les effets négatives sur ses finances publiques, sa croissance économique et son niveau d'emploi.

Ensuite, la fluctuation des prix des hydrocarbures rend difficile la planification à long terme et la stabilité économique du pays. Par conséquent, les gouvernements successifs ont tenté de diversifier l'économie algérienne pour réduire cette dépendance, mais les progrès ont été lents. Les investissements dans d'autres secteurs, tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et le tourisme, ont été entravés par divers obstacles, y compris la bureaucratie, la corruption et le manque d'infrastructures adéquates.

La production d'hydrocarbures et les recettes d'exportation continuent d'occuper une place centrale dans l'économie algérienne. En parlant des chiffres entre 2016 et 2021 le secteur pétrolier et gazier a représenté 19 % du produit intérieur brut (PIB), 93 % des exportations de marchandises et 38 % des recettes budgétaires. Mais l'Algérie aspire à diversifier son économie afin d'élargir ses sources de revenus et améliorer les perspectives d'emploi, en particulier pour les jeunes, dans un pays où le taux de chômage aura atteint 12,7 % de la population active totale en 2021 et 31,9 % chez les 15-24 ans.²⁹

Le redressement soutenu de la production d'hydrocarbures a contribué à la reprise de l'économie après la récession provoquée par la COVID-19 : le PIB a progressé de 3,4 % en 2022, après une contraction de 5,1 % en 2020. La croissance du PIB a toutefois ralenti au cours des neuf premiers mois de 2022 tirée par la consommation privée et la baisse des volumes d'importation. L'activité hors hydrocarbures a bénéficié d'un redressement de la production dans l'agriculture ainsi que dans les industries manufacturières et le secteur des services.

²⁹ minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2013/myb3-2013-ag.pdf.

2.1.10-L'exploitation des hydrocarbures en Algérie et ses conséquences.

Au cours des deux dernières décennies, la flambée des hydrocarbures a permis à l'Algérie de progresser sur le plan du développement économique et humain. Le pays a investi dans des projets d'infrastructures propices à la croissance économique et mis en place des politiques sociales qui ont contribué à faire reculer la pauvreté et à améliorer les indicateurs de développement humain.

L'Algérie, comme les autres pays exportateurs de pétrole, devra diversifier son économie pour améliorer les perspectives d'emploi compte tenu de la jeunesse de sa population. Depuis 2020, l'Etat algérien a pris des mesures pour stimuler les investissements étrangers et nationaux, en promulguant une nouvelle loi sur les hydrocarbures, en adoptant une nouvelle législation sur l'investissement et en préparant de nouvelles lois sur la monnaie et le crédit ainsi que sur les partenariats public-privé.³⁰

Cependant les activités pétrolières et gazières entraînent des conséquences environnementales néfastes, telles que la pollution de l'air et de l'eau, la dégradation des terres et la perte de biodiversité, la déforestation, la dégradation des terres et la pollution de l'air et de l'eau. En effet l'exploitation des hydrocarbures en Algérie a un impact environnemental important. Ces conséquences environnementales ont des répercussions sur la santé publique, la biodiversité et les ressources naturelles du pays.

Depuis longtemps l'Algérie fait face à des défis liés à sa dépendance excessive aux hydrocarbures, ce qui rend son économie vulnérable aux fluctuations des prix sur le marché mondial. Les fluctuations des prix du pétrole et du gaz naturel peuvent avoir un impact significatif sur les finances publiques et la stabilité économique du pays.

Pour surmonter ces défis, l'Algérie doit s'engager davantage dans la transition vers une économie plus diversifiée et durable. Cela nécessite des politiques et des investissements qui favorisent l'innovation, la recherche et le développement dans des secteurs hors hydrocarbures. Une référence algérienne pertinente dans ce contexte est le "Plan de Développement Economique et Social" (PDES) adopté par l'Etat algérien, qui vise à diversifier l'économie et à réduire la dépendance aux hydrocarbures en faisant promotion de l'investissement dans les secteurs non pétroliers, tels que l'agriculture, le tourisme et les énergies renouvelables.

³⁰ L'évolution en glissement annuel est couramment utilisée pour comparer deux événements mesurables ou plus sur la base d'une année. Dernière mise à jour: 30 mai 2023

2.2- Modèles de gestion des hydrocarbures et leurs implications économiques et Environnementales.

Les hydrocarbures, notamment le pétrole et le gaz naturel, représentent une part importante de la production d'énergie dans le monde. Ils sont largement utilisés dans divers secteurs, tels que le transport, l'industrie, la production d'électricité et le chauffage résidentiel et commercial. Elles jouent un rôle crucial dans l'énergie mondiale notamment en tant que source principale de carburants pour le transport et de combustibles pour la production d'électricité. Ce sont des ressources énergétiques essentielles qui alimentent la croissance économique et le développement industriel à l'échelle mondiale. Mais l'utilisation intensive des hydrocarbures contribue aux émissions de gaz à effet de serre, entraînant des changements climatiques et des phénomènes météorologiques extrêmes.³¹

2.2.1-La réforme du secteur des hydrocarbure en Algérie.

Les hydrocarbures, tels que le pétrole et le gaz naturel, ont longtemps été des moteurs essentiels de l'économie mondiale, jouant un rôle central dans la croissance économique et le développement industriel. Leur exploitation et leur exportation représentent des sources importantes de revenus pour de nombreux pays, mais comme nous le savons elles posent également des défis économiques, sociaux et environnementaux. Les fluctuations des prix des hydrocarbures peuvent aussi avoir un impact significatif sur les économies nationales, tant des pays producteurs que des pays importateurs.³²

Les hydrocarbures ont un impact significatif sur les économies nationales de plusieurs façons. Premièrement, ils peuvent être une source majeure de revenus pour les pays producteurs, générant des recettes substantielles grâce à l'exportation de pétrole et de gaz. Ces revenus peuvent être utilisés pour financer des programmes sociaux, des infrastructures et d'autres projets de développement, contribuant ainsi à la croissance économique et à l'amélioration du niveau de vie. Cependant, la dépendance excessive aux hydrocarbures peut également avoir des effets néfastes sur les économies nationales car la volatilité des prix du pétrole sur les marchés mondiaux peut entraîner une instabilité économique et financière.

Les activités pétrolières et gazières peuvent polluer des sols et l'eau, ainsi que des conflits avec les populations locales pour l'accès aux ressources naturelles. Par ailleurs, l'exploitation des hydrocarbures peut avoir des répercussions sociales importantes.

Les échanges internationaux d'hydrocarbures peuvent également influencer les relations diplomatiques entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Des accords commerciaux et des partenariats stratégiques sont souvent noués sur la base de la fourniture et de l'achat de pétrole et de gaz. Mais les hydrocarbures sont fréquemment au cœur de conflits géopolitiques et de tensions régionales. Les rivalités pour le contrôle des ressources pétrolières et gazières, ainsi que des routes d'approvisionnement stratégiques telles que les détroits maritimes, peuvent entraîner des conflits et des crises internationales.

Les hydrocarbures sont omniprésents dans le quotidien, tant celui des particuliers (bouteilles de butane, par exemple) que dans l'activité industrielle. On distingue plusieurs types d'utilisation des hydrocarbures : en tant que carburant (essence dans les moteurs des véhicules, kérosène

³¹ Cf. Assia Hireche, Algérie – l'après-pétrole : quelles stratégies pour 1995 et 2010 ?, Paris, L'Harmattan, 1989, 222 p.

³² Cf. Nicole Grimaud, La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978), Paris, Karthala, 1984, 345 p.

dans les réacteurs des avions, etc.), pour l'énergie (centrales thermiques) et la production de chaleur, et comme matériaux de base pour la synthèse chimique (plastiques, solvants, médicaments, etc.).

L'extraction des hydrocarbures représente une source majeure de dégradation et de pollution des écosystèmes naturels. Le bouleversement de notre climat due aux gaz à effet de serre compte parmi les principales causes de déclin de la biodiversité, tout en mettant en péril la santé humaine en favorisant les événements météo extrêmes (inondations, tempêtes, sécheresses) ainsi que l'émergence et la transmission de maladies infectieuses telles que le paludisme.³³ La plupart des sources d'énergie nécessaires au fonctionnement de nos sociétés sont fournies par le gaz et le pétrole. La dépendance mondiale à l'égard du pétrole est énorme, il alimente nos moyens de transport, chauffe ou refroidit des bâtiments et sert à créer des produits chimiques industriels et domestiques. 60% de la production mondiale de pétrole est utilisée pour le transport.

2.2.2- Gestion environnementale de l'exploitation du pétrole.

L'Industrie Pétrolière a des impacts tant sur les êtres humains que sur l'environnement, à travers le réchauffement de la planète, les opérations terrestres et maritimes et à travers des impacts positifs ou négatifs sur les économies nationales. Les déversements de pétrole ont endommagé des forêts et des pêcheries, à la suite d'accidents graves et de fuites régulières impliquant des pétroliers, des balises de chargement et des plateformes de forage et de production. Le transport du pétrole est aussi impliqué dans les dommages écologiques, les accidents de navires pétroliers sont d'autres exemples bien connus de désastres écologiques qui ont des effets à long terme sur l'environnement. L'industrie extractive est considérée par de nombreuses associations et organisations civiles comme ayant contribué à la corruption, la pollution et l'agitation sociale y compris les guerres dans plusieurs pays, notamment en Afrique.

Non seulement les industries pétrolières, gazières et minières n'ont pas aidé les populations les plus pauvres des pays en voie de développement, mais elles les ont appauvris davantage. De nombreuses études récentes et beaucoup d'études menées par la banque elle-même ont confirmé que les pays qui se reposent essentiellement sur les industries extractives souffrent souvent de niveaux de pauvreté, de morbidité et de mortalité infantile supérieurs, de plus de guerres civiles, de corruption et de totalitarisme que des pays aux économies plus diversifiées.³⁴

2.3- Défis de la gestion des hydrocarbures en Algérie : dépendance, fluctuation des prix, impact environnemental.

Les hydrocarbures (le pétrole et le gaz) constituent l'essentielle ressource économique en Algérie. Le pétrole qui participe à plus de 50 % dans la formation du PIB et à 98% des exportations algériennes, constitue un atout et une contrainte pour l'économie du pays. Ce dernier demeure une des matières premières les plus désirées de la planète, au regard de son dividende économique et de sa dimension géopolitique et stratégique.

³³ <https://www.geo.fr/environnement/hydrocarbure-definition-classification-et-utilisation-193625>

³⁴ Mining Journal, Algeria Supplement to MiningJournal, www.mining-journal.com/data/assets/supplements_file_attachment/0010/178876/Algeria_scr.pdf, op. cit.

2.3.1-Le marché du pétrole en Algérie.

Présentement, le marché du pétrole qui est défini par une instabilité et continue des prix, engendre d'incontestables risques de déséquilibres des économies comme l'économie algérienne qu'est basée sur les ressources naturelles et qui se heurtent à des problèmes financiers à long et à court terme. En Algérie, les réserves de change ont durement augmenté puisque de 23,99 milliards dollars en 2003, elles ont atteint 200 milliards de dollars en 2011, convergent à la réduction de la dette extérieure et au déclenchement d'un vaste programme de développement économique. De divers travaux ont montré que lorsque les prix des produits miniers augmentent brusquement sur les marchés internationaux, les pays exportateurs de ces produits profitent d'un transfert massif de capitaux.³⁵

Il est certain qu'à l'instar des autres secteurs de l'économie nationale, la sphère monétaire subit solidement l'impact des chocs et des contre chocs pétroliers. Il convient d'expliquer les dispositifs par lesquels s'opère la propagation de la volatilité des prix des hydrocarbures sur les variables monétaires. En effet, le changement des prix des hydrocarbures abouti à des résultats directs sur l'offre de la monnaie dans la mesure où les avoirs extérieurs composent la principale source de création monétaire en Algérie. Dans ce cas, l'accent sera mis sur les conséquences monétaires des balancements des prix du pétrole qui apparaissent suite à la monétisation croissante ou décroissante des revenus en devises issus de l'exploitation des hydrocarbures. En Algérie, la forte exposition aux fluctuations du prix du pétrole rend la masse monétaire plus fragile. L'année 1986 qui a marqué la baisse sensible du prix du pétrole, la création monétaire a basculé dans une situation de grave dysfonctionnement et détérioration des indicateurs monétaires et qui s'est traduit par une raréfaction de la liquidité bancaire. Cette situation a duré une quatorzaine d'années et à partir de 2000, sous l'influence des facteurs autonomes de la liquidité bancaire, l'offre de monnaie est devenue exogène c'est-à-dire qu'il y a un accroissement de la liquidité des institutions financières indépendamment de leurs besoins. Ces liquidités ne proviennent pas d'un effort de ces institutions mais d'une ressource limitée qui sont les hydrocarbures or que cette surliquidité est un fait structurel.³⁶

Section 3 : Cadre réglementaire et politiques publiques dans le secteur des hydrocarbures en Algérie.

Le secteur des hydrocarbures a toujours présenté pour les économistes qui s'intéressent à l'Algérie un caractère fortement contrasté. Cela est dû au fait qu'il est souvent à l'origine des crises économiques internes (1986, 2009) mais en offre également les voies de sortie. A titre d'illustration, on peut citer la décennie de crise de 1986 à 1996 dont l'origine reste essentiellement la baisse des prix pétroliers, puis la période faste des années 2000 jusqu'à 2008 rendue possible grâce à la remontée des cours du baril. Ce secteur qui pèse fortement sur l'ensemble de l'économie et de la société algériennes, renvoie une image complexe et changeante dont beaucoup d'analystes ont du mal à identifier les éléments structurants.

³⁵ www.lesoirdalgerie.com/articles/2015/05/06/article.php?sid=178225&cid=3.

³⁶ FEDILA K. (2013), « L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur la conduite de la politique monétaire en Algérie », mémoire de master, Université de Bejaia, p.34.2Idem3Idem, P.35.

3.1-Analyse des politiques gouvernementales et des réglementations concernant l'exploitation des hydrocarbures :

Le pétrole algérien présente de nombreuses qualités : c'est un hydrocarbure léger, dépourvu de soufre, ce qui facilite son traitement en raffinage et en pétrochimie, c'est aussi un pétrole " proche de l'Europe, évitant des immobilisations importantes dans les transports maritimes. Les politiques gouvernementales en Algérie dans le secteur des hydrocarbures peuvent inclure des stratégies de développement, des objectifs de production, des programmes de protection de l'environnement et des initiatives visant à promouvoir la participation nationale. Les réglementations gouvernementales peuvent couvrir divers aspects de l'industrie, tels que l'octroi de licences d'exploitation, la fiscalité, les normes de sécurité et les règles environnementales. Une analyse approfondie de ces politiques et réglementations peut mettre en évidence les objectifs, les priorités et les défis auxquels l'Etat algérien est confronté dans la gestion du secteur des hydrocarbures. La politique des hydrocarbures de l'Algérie repose conjointement sur une réalité indiscutable et sur un choix économique qui l'est moins.³⁷

3.1.1- La nationalisation des hydrocarbures en 1971.

En 1971, le gouvernement remet en cause les dispositions du CPS et les accords passés avec la France en 1962 et 1965. Le pays recouvre la souveraineté totale sur ses hydrocarbures en les nationalisant (loi n° 71-21), processus entamé dès 1967 avec les entreprises anglo-saxonnes. Les entreprises étrangères ne peuvent investir dans les activités de recherche et de production des hydrocarbures liquides qu'en association avec la Sonatrach, majoritaire avec au moins 51 % des actifs, et en constituant pour des raisons fiscales une société de droit algérien. L'État devient le propriétaire exclusif des richesses du sol et du sous-sol, et la Sonatrach détient désormais le monopole sur l'exercice des activités pétrolières à travers l'exclusivité sur les permis de recherche et les concessions d'exploitation. Il s'agit d'une véritable avancée en matière de fiscalité des hydrocarbures car le régime juridique du CPS était largement favorable aux sociétés françaises. Les hausses sur les redevances et les impôts interviennent ensuite graduellement en 1974 et 1975 pour atteindre 20 % pour la redevance sur les hydrocarbures liquides, 5 % pour les hydrocarbures gazeux et un maximum de 85 % pour le taux de l'impôt direct pétrolier sur les bénéfices de la Sonatrach. De plus, le prix de référence, base de calcul de la redevance et de l'impôt direct pétrolier, est désormais fixé souverainement par l'État. Cet acte n'a pas été sans difficulté et a créé un lourd contentieux avec la France.³⁸

Les pouvoirs publics ont tenté de tirer le maximum de revenus des hydrocarbures afin d'industrialiser rapidement le pays. Toutefois, le manque d'expertise, de transfert de technologie et de remontée de filières a fait que l'industrie a toujours été dépendante des importations d'intrants payées grâce aux exportations d'hydrocarbures et aux dettes contractées à l'étranger. Le pays a ensuite manqué de finances à la suite de la baisse concomitante du prix du baril de pétrole et du dollar. Les investissements et la production dans le secteur des hydrocarbures en ont particulièrement souffert³⁹. Cette grave crise a eu comme conséquence directe l'ouverture du domaine minier.

³⁷ Salut, S. (2006). Politique nationale du pétrole, sociétés nationales et «pétrole franc». Revue historique, (2), 355-388.

³⁸ Voir Malti (2010, chapitres 9 à 11) pour un récit détaillé.

³⁹ Les réserves mises en évidence passent de 135 millions de Tep en 1980 à 18 millions de Tep en 1984. Cela provient notamment du fait que le nombre de mètres forés a chuté de 95 298 en 1980 à 52 903 en 1984. La

3.1.2- L'amendement de 1991.

Deux modifications importantes ont été apportées par la loi n° 91-21. La première concerne le règlement des litiges opposant les investisseurs étrangers à la Sonatrach dans le cadre des contrats d'association. Ils sont dorénavant portés à l'international, tandis que les litiges les opposant à l'État relèvent toujours de la justice algérienne. La seconde a trait à la possibilité pour les partenaires étrangers d'une participation aux découvertes de gaz. Celle-ci peut prendre plusieurs formes : partage de production, commercialisation conjointe à l'exportation et partage des revenus entre la Sonatrach et les partenaires étrangers. De nouvelles incitations (réductions du taux de la redevance et de l'impôt sur les résultats) sont créées afin de stimuler les efforts d'exploration. La loi ne prévoit toutefois pas d'entorse au principe du contrôle in fine de la production, et la Sonatrach reste majoritaire dans l'ensemble des contrats d'association et seule bénéficiaire des titres miniers, propriété de l'État.

Avec cette seconde ouverture, les efforts d'exploration repartent à la hausse et plusieurs contrats ont entraîné des découvertes avec une amélioration sensible du taux de succès. La Sonatrach seule maintient son niveau de découvertes à 4 par an en moyenne entre 1986 et 1995. La part des associés en matière de découvertes va aller crescendo à partir de 1991, en même temps que les signatures de contrats. Ainsi, 13 contrats de recherche et 4 de prospection sont signés entre 1991 et 1993. En 1990, les associés de la Sonatrach n'ont réalisé qu'une seule découverte. En 1998, leurs efforts ont permis de réaliser 16 découvertes, soit 2/3 du total de découvertes réalisées par la Sonatrach en 9 ans.⁴⁰

3.1.3- La tentative de libéralisation en 2005 et ses avatars.

Après l'annulation des premières élections législatives libres de 1991, le pays sombre dans une spirale infernale aux niveaux sécuritaire et économique. Au bord de l'asphyxie, les autorités acceptent un rééchelonnement de la dette et adoptent des PAS à partir de 1994. À la fin des années 1990 a lieu une certaine embellie financière. La hausse des prix du pétrole et les amendements de la loi sur les hydrocarbures ont eu comme conséquence directe le redémarrage des activités de prospection et de recherche qui ont entraîné une hausse importante des découvertes. L'amélioration de la situation, tant au niveau économique (croissance, endettement, inflation...) qu'au niveau sécuritaire, n'a toutefois pas empêché les décideurs politiques d'aller plus loin dans les amendements de la loi sur les hydrocarbures. Dès 2001, il y eut une volonté politique forte de supprimer le monopole de l'État sur les activités de recherche et de production des hydrocarbures. Surfant sur la vague de libéralisation des marchés de l'énergie, et plus particulièrement du gaz, dans les pays occidentaux et s'appuyant sur la volonté affichée d'adhérer à l'OMC, une loi de libéralisation avancée (loi n° 05-07) de ce secteur a été finalement promulguée en 2005.⁴¹

L'un des objectifs affichés était la suppression du monopole de l'État – et donc de la Sonatrach – sur les activités de recherche et de production des hydrocarbures, son recentrage vers son cœur de métier et l'attribution d'un certain nombre de ses prérogatives à deux nouvelles agences. L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) est chargée notamment de veiller

production a également chuté passant de 47,22 millions de Tep en 1980 à 32,74 millions de Tep en 1984. Les chiffres utilisés dans cette partie proviennent d'une base de données créée par N. Ouarem pour sa thèse de doctorat (Ouarem, 2010, chapitre 4).

⁴⁰ Voir Ouarem (2010, chapitre 4) pour une étude plus détaillée.

⁴¹ Zina, G. O. M. R. I. Diversification de l'économie et incitations au secteur productif hors hydrocarbures en Algérie: étude analytique.

au respect des réglementations techniques et des réglementations relatives à l'application des tarifs et du principe de libre accès des tiers aux infrastructures de transport par canalisation et de stockage, d'étudier les demandes d'attribution de concession de transport par canalisation, d'élaborer des textes réglementaires et de participer à l'élaboration de la politique énergétique du pays (art. 13). Elle joue le rôle dévolu auparavant à la Direction de l'énergie et des carburants du ministère de l'Énergie (Benchikh, 2006). L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a pour objectifs essentiels la promotion de l'investissement dans la recherche et l'exploitation des hydrocarbures. Lui sont ainsi conférées la gestion et la mise à jour de banques de données relatives à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures. De même, elle choisit les périmètres devant faire l'objet d'une recherche et dont les titres miniers lui sont exclusivement attribués. Le choix des acteurs se fait désormais à travers une procédure d'appels d'offres, une des principales nouveautés dans l'arsenal juridique des hydrocarbures. Cette loi remet directement en cause les acquis de la nationalisation et notamment sa mesure phare, l'obligation d'association à la Sonatrach. Désormais, les sociétés étrangères ont la possibilité d'intervenir directement dans le domaine minier (amont et aval) sans association avec la Sonatrach et sans aucune limitation de participation dans les projets. Toutefois, une option légale de participation de 20 à 30 % est offerte à la Sonatrach dans toutes les découvertes réalisées par les sociétés étrangères en contrepartie du remboursement, à hauteur de sa participation, des coûts directement liés à la découverte du puits et des travaux d'appréciation. L'agence ALNAFT contrôle tout ce processus. Cette volonté de libéralisation a entraîné de très sérieuses controverses en Algérie et des réactions négatives de certains pays de l'OPEP, car pouvant les impacter directement.⁴²

Plusieurs arguments ont été avancés par les promoteurs de cette loi : inefficacité du monopole, nécessité de la concurrence, attractivité du secteur, récupération par l'État de ses prérogatives... Fondamentalement, il est vrai qu'une transparence accrue dans la procédure d'attribution des concessions minières et, plus généralement, dans le fonctionnement de ce secteur pourrait permettre de mieux lutter contre la corruption, véritable fléau en Algérie. Ainsi, recentrer la Sonatrach sur son métier de base et faire en sorte qu'elle soit confrontée localement à une concurrence devrait permettre de diminuer sensiblement les comportements rentiers. Par ailleurs, ces changements s'inscrivent dans la poursuite des réformes économiques portant essentiellement sur l'ouverture à la concurrence de différents secteurs d'activités et en vue de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Notons que le « double pricing » du gaz (à l'international et au local) est l'un des points fondamentaux qui bloque cette adhésion. Les articles 9 et 10 portant sur la détermination des prix des produits pétroliers et du gaz naturel sur le marché national sont une réponse aux demandes formulées par certains membres de l'OMC. De même, ses promoteurs espéraient attirer plus d'investissements étrangers dans différents segments de la chaîne des hydrocarbures. Cet argument est toutefois à relativiser, car les amendements de 1986 et 1991 et l'introduction des contrats de partage de la production ont déjà permis une sensible augmentation des contrats d'association et des découvertes.⁴³

Selon les opposants à cette loi, « la thèse centrale qui sous-tendait la loi sur les hydrocarbures n° 05/07, adoptée en avril 2006 et amendée aussitôt par ordonnance du président de la République du 30 juillet 2006, était que les ressources de pétrole étaient abondantes dans le monde, que la concurrence était vive entre les pays exportateurs et que, pour défendre sa part

⁴² Maamri, M., & Ifourah, H. (2016). La croissance économique entre ouverture, qualité institutionnelle et dépendance énergétique: quelle évidence pour l'économie algérienne?. *Journal of Academic Finance*, 7(1).

⁴³ REFAFA, B., & ADOUKA, L. (2017). L'Impact de Variation des Prix des Hydrocarbures sur la Croissance Economique en Algérie. *Revue Algérienne d'Economie et du Management* Vol, 8(02).

de marché, l'Algérie se devait d'améliorer son attractivité, en ouvrant davantage son domaine minier aux investisseurs étrangers »⁴⁴

3.1.4-Le secteur moteur de l'économie algérienne.

La réalité indiscutable, c'est que les hydrocarbures représentent le principal moyen de développement économique dont dispose l'Algérie. Ils ont déjà permis de remédier à deux déséquilibres fondamentaux de l'économie algérienne, celui des finances publiques et celui de la balance commerciale. Les revenus tirés du pétrole ont permis à l'Algérie indépendante de connaître dès 1963 une situation budgétaire saine. Les recettes en devises provenant des ventes de pétrole ont été un des facteurs du retour à l'équilibre du compte extérieur de l'Algérie et expliquent le niveau plutôt satisfaisant à cette époque des réserves. L'autre principe de la politique algérienne a été de faire des hydrocarbures le secteur moteur de l'économie. Il s'agit là d'un choix économique dont les justifications sont nombreuses. En effet les hydrocarbures sont le seul secteur apte à transformer l'économie algérienne en lui permettant de tirer pleinement parti de ses potentialités naturelles. Ils le font dans l'industrie en participant activement à la création et au renforcement des échanges entre les différentes branches industrielles ainsi que dans l'agriculture en permettant de développer systématiquement le recours de ce secteur aux produits d'équipements (plastique) et aux produits intermédiaires (engrais, insecticides) que peut leur fournir la transformation des hydrocarbures. La modernisation de l'économie algérienne passe par l'utilisation des hydrocarbures. L'effet d'industrialisation véritable provient de la valorisation des hydrocarbures en tant que matière première de l'industrie⁴⁵. Or, cette valorisation des hydrocarbures n'est jamais l'œuvre des sociétés pétrolières étrangères. Comme le prouve l'activité de celles-ci dans tous les pays producteurs appartenant au monde sous-développé. Elle ne peut être entreprise que par une société nationale algérienne qui, pour accomplir sa tâche, doit jouer un rôle déterminant dans la production, le transport et la commercialisation des hydrocarbures.

La politique algérienne en matière d'exploitation, est dominée par le souci d'éviter le gaspillage des hydrocarbures. L'autre cheval de bataille de la politique algérienne en matière d'exploitation des gisements est le développement intensif de la réinjection d'eau ou de gaz dans les gisements. La valorisation la plus complète des hydrocarbures exige qu'ils soient utilisés comme matière première de l'industrie chimique et pétrochimique et transformés en produits intermédiaires et finis utilisables par les autres industries et l'agriculture.

Par ailleurs, le développement d'une importante industrie pétroléo-chimique implique la création d'une industrie nationale de machines (moteurs, machines-outils) et de produits sidérurgiques (tubes, produits plats ...). Enfin, dans les conditions particulières de l'Algérie, les hydrocarbures représentent une véritable chance énergétique comme source d'énergie abondante et bon marché.

3.1.5- Le développement du secteur des hydrocarbures en Algérie.

L'industrie algérienne des hydrocarbures est en pleine mutation. Dans un contexte national, le développement du secteur pétrolier et gazier connaît depuis une décennie des progrès réguliers et spectaculaires. Pour attirer les investissements des compagnies, les pouvoirs publics ont impulsé dans ce secteur de vastes réformes. Les effets positifs de ces réformes en termes

⁴⁴ Amor Khelif, « Une loi à contre-courant des fondamentaux du marché pétrolier international », El Watan, 8 octobre 2006.

⁴⁵ S.A. Ghozali et G. D. de Bernis , • Les hydrocarbures et l'industrialisation de l'Algérie "· Revue algérienne de sciences juridiques, politiques et économiques no 1, mars 1969

d'accroissement des investissements, d'accroissement des réserves, d'augmentation des productions et des exportations sont remarquables⁴⁶.

La Sonatrach qui est une société d'État importante, une compagnie appartenant au gouvernement algérien, contrôle une grande majorité des opérations de recherche, d'extraction et de vente des hydrocarbures, soit 80 %, qui se trouvent sur le territoire algérien. La compagnie œuvre dans une multitude d'étapes de la chaîne de production d'hydrocarbures. La Sonatrach participe dans l'exploration, la production, le transport, la liquéfaction et la séparation, le raffinage ainsi que la commercialisation des gaz naturels et du pétrole. En effet, le pétrole et le gaz extraits par l'entreprise sont exportés sur tous les continents, principalement en Europe et en Asie. Dans le cadre de ses activités, l'entreprise publique mène des opérations de forage et d'extraction dans certaines régions du Sahara algérien et gère quelques raffineries de pétrole ainsi que des complexes de liquéfaction de gaz liquide naturel. Cela n'inclut pas les opérations de ses filiales, dont opèrent quelques-unes en territoire algérien.⁴⁷

3.2- Évaluation des pratiques actuelles de gestion des hydrocarbures en Algérie :

Afin de relancer les investissements, de nouvelles dispositions ont été prises. La loi n° 86-14 introduit un élément nouveau dans les contrats, le partage des découvertes pour les hydrocarbures liquides. Celles des gisements de gaz reviennent toutefois intégralement à la Sonatrach, moyennant le remboursement des dépenses de recherche ayant conduit à la découverte, ainsi qu'un bonus. Les activités de prospection, de recherche et d'exploitation des gisements d'hydrocarbures, de transport d'hydrocarbures par canalisations, de liquéfaction de gaz naturel (GN), et de traitement et de séparation de gaz de pétrole liquéfié (GPL) sont soumises à une redevance et à un impôt sur les résultats. Des taux plus faibles sont appliqués dans les zones où il y a eu peu de découvertes et/ou de production et relativement dépourvues d'infrastructures (transport et canalisations) afin d'inciter à l'effort de prospection.

Bien que modestes, l'assouplissement de la législation et l'ouverture du domaine minier ont eu des effets positifs sur l'activité de prospection et de recherche des hydrocarbures. Entre 1987 et 1990, 11 contrats de recherche et 2 de prospection sont signés avec des compagnies étrangères. Toutefois, l'investissement est considéré comme relativement peu attractif par les partenaires étrangers. La fiscalité est jugée contraignante. Les associés sont toujours exclus des découvertes d'hydrocarbures gazeux et ne peuvent s'associer aux gisements déjà découverts. De plus, le monopole de la Sonatrach reste intact, notamment dans l'activité de transport par canalisation.⁴⁸

3.2.1- L'Allemagne et son attachement à l'hydrogène algérien.

Les principaux clients de l'Algérie en Europe occidentale sont l'Italie, l'Espagne et la France. Mais l'Algérie veut aller au-delà, en signant avec l'Allemagne, à travers la compagnie Sonatrach, un Accord le 08 février dernier portant sur la livraison par l'Algérie de gaz naturel, c'est ainsi que l'Allemagne devient un nouveau client majeur de ce pays nord-africain. Avec

⁴⁶ [Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans](#)

IREMAM - UMR 7310 - CNRS/Aix Marseille Université.

⁴⁷ Reuters, « UPDATE 1-Algeria's Sonatrach says it has terminated Ain Tsila contract », 15 avril 2021, URL <https://www.reuters.com/article/algeria-petrocelti...> consulté le 1 octobre 2021

⁴⁸ Il s'agit des Production Sharing Agreements qui avaient déjà été utilisés avec succès dans les années 1960 et 1970, d'abord en Bolivie puis en Asie. Il s'agit d'un moyen simple, pour les pays ne disposant pas des finances et de l'expertise technique nécessaires, pour tirer profit de leurs richesses naturelles.

des investissements de plus de 40 milliards de dollars jusqu'en 2027, la compagnie publique Sonatrach entend ainsi étendre son carnet de commandes vers d'autres pays d'Europe centrale. Le pays compte ainsi sur les investissements en cours pour que ces volumes atteignent 140 à 150 milliards de M3 par an d'ici 2027. A cette production, s'ajouteront des quantités économisées sur la consommation locale qui va être remplacée par les énergies renouvelables.

L'Allemagne, nouveau client potentiel de l'Algérie, prévoit de consommer jusqu'à 4 millions de tonnes d'hydrogène décarboné par an à l'horizon 2030, notamment pour décarboner son industrie. À cet effet, les deux pays ont annoncé la réalisation d'un projet expérimental pour la production de l'hydrogène vert à Arzew (Oran, Ouest). Un plan d'action a été mis en place pour le développement de l'hydrogène entre l'Algérie et l'Etat allemand, à travers des équipes techniques de coordination entre Sonatrach et les sociétés allemandes, afin de déterminer les voies et moyens de son développement en Algérie, et qui se fera à travers la réalisation d'un projet expérimental de production d'hydrogène vert sur le site de Sonatrach à Arzew dans la wilaya d'Oran, d'une capacité de 50 mégawatts avec une contribution de l'Etat allemand de 20 millions d'euros. En plus de cela, les deux pays ont engagé une réflexion pour réaliser une deuxième canalisation directe de l'Algérie vers l'Europe pour le transport de l'hydrogène vert. Cela consiste à produire cette matière en Algérie et la commercialiser en Allemagne et en Europe, à travers le projet du Corridor Sud H2 qui consiste à réaliser un gazoduc de transport de l'hydrogène via la Mer Méditerranée. Le transfert de technologie est sans doute l'autre grand chantier que recherche l'Algérie. Pour profiter de cette situation, l'Algérie va chercher à bénéficier de la technologie allemande dans le domaine des énergies renouvelables, notamment l'hydrogène vert.⁴⁹

CHAPITRE 2 : Commerce international et développement économique en Algérie.

Les économistes sont partagés à propos de l'effet du commerce international sur le développement : pour les libéraux, le commerce international est un des moteurs ou des servants de la croissance et, les échanges sont mutuellement bénéfiques aux pays participants quel que soit leur niveau de développement. Ils sont donc partisans du libre-échange, sauf dans quelques cas exceptionnels. Les structuralistes considèrent soit que ce moteur s'est considérablement ralenti, soit que le commerce international est un frein à la croissance. Dans les deux cas, ils sont partisans, d'une part, de diverses formes de protectionnisme dans le but de créer un marché interne et développer les industries nationales, et d'autre part d'un aménagement du commerce international pour le rendre plus équitable. Enfin pour les économistes radicaux ou néomarxistes, ils seraient à l'origine même du sous-développement et constitueraient un obstacle à la croissance des pays en développement. C'est la thèse de la polarité globale induite par le commerce international.⁵⁰ Considérant le commerce extérieur comme un moteur de la croissance, il crée des emplois, réduit la pauvreté et ouvre des perspectives économiques. Néanmoins, force est de constater que tout le monde ne récolte pas les fruits de la mondialisation. La réduction de la pauvreté dans le monde a été concentrée dans les pays asiatiques, et principalement en Chine, tandis que d'autres régions continuent de connaître des niveaux élevés d'inégalité et de pauvreté.

Les politiques qui ouvrent une économie au commerce international et aux investissements du reste du monde sont indispensables à une croissance économique soutenue. En effet L'ouverture de leur économie sur le marché mondial est le facteur essentiel qui a permis à de nombreux

⁴⁹ SOALKA, 2012, site officiel, <.soalka.com.

⁵⁰ <https://www.cairn.info/economie-du-developpement--9782200612306-page-244.htm>

pays en développement de se doter d'avantages comparés dans la fabrication de certains produits. Il existe un faisceau considérable de faits montrant que les pays qui sont davantage ouverts sur l'extérieur tendent à croître constamment plus vite que ceux qui sont refermés sur eux-mêmes. En fait, on a pu constater que les avantages de la libéralisation du commerce peuvent être plus de dix fois supérieures à son coût. Les pays qui ont ouvert leurs économies au cours des dernières années ont enregistré une croissance plus rapide et une réduction plus prononcée de la pauvreté.⁵¹

Section 1 : Impact des Hydrocarbures sur le commerce international en Algérie.

Deux facteurs sont à l'origine de la naissance du commerce extérieur, le besoin et la diversité dans la répartition des richesses à travers le monde. En effet, des ressources qui sont nécessaires à l'économie d'un pays, et parfois même à la survie s'avèrent inexistantes ou peu suffisantes sur le territoire national, elles doivent être ainsi acheminées en provenance d'autres pays. Le commerce international représente donc une solution pour maximiser le bien-être de la nation. Depuis le début du 19^{ème} siècle, les échanges internationaux d'abord de marchandises, puis également de services, ont considérablement évolué. Ne concernant à l'origine essentiellement qu'un petit nombre de grandes puissances européennes, le commerce international s'est progressivement développé pour bénéficier actuellement à la quasi-totalité des pays du monde. On est dans l'ère de la mondialisation, l'ouverture sur l'étranger ne cesse d'accroître, car aucun pays ne peut vivre en autarcie. L'Algérie, également interpellée par ce processus, ne peut faire exception, elle n'a d'autres alternatives que celui d'y adhérer.

L'Algérie est relativement bien dotée en facteur travail et en matière de ressources naturelles, le pays à du pétrole et surtout du gaz, il est donc bénéfique pour ce dernier de se spécialiser dans la production, et l'exportation de biens intensifs en travail et en ressources naturelles et importer des biens intensifs, en capital. Le gouvernement décide d'exploiter au maximum les hydrocarbures et les revenus qu'il en tire pour se développer rapidement, en négligeant les autres secteurs tels que l'agriculture.

1.1-Contribution des hydrocarbures aux exportations algériennes

Nous savons qu'en matière de gestion efficace des ressources naturelles, la bonne gestion est entendue comme un ensemble de règles et pratiques institutionnelles dont les différentes modalités visent à concilier environnement et développement économique.

La forte présence des ressources naturelles notamment le pétrole et gaz a permis à l'Algérie de construire une base industrielle sur le modèle des « industries industrialisantes ». Pour les décideurs algériens, l'industrialisation a été considérée comme le principal moyen pour « rattraper » les économies avancées.⁵²

⁵¹- Banque mondiale : Globalization, Growth, and Poverty : Facts, Fears and an Agenda for Action, à paraître.

- Voir par exemple FMI, Perspectives de l'économie mondiale, mai 1997 ; T.N. Srinivasan et Jagdish Bhagwati, "Outward Orientation and development : Are the Revisionists Right?", Yale University Economic Growth Center Discussion Paper N° 806, 1999; et Jeffrey Frankel et David Romer, "Does Trade Cause Growth?", *American Economic Review*, juin 1999.

- Steven Matusz et David Tarr, "Adjusting to Trade Policy Reform", document de travail de recherche sur les politiques N° 2142, Banque mondiale juillet 1999.

⁵² <https://www.ciriec.uliege.be/wp-content/uploads/2022/08/WP2021-09.pdf>

1.1.1- Caractéristiques du commerce extérieur algérien

Dès l'indépendance, le commerce extérieur a été géré par deux organes : l'office national de la commercialisation (ONAC) et les groupements professionnels d'achat (GPA).⁵³

L'ONAC, créé en 1963, a détenu le monopole sur les importations et les exportations nationales sur les produits de grandes consommations (thé, café, sucre, lait, beurre...etc.). Elle a joué le rôle de stabilisateurs des prix et de ses produits du fait que ses pertes étaient compensées par des subventions du trésor public.

Les GPA élaborent des programmes annuels d'importation dont l'objectif est de renforcer le pouvoir de négociation nationale, mais aussi d'agrèger les opérations commerciales à l'échelle nationale. Ces GPA ont été dissous en 1971 et l'État reprend le contrôle sur les opérations du commerce extérieur. À partir de 1964, une nouvelle structure d'encadrement des opérations du commerce extérieur est mise sur pied. Elle consiste à obliger les opérateurs privés du commerce extérieur à s'organiser dans une sorte d'association à caractère non lucratif. Cinq groupements professionnels d'achats (GPA) ont été créés dans cinq branches différentes (le bois et ses dérivés, les textiles artificiels et le coton, le lait et ses dérivés, les cuirs et les peaux, et les autres textiles). Ces GPA regroupent l'ensemble des importations privées ainsi qu'un représentant de l'État au sein du conseil d'administration de chaque groupe. Le représentant procédait à un contrôle a priori et a posteriori de chaque opération d'importation. Des programmes annuels d'importations sont fixés par l'État et les GPA sont chargés d'exécuter ces programmes. En dehors de ces branches et celles réservées aux monopoles des sociétés nationales et de l'ONAC, les importations étaient libres, exceptées celles qui sont frappées par un contingent ou une prohibition à l'importation.⁵⁴

Dans cette phase, les exportations étaient plus simples, car elles ne représentent pas des mécanismes de fonctionnement complexes comme dans le cas des importations, pour plusieurs raisons. D'une part, l'Algérie est un mono-exportateur d'un seul produit à savoir les hydrocarbures. De l'autre part, les exportations d'hydrocarbures relèvent du seul ressort de la SONATRACH, qui est une société nationale qui s'occupe de toutes les opérations d'exploration, d'extraction, de transport et d'exportation d'hydrocarbures.

1.1.2- Le commerce extérieur de 1971 à 1979.

Cette phase est caractérisée par l'instauration du monopole de l'État sur toutes les opérations du commerce extérieur, y compris les exportations des hydrocarbures. Au cours de cette période, l'État a tenté de relancer l'économie à travers la relance des exportations. L'État Algérien a rencontré des difficultés lors de sa réalisation du contrôle sur les importations et les exportations. Ainsi, différentes branches ont échappé au contrôle de l'État. Les éléments essentiels déclencheurs des réformes de cette phase sont les suivants ⁵⁵:

- Certains produits continuaient à être importés alors qu'une surproduction nationale est enregistrée, par exemple la pomme de terre ;
- Le mécanisme de fixation des prix. En fait, les entreprises maintenaient des prix très élevés et pour cause, ces produits se vendaient malgré tout, à cause de la pénurie générale enregistrée durant cette période ;
- Importations des marchandises produites localement. Et l'émergence de conflit entre les

⁵³ MUTIN Georges « Le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 » Revue de géographie de Lyon, consulté le 27/10/2017.

⁵⁴ MUTIN Georges Op Cit

⁵⁵ LALAMI Tiziri, YATAGHANE Hassiba, Op Cit, p25.

- entreprises et leur tutelle (l'État) ;
- Absence de programmation rigoureuse des importations par les entreprises monopolistes, et enfin diminution des produits importés.

En 1974 est promulguée l'ordonnance N°74-12 relative au nouveau système de planification des importations. Celle-ci stipule que désormais les importations doivent se faire dans le cadre des AGI (autorisation globale d'importation). Les AGI rentrent dans le cadre d'un plan global d'importation (PGI) qui recense tous les besoins nationaux en matière d'importation et mobilise en conséquence les budgets nécessaires pour le fonctionnement correct des AGI. Malgré la volonté de l'État de monopoliser complètement le secteur du commerce extérieur, il n'en reste pas moins que des branches sont ouvertes au secteur privé pour accéder aux importations à travers des AGI.

1.1.3- La libéralisation du commerce extérieur en Algérie.

La crise pétrolière de 1986, à la suite de l'effondrement des prix du pétrole, a frappé l'Algérie et a engendré une chute de ses recettes d'exportation, et une insuffisance pour financer les importations. Ce qu'il a obligé à recourir aux emprunts et aboutir par la suite à une crise de la dette. L'Algérie s'est laissée conduire par les institutions financières internationales qui ont imposé une libéralisation du commerce extérieur, la conclusion d'un accord avec le FMI dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel (PAS).⁵⁶

Le premier secteur à avoir été touché par la libéralisation de l'économie algérienne en pleine crise financière a été le secteur des hydrocarbures (1986). La loi 86-14 du 19 août 1986 définissait le nouveau régime juridique des activités de prospection, de recherche, d'exploration et de transport des hydrocarbures d'une part, et d'autre part, les droits et les obligations des entreprises exerçant ces activités. Les titres miniers n'étaient octroyés qu'à la SONATRACH qui exerçait, pour le compte de l'État, le monopole des activités d'exploration et de production des hydrocarbures. Cette loi prévoit quatre (04) formes possibles d'association avec la SONATRACH qui détient, dans tous les cas, 51 % au minimum des participations :

- Association dite « contrat de partage de production » ou « production sharing contrat »;
- Association dite « contrat de service » ;
- Association en participation sans personnalité juridique, dans laquelle l'associé étranger constitue une société commerciale du droit algérien, ayant son siège en Algérie ;

La loi 88-01, l'autonomie sont concédées à des entreprises se débattant dans de graves problèmes financiers, sociaux et productifs dans un contexte où le budget de l'État propriétaire est durement affecté par le recul des recettes fiscales pétrolières. Concernant l'orientation des entreprises publiques économiques. Cette loi définit une entreprise comme une personne morale de droit privé (société par actions ou société à responsabilité limitée).

1.1.4- Le commerce extérieur à partir de 1990.

Dès 1990-1991, une politique économique, négociée avec le fonds monétaire international (FMI), est mise en place. Qui porte sur l'assouplissement de commerce extérieur. Pour le régime des importations, la libéralisation du commerce extérieur a été réalisée au cours des années 1990 par l'abolition du monopole de l'État. Cette mesure a été élargie par la suite par

⁵⁶ ARROUCHE Nacéra «Essai d'analyse de la politique de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie: contraintes et résultats » mémoire de magister UMMTO, 2014 p 141.

le décret exécutif n° 91-37 relatif aux conditions d'intervention en matière du commerce extérieur pour autoriser toute personne physique ou morale inscrite au registre de commerce algérien à importer des biens.

Concernant le régime des exportations, l'État algérien continue à exercer un monopole sur les exportations d'hydrocarbures et des produits miniers. En ce qui concerne les exportations hors hydrocarbures, le principe général est la liberté d'exportation assortie de certaines exceptions à caractère très limité.

1.1.5- L'ajustement structurel et l'ouverture (1994-1998).

« Dans sa signification la plus large, l'ajustement d'une économie nationale désigne la nécessité de corriger ses déséquilibres financiers et monétaires externes et internes qui entretiennent généralement un fort endettement extérieur, c'est-à-dire le déficit de la balance des comptes courants, le déficit du budget de l'État et l'inflation ».⁵⁷

L'année 1994 est celle du changement de politique économique et financière. Ainsi, l'Algérie a mis en collaboration avec la banque mondiale et le FMI un programme d'ajustement structurel (PAS) de quatre ans. Le premier rééchelonnement avec le club de paris a été obtenu fin mai 1994, à la suite d'un accord « stand-by » avec le FMI, de 4,4 milliards de dollars de dette publique. Le second accord de rééchelonnement s'est fait avec les pays créanciers, membres des clubs de paris et de Londres. En effet, l'Algérie se présentera une autrefois devant le club de paris, en juillet 1995 et pour la première fois devant celui de Londres, pour un rééchelonnement de sa dette privée.⁵⁸

Le produit des rééchelonnements et d'autres concours des institutions financières, porte sur un chiffre de 20 milliards de dollars, permettant ainsi la levée de la contrainte extérieure, le rétablissement des équilibres externes et la reconstitution des réserves de changes. Le troisième accord de « stand-by » a été conclu avec le FMI a pour objectifs :

- Une dépréciation des cours (dépréciation de 50 %) : Avant de reprendre son glissement simultanément, la Banque d'Algérie abandonne sa gestion administrative du taux de change en vendant périodiquement, aux enchères des devises. Cette étape précède la création d'un marché des changes ;
- La déréglementation du commerce extérieur : en avril 1994, une liste négative de produits à l'importation a été arrêtée par le ministre du commerce qui n'a pas tardé à supprimer. Le commerce extérieur devient quasiment libre en 1994-1995 après six ans de réformes, afin d'arriver à une libéralisation généralisée des opérations d'importations et d'exportations.⁵⁹ En 1996, l'Algérie s'est adhéree à l'OMC et la négociation avec l'Europe, dont les conséquences aient été sous-estimées par les décideurs économiques de l'époque, ces derniers ont permis d'aboutir à une zone de libre-échange en (2012) à travers l'accord d'association signé en 2002.

⁵⁷ MEHDI Abbas « L'accession de l'Algérie à l'OMC entre ouverture contrainte et ouverture maîtrisée » document de travail, université Grenoble, France, 2009, p9.

⁵⁸ HAMAMDA Tahar « crise et transition à l'économie de marché en Algérie », revue de la faculté d'économie et de gestion, université Mentouri constantine, Algérie, 2004, p78.

⁵⁹ BENABDALLAH, Yousef « l'Algérie dans la perspective d'association avec l'UE » revue d'économie appliquée cahier du CREAD, 206, p 199-233.

1.1.6- La structure singulière de l'activité productive.

En matière d'exportations, l'économie est très peu diversifiée et est largement concentrée sur les hydrocarbures contribuant en grande majorité aux exportations. L'Algérie arrive loin derrière ses voisins, le Maroc et la Tunisie, dont les économies sont elles-mêmes moins diversifiées en moyenne que celles des pays africains. L'Algérie figure même parmi les 10 pays au monde dont l'indice de Herfindahl est le plus élevé (Hausmann et alii, 2010, p. 65). La situation n'a cessé de se détériorer depuis le début des années 1980. De plus, les exportations sont très concentrées sur quelques produits tels que le pétrole et le gaz. Ben Hammouda, Oulmane et Sadni Jallab (2009) expliquent cela par la faiblesse des investissements à la suite de la crise subie par ces pays dans les années 1980 et aussi par le fait que la diversification spontanée du secteur privé s'est portée vers les secteurs intensifs en travail (particulièrement au Maroc et en Tunisie) et peu dynamiques sur les marchés internationaux. Ils plaident pour une diversification coordonnée (par l'État) en faveur de certains secteurs porteurs et soulignent les rôles complémentaires joués par les investissements publics et privés. De ce fait, une politique industrielle active pourrait jouer un rôle important en matière de diversification de l'économie et in fine de son développement. À la différence des plans de développement précédents, une telle politique pourrait être pilotée par l'État à travers la construction d'infrastructures (largement entamée) et la mise en place d'incitations à l'investissement privé dans des secteurs stratégiques. Si l'absence de diversification de l'économie peut directement découler du Dutch disease, il se peut qu'elle soit le résultat de sa structure productive et a fortiori de ses exportations. Ainsi, un pays qui souhaite diversifier ses exportations va le faire dans des produits similaires à ceux déjà exportés. On parle dans ce cas de produits relativement proches dans l'espace des produits.⁶⁰

1.1.7- L'exportation des hydrocarbures algérien et géopolitique.

L'Algérie est effectivement un producteur de pétrole mais aussi un important producteur de gaz (quatrième mondial), et depuis longtemps une grande majorité de ses exportations sont essentiellement des hydrocarbures (soit 97%). Les principaux acheteurs sont l'Union Européenne, le Maghreb et les Etats-Unis. L'Algérie est le troisième fournisseur de gaz de l'Europe. Depuis 2006 une coopération s'est mise en place entre le géant gazier russe Gazprom et la Sonatrach pour coordonner les efforts des deux pays en direction du marché mondial. En 2008, Gazprom a ouvert un bureau de représentation en Algérie et en 2011, ils ont découvert, ensemble des réserves d'hydrocarbures dans le bassin de Berkine en Algérie. Dans le bassin méditerranéen, les ressources en hydrocarbures se situent dans les pays du Sud de la Méditerranée alors que les pays consommateurs se trouvent au Nord. Ce facteur rend d'autant plus nécessaires les efforts de coopération entre les pays des deux rives de la Méditerranée.⁶¹

Selon les déclarations officielles, ce partenariat devrait entraîner la prospérité et l'amélioration des conditions de vie de la population algérienne, mais les buts de l'Union Européenne (UE) sont en fait de renforcer sa position dans l'espace économique mondial, de maîtriser les migrations et de conduire à la stabilité politique dans la région. Par ailleurs, Pour favoriser une

⁶⁰ Hidalgo et alii (2007) construisent empiriquement l'espace des produits en définissant la distance entre deux produits comme la probabilité qu'un pays exportant l'un exporte également l'autre. Ainsi, si deux produits nécessitent les mêmes compétences, quand un pays a un avantage comparatif dans l'un, il est fort probable qu'il en ait dans l'autre. Typiquement, l'espace des produits est formé d'un cœur et d'une périphérie plus ou moins dense.

⁶¹ « Gaz de schiste : l'Algérie, 4ème plus grande réserve mondiale », AF Algérie-Focus.com, Eco-Business, Une, 1er février 2015, www.algerie-focus.com/.../gaz-de-schiste-lalgerie-4eme-plus-grande-reserve-mondiale/ [19 juin 2016].

véritable relance de l'économie algérienne, l'Europe doit cesser de voir l'Algérie uniquement comme un marché pour ses exportations et un lieu d'approvisionnement en hydrocarbures, mais doit la considérer comme une région d'investissement dans l'intérêt commun.

1.2- Analyse de la dépendance aux hydrocarbures et ses implications pour l'économie

Nationale :

L'Algérie conscient de sa dépendance à ses ressources naturelles (les hydrocarbures) souhaite diversifier rapidement ses exportations afin de réduire sa dépendance aux ventes d'hydrocarbures, qui génèrent la quasi-totalité de ses recettes en devises étrangères. Ainsi, l'économie algérienne, toujours frappée par le choc de la chute des prix du pétrole (l'une des causes d'une trop grande dépendance au pétrole et au gaz), les autorités ont estimé que la dépendance quasi totale de l'économie nationale à la rente pétrolière était fatale pour l'intelligence et l'esprit d'initiative.

1.2.1- La dépendance algérienne aux hydrocarbures.

La diversification de l'économie constitue aujourd'hui une priorité pour les autorités algériennes. La dépendance financière du seul secteur des hydrocarbures façonne les performances de l'économie depuis l'indépendance et introduit un facteur de risque structurel lié à l'instabilité des prix qui sont fixés par le marché international. En matière de commerce extérieur, le pétrole et le gaz représentent 98 % des recettes d'exportation algérienne. Toutefois, on constate ces dernières années un certain dynamisme des secteurs hors hydrocarbures, porteur significatif de croissance. Pour diminuer progressivement le poids de cette dépendance et pour exploiter les potentialités qui existent dans d'autres secteurs, les autorités algériennes ont formulé des stratégies sectorielles de développement et ont entamé la mise en œuvre des programmes qui mettent l'accent sur le besoin de diversifier l'économie.⁶²

Ainsi les secteurs de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et du tourisme, qui contribuent respectivement à 10 %, 5% et 2 % en moyenne du PIB, ont été choisis pour bénéficier du programme de coopération de l'Union Européenne. Les actions ainsi programmées viendront en appui aux stratégies menées par l'Etat algérien pour chaque secteur, notamment pour l'agriculture et le tourisme qui ont récemment élaborés leurs schémas directeurs de développement à l'horizon 2025. Cette intervention permet aussi de renforcer les programmes financés soit par l'UE (facilitation du commerce, réformes administratives, transports, gestion de l'eau, PME, Proximité rurale, etc.) soit par d'autres bailleurs de fonds dans le cadre bilatéral (notamment France, Allemagne, Italie) et multilatéral.⁶³

⁶² Voir cependant « The reported occurrence of diamonds in the auriferous sands of the river Gumel, in the province of Constantine, in Algeria, is unauthenticated ; the three stones were said to have been found here in 1833, but nothing more has been heard of this reputed discovery », www.minelinks.com/alluvial/diamondGeology1.html.

⁶³ Fertial, Société des Fertilisants d'Algérie, est issu d'un partenariat signé en août 2005 entre le groupe algérien Asmidal et le groupe espagnol Grupo Villar Mir qui détiennent respectivement 34 % et 66 % du capital.

Les principaux défis concernent :

- La vulgarisation des bonnes pratiques auprès des agricultures (utilisation des pesticides, techniques de production, etc.) ainsi qu'auprès des éleveurs (utilisation des médicaments vétérinaires, salubrité des fermes, etc.) ;
- Un appui technique aux services vétérinaires et de la protection des végétaux (mise à niveau des laboratoires d'analyses sanitaires et phytosanitaires, accréditation des laboratoires, création de stations de quarantaine et formation) ;
- L'organisation de formation de formateurs concernant les techniques agricoles, la gestion des structures agricoles et la maîtrise des circuits de commercialisation, y inclus pour l'exportation.

1.2.2- L'agriculture et le tourisme deux secteurs prometteurs en Algérie :

La politique algérienne s'appuie essentiellement sur le Programme National de Développement de l'Agriculture (PNDA) dont les objectifs sont de réduire la dépendance alimentaire, tributaire à 75 % des importations et d'améliorer les revenus et l'emploi en milieu rural. Les efforts du Programme Complémentaire de Soutien à la Relance Economique (PSRE) visent à améliorer la production nationale. Pour la période 2008-2025, le secteur agricole s'est doté d'un schéma directeur, qui concerne notamment un réaménagement du dispositif de soutien à l'agriculture, la régulation de la production, la sécurité des revenus des agriculteurs dans les zones défavorisées et la réponse aux exigences accrues de protection sanitaire et phytosanitaire. En plus des schémas directeurs, plusieurs fonds de financement ont été créés par les autorités pour soutenir les entreprises dans le domaine d'agriculture. En effet le secteur privé a investi dans diverses filières, notamment dans la transformation des produits agro-alimentaires porté par la consommation des ménages. Le secteur agro-alimentaire est dominé par des entreprises privées, ces dernières constituent une importante source d'emploi, il s'agit du sucre, huiles, jus, conserves, eaux minérales, pâtes. Mais de façon générale, les filières agroalimentaires souffrent d'une faible compétitivité des entreprises, d'un faible niveau d'investissement et de recherche, d'une formation insuffisante, des problèmes de qualité. Ces facteurs ralentissent la modernisation du secteur.⁶⁴

Un autre secteur dont on peut parler est le tourisme qui, malgré ses potentialités, n'attire pas un nombre élevé de touristes, ce qui explique la faiblesse du niveau des ressources qu'il génère. L'Algérie est le pays dont l'activité touristique est la plus faible, pour des raisons tenant bien évidemment à la situation sécuritaire, mais également à l'absence de politique de développement du secteur au nombre insuffisant et à la déficience des infrastructures d'accueil. Néanmoins, l'Algérie recèle d'atouts comme le climat favorable, les espaces diversifiés, immenses et préservés.⁶⁵

⁶⁴ Bessaoud, O., Pellissier, J. P., Rolland, J. P., & Khechimi, W. (2019). Rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie (Doctoral dissertation, CIHEAM-IAMM).

⁶⁵ www.aps.dz/economie/30143-transformation-du-phosphate-des-projets-en-discussion-avec-des-partenaires%C3%A9trangers.

Section 2 : Politiques commerciales et réglementations

Trois principales phases caractérisent l'évolution de la réglementation en matière de commerce extérieur algérien. La phase de réappropriation et de monopole sur l'ensemble des opérations d'importation et d'exportation, qui s'étale de l'après indépendance jusqu'aux années 1980. Cette première phase se divise elle-même en deux périodes : celle de contrôle allant de 1962 à 1970 et celle de la monopolisation de 1970 aux années 1980. La première période correspond à la mise en place d'une politique de développement. La seconde correspond clairement à une mise en œuvre radicale du paradigme autocentré du développement. La deuxième phase remet en cause le schéma socialiste, la désinstallation des monopoles et la libéralisation plus au moins forte des opérations de commerce extérieur. Après l'échec du modèle autocentré, l'Etat est contraint de s'ouvrir aux principes du libéralisme et adopte une nouvelle réglementation favorable aux opérateurs privés. La période récente qui voit l'Algérie renouer avec les excédents commerciaux, l'incite à revenir sur ses anciens réflexes protectionnistes, entraînant dans son sillage une baisse des capitaux étrangers et une instabilité des textes régissant le commerce extérieur et surtout les IDE ; cela perturbe les opérateurs présents et décourage les nouveaux.⁶⁶

2.1-Analyse des politiques commerciales et des accords internationaux pertinents pour le secteur des hydrocarbures en Algérie.

2.1.1- - Historique des reformes.

Après avoir rompu avec l'économie coloniale et dans l'objectif de l'édification d'un appareil productif et de modernisation accélérée, l'Algérie indépendante a opté pour le modèle de développement autocentré et pour la promotion des « industries industrialisantes ». L'idée centrale de ce modèle était que l'implantation préalable de complexes industriels permettra de densifier le tissu industriel via l'effet d'entraînement. Pour ce faire, l'Etat investissait massivement dans le secteur industriel et de fait, un certain nombre d'industries jugées motrices ont été enclenchées. Il s'agit essentiellement des industries de sidérurgie, de métallurgie, de mécanique, de pétrochimie... Ces industries, dites de base « ...représentent le pilier par lequel l'industrialisation s'enracine profondément dans la réalité du pays... ». Le secteur des hydrocarbures, qui a été nationalisée en 1971, a assuré le financement d'un vaste programme d'investissements sous la tutelle de l'Etat. Il a assuré également le financement de l'intégralité des équipements des entreprises étant donné que le marché local en manquait énormément. Au même temps, l'agriculture enregistrait une phase de déclin aiguë qui a contraint le gouvernement à faire appel aux marchés mondiaux pour s'approvisionner (notamment en céréales). Ces importations ont été également payées par les recettes tirées de l'exportation des hydrocarbures. Le pays devient ainsi fortement dépendant des marchés mondiaux du pétrole. Au milieu des années 1980, la chute des prix internationaux des hydrocarbures qui passe de 40 dollar le baril en 1981 à 10 seulement en 1986 conjugué à la dépréciation du dollar a frappé de plein fouet l'économie. Les recettes d'exportations d'hydrocarbures se sont donc effondrées ; leur part dans les exportations totales est passée de 36% entre 1985 et 1986, à 31% entre 1986 et 1987. Les importations ont également baissées. Cette situation a provoqué de grands déséquilibres internes et externes. En effet, le taux de pourcentage annuel de croissance du PIB par habitant a décru, il est passé de 6,08% en 1979 à -2.52% en 1986 selon les statistiques de la Banque Mondiale. La situation ne s'améliorant pas dans la seconde moitié des années 1980, le gouvernement engage un processus de réformes

⁶⁶ OUALIKENE, S., & HADJOU, L. LA POLITIQUE COMMERCIALE ALGERIENNE DEPUIS 1962: ENTRE ECHEC DE LA DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS ET ACCROISSEMENT DE LA DEPENDANCE EXTERIEURE.

économiques visant à introduire les règles du marché dans le fonctionnement de l'économie. En effet, une série de réformes a eu lieu. Le capital du secteur privé local a été ouvert. Le secteur privé est considéré désormais comme un partenaire économique soumis aux mêmes règles et aux mêmes contraintes que le secteur public. Il peut importer sans passer par les entreprises publiques, il peut investir dans plusieurs activités hormis celles jugées stratégiques (hydrocarbures, banques, mines...).⁶⁷

2.1.2- Mesure d'adaptation de l'environnement juridique.

L'aménagement du code du commerce et des sociétés commerciales, la réforme du système financier et bancaire, la mise en place d'une bourse des valeurs mobilières et d'une commission de surveillance des opérations de bourse, la refonte du système fiscale et du droit du travail sont, entre autres, les mesures d'adaptation de l'environnement juridique aux exigences du marché en vue de promouvoir le programme de privatisation et favoriser le développement du secteur privé.

- Le code de commerce : en 1993 le législateur algérien promulgue un nouveau code de commerce, ce dernier a été enrichi en 1995, a clarifié le statut commercial de l'entreprise privée dont particulièrement ; la société par action, la société en commandite et la société en participation.
- La législation sociale : Elle aussi a évolué pour s'adapter aux nouvelles exigences des réformes économiques qui consacrent le principe de la séparation entre l'entreprise publique économique et l'Etat puissance publique et celui du droit de grève et du droit syndical et la libéralisation du marché du travail.
- Le système financier et bancaires algérien : la transition à l'économie de marché et la nécessité d'augmenter les chances de succès du programme de privatisation ont contraint les pouvoirs publics à la nécessité de reformer ce système, car la collecte de l'épargne et le financement de l'activité économique exige impérativement un système financier et bancaire autonome et adapté aux exigences d'un marché ouvert. En 1990, avec la promulgation de la loi relative à la monnaie et au crédit, que le système financier et bancaire algérien va connaître les plus grandes réformes. Avec cette loi en réhabilitant la monnaie comme instrument de régulation, est de nature à faire sortir le pays de l'économie des procédures administratives pour le faire entrer dans celle de la rationalité. Les réformateurs ont cherché, pour prendre longue avec les institutions financières internationales, à leur donner un double gage : réformer l'économie et l'ouvrir aux investissements étrangers. Il est indéniable que la loi 90-10 constitue au regard du FMI un élément fortement apprécié pour infléchir le mode de gestion de l'économie. Avec une telle loi, les autorités algériennes pouvaient, à tout le moins, acquérir le bénéfice du doute auprès du FMI ; la loi est confortée par des textes pour montrer la volonté de réforme résolument le système économique.⁶⁸

2.1.3- La souveraineté économique en Algérie.

Jusqu'en 2008, dans une conjoncture pétrolière favorable, la situation macro-financière était jugée plus que confortable : la dette publique externe avait été ramenée à un niveau plancher (près de 1 % du PIB), les réserves de change avaient atteint des niveaux historiques (près de 130 milliards de dollars). L'Algérie dégageait alors une position externe de crédeur net,

⁶⁷ Assia, H. A. D. J. A. R. REFORMES ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE REFORMS AND ECONOMIC GROWTH IN ALGERIA.

⁶⁸ ASSIA, HADJAR. REFORMES ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE REFORMS AND ECONOMIC GROWTH IN ALGERIA.

conduisant d'ailleurs le FMI à solliciter les autorités algériennes (et l'ensemble des pays émergents et pétroliers ayant accumulé d'importants excédents financiers au cours de ces dernières années) pour souscrire à l'émission d'obligations devant permettre à l'institution internationale d'accroître sa capacité de financement.

Or, d'abord épargnée par les effets directs de la crise financière en raison de la faible intégration de son système financier à la finance internationale, l'économie algérienne subit plus fortement depuis le second semestre 2008 la transmission de la crise financière au reste de l'économie. La baisse brutale du cours du pétrole – de 160 à près de 60 dollars – expose durement ses vulnérabilités structurelles. Dépendante des revenus issus des hydrocarbures (qui représentent 97 % des recettes d'exportations, 54 % du PIB et 60 % recettes fiscales), son « immunité affichée » ne résiste pas au retournement du marché pétrolier.

Selon les données des services des douanes (CNIS), la baisse du cours du pétrole a entraîné une chute de 46,5 % des recettes d'exportations au premier semestre 2009 par rapport à la même période en 2008. Dans le même temps, les importations continuant de croître à un rythme exponentiel, l'excédent commercial est ainsi passé sur la période de 19,75 à 1 milliard de dollars.

L'économie est alors confrontée à une accélération des flux d'importation. Pour les biens, ceux-ci sont passés de 20 milliards de dollars en 2006, à 25 en 2007 et 37,5 en 2008. Le ministère des Finances prévoit leur maintien à un niveau élevé à fin 2009 (proche de 40 milliards de dollars) et un creusement du déficit commercial, si on y ajoute près de 11 milliards de dollars d'importation de services).

Dans une économie pétrolière, la dégradation brutale du solde des échanges extérieurs peut conduire mécaniquement (et rapidement) à une crise systémique : la détérioration des termes de l'échange affecte d'abord les comptes publics puis par rétroaction la demande domestique fortement dépendante des dépenses publiques. Par ailleurs, les tensions monétaires induites sont susceptibles de peser davantage sur les revenus réels des consommateurs et les capacités d'investissement des opérateurs économiques. Enfin, compte tenu de la forte demande sociale, le resserrement de la contrainte financière et budgétaire pourrait s'accompagner de tensions sociales accrues.

Ce scénario, improbable à court terme en raison des excédents financiers accumulés, mais « théoriquement » possible dans l'hypothèse d'un contre-choc pétrolier induit par un durcissement de la crise internationale, était sans doute à l'esprit des dirigeants au moment de l'adoption des nouvelles orientations économiques. Les limites d'un modèle de croissance exposé à la volatilité des prix du pétrole sont de nouveau exhibées et appellent en même temps des mesures de correction à court terme des équilibres macro-économiques et une stratégie à moyen terme de diversification économique pour sortir des effets pervers de l'économie rentière.⁶⁹

⁶⁹ Mezouaghi, M., & Talahite, F. (2009). Les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie. *Confluences Méditerranée*, (4), 9-26.

2.1.4- – L'accord d'association entre l'Algérie et l'Union Européenne (UE).

Les premiers pas dans la construction d'un modèle de relations entre états développés et pays du Maghreb, remontent à 1957 avec la signature du traité de Rome.

Les signataires du traité de Rome formulent une déclaration annonçant la disponibilité de la communauté à conclure avec les pays indépendants de la zone franche, des conventions d'association économique et pourtant, ce n'est qu'après l'année 1962 que l'Algérie a fait ses premières démarches avec la communauté européenne afin de conserver le statu quo sur le plan des échanges. Dès 1963, l'autorité algérienne manifeste le désir d'engager des négociations en vue de conclure un accord global. Ces négociations seront reportées à plus tard, en 1972, et aboutissent à la signature d'un accord de coopération en Avril 1976.⁷⁰

Ayant pris conscience des limites des accords de 1976, la CEE a proposé de nouvelles voies de coopération. Et c'est dans cette optique que l'Algérie a exprimé son souhait de négocier un nouvel accord d'association avec l'UE en Octobre 1993.

Depuis les années 70, les relations Algéro-européennes sont organisées dans le cadre d'accords qui sont renouvelés à plusieurs reprises. Ces accords se sont inscrits dans le cadre de la politique méditerranéenne communautaire qui avait un caractère global. Ces accords ont combiné différents moyens d'action, susceptibles de contribuer au développement économique et social de l'Algérie.

Au plan extérieur, l'Algérie forte de sa géographie et de ses ressources naturelles, s'attache désormais à se hisser au rang auquel elle aspire, tant dans la région que sur la scène internationale. Elle est de fait, considérée comme un partenaire stratégique en Méditerranée, un acteur clé dans les rapports de l'Union Européenne avec l'Afrique. Purement économique au départ, les relations de l'UE et l'Algérie se sont progressivement étendues et approfondies au cours des années. En effet, depuis les années 70, les relations algéro-européennes sont organisées dans le cadre d'accords qui se sont renouvelées à plusieurs reprises. L'objectif principal de ces accords est de promouvoir les échanges commerciaux entre les parties, en vue d'accélérer le rythme de croissance de l'Algérie et d'améliorer les conditions d'accès de ses produits. La limite de l'accord de 1976, l'émergence des blocs régionaux, la nature des échanges entre les deux parties, ont conduit l'Algérie à la signature d'un nouvel accord en 2002, entré en vigueur en 2005. En acceptant les termes de l'accord, l'Algérie s'intègre à un puissant ensemble politique et économique. Cette évolution qualitative, qui a pour objectif sur le plan économique, l'instauration d'une zone de libre-échange à l'horizon de 2020, s'inscrit comme la volonté de l'Algérie à diversifier son économie, jusque-là basée essentiellement sur les hydrocarbures. Porteur de plusieurs promesses pour l'avenir, cet accord entre le partenaire historique de l'Algérie semble assouvir les intérêts mutuels des deux parties pour faire face aux enjeux et les défis communs.⁷¹

⁷⁰ Ahmed TIBOURTINE, L'impact des accords commerciaux régionaux sur l'économie nationale, cas : accord d'association Alger-UE, mémoire de fin de cycle pour l'obtention du diplôme de licence en sciences commerciales, INC Alger, 2009, P38.

⁷¹ RAHAL, Farah et HARBI, Lydia. Analyse de l'Accord d'Association entre l'Algérie et l'Union Européenne sur le Commerce International de l'Algérie Etude de Cas: Ministère du Commerce Analysis of the EU-Algeria Association Agreement on the International Trade of Algeria Case Study: Ministry of Commerce.

Selon les statistiques de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur « Algex », les exportations algériennes d'hydrocarbures représentent en moyenne 95% des exportations vers l'UE, soit une part marginalisée d'exportations hors hydrocarbures. Depuis la signature de l'AA en 2005, l'évolution des exportations HH représente une part marginale des exportations, la valeur maximale a été enregistrée en 2014 avec près de 2 077 millions USD selon le CNIS.

Par secteur, les exportations dans le cadre de l'accord d'association dénotent une prépondérance des produits industriels à hauteur de 96%, suivi des produits agricoles et agricoles transformés et enfin des produits de la pêche.

Par rapport aux négociations de l'AA par la partie algérienne, le constant est froid et unanime : l'AA a été mal négocié. Il faut toutefois reconnaître que le contexte était difficile. En effet, l'Algérie sortait d'une période tragique, l'aspect politique a été mis en avant au détriment de l'aspect économique. Car la priorité était de gagner une légitimité sur la scène internationale. C'est par rapport à ça que le ministère de commerce a procédé à une évaluation de l'accord à deux reprises. En 2010, pour décaler le calendrier de démantèlement tarifaire jusqu'à 2017, pour aller ensuite au-delà de 2020. Et la seconde fois en 2016, pour en sortir avec une feuille de route et essayer d'équilibrer le dysfonctionnement qu'il y'a.

Maintenant, on est forcé de constater que l'Algérie écoule presque uniquement que des hydrocarbures, et le taux d'utilisation des contingents agricoles pour les produits algériens avoisine les 2% contre 100% pour la partie européenne, qui assure de son côté qu'elle ne fait que respecter ses engagements.

En 2017, les produits agricoles, les produits agro-alimentaires et les produits de pêche n'ont pas dépassé les 8% des exportations hors hydrocarbures vers l'UE, et les produits industriels sont quasiment absents. Ainsi, ces éléments d'évaluation nous permettent de dire qu'à ce stade, l'accord d'association n'a pas abouti aux résultats attendus pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures d'une part, et de relancer les IDE d'autres part. Ce dernier point, représente un volet important de l'accord, et qui constituent pour l'Algérie, deux objectifs motivants pour la conclusion de tout accord de libre-échange. L'Union européenne ne l'ignore pas, mais réclame sans cesse l'assainissement du climat d'affaires afin d'attirer davantage les capitaux d'investissements étrangers⁷².

Désormais, face à la raréfaction de revenus pétrolières, l'Algérie se trouve contrainte de développer une économie diversifiée. En outre, la levée totale des barrières tarifaires qui avait été prévue en 2020 a fait craindre les entreprises locales. Toutefois, les mesures prises par le gouvernement algérien pour limiter les importations, font naître beaucoup de nouveaux projets, et mettent en exergue de nouvelles perspectives pour combler l'écart engendré par l'arrêt des importations.

2.1.5- La définition d'une politique algérienne des hydrocarbures.

Dès le lendemain des accords d'Evian, les nouveaux dirigeants algériens procédèrent à un réexamen des différents aspects de la présence française en Algérie. A leurs yeux, le mérite essentiel du système d'exploitation des hydrocarbures adopté à Evian était d'avoir permis que

⁷² Donsimoni, M. (2017). Chapitre 5 L'Algérie et l'OMC: l'adhésion ou la rente. Mondialisation, accords commerciaux régionaux et intégration de l'Afrique, 97.

la transition s'effectue dans des conditions satisfaisantes. Les accords d'Evian ne leur paraissaient pas un cadre valable permettant à l'Algérie d'atteindre ses objectifs : une pleine souveraineté et le développement économique. Les revenus tirés du pétrole ont permis à l'Algérie indépendante de connaître dès 1963 une situation budgétaire saine. Les recettes en devises provenant des ventes de pétrole ont été un des facteurs du retour à l'équilibre du compte extérieur de l'Algérie et expliquent le niveau plutôt satisfaisant à cette époque des réserves d'or et de devises de la Banque. Dès lors, accepter le maintien du régime en vigueur reviendrait pour l'Algérie à abandonner à l'étranger la maîtrise du rythme de l'accumulation du capital national car tout plan de développement adopté par l'Etat algérien peut être remis en cause par les décisions des sociétés pétrolières (compte tenu de leurs importances) concernant le niveau de la production et des exportations. Les risques politiques d'une telle situation sont également évidents. Il y a là des raisons suffisantes pour fonder la politique pétrolière de l'Algérie visant à la récupération du contrôle et de la propriété nationale des richesses naturelles. Les hydrocarbures sont le seul secteur apte à transformer l'économie algérienne en lui permettant de tirer pleinement profit de ses potentialités naturelles. Dans ce contexte l'Algérie doit valoriser ses hydrocarbures en tant que matière première de l'industrie pour sentir un véritable effet de son industrialisation.⁷³

2.1.6- La valorisation du pétrole et du gaz algérien.

Une valorisation des hydrocarbures n'est jamais l'œuvre des sociétés pétrolières étrangères comme le prouve l'activité de celles-ci dans tous les pays producteurs appartenant au monde sous-développé. Elle ne peut être entreprise que par une société nationale algérienne qui, pour accomplir sa tâche, doit jouer un rôle déterminant dans la production, le transport et la commercialisation des hydrocarbures. Cela implique bien évidemment une modification profonde du système d'exploitation légué par les accords d'Evian et l'application du grand principe de la politique algérienne des hydrocarbures. Application qui ne signifie pas la nationalisation immédiate des actifs pétroliers en Algérie et, en effet, tirant la leçon de nombreuses expériences étrangères qui ont échoué (pétrole iranien, étain bolivien), le gouvernement algérien, faute des techniciens, des capitaux et des débouchés qui seraient nécessaires pour la réussir, ne s'engage pas dans la voie de la nationalisation. Bien au contraire et de manière apparemment paradoxale, il va faire de la coopération avec la France l'axe de sa politique pétrolière mais sa conception de la coopération pétrolière est très particulière tant par son but que par ses méthodes. Le but de cette coopération dans l'esprit des Algériens est de créer les conditions matérielles et humaines qui leur permettront de maîtriser à terme l'activité pétrolière.⁷⁴ Il s'agit par ailleurs d'une coopération entre Etats et non entre l'Algérie et les sociétés pétrolières. Les hydrocarbures, en effet, ont une telle importance aussi bien pour le pays producteur que pour le pays consommateur soucieux de son approvisionnement énergétique.

Par ailleurs on sait que la récupération par l'Algérie de ses richesses s'est déroulée sur plusieurs plans distincts : l'Etat algérien a saisi toutes les occasions lui permettant d'affirmer la souveraineté algérienne sur les hydrocarbures. La puissance publique algérienne cantonnée dans un rôle réduit par la "déclaration des principes" du 19 mars 1962 a cherché de façon incessante à déborder ce cadre étroit pour intervenir dans des domaines aussi différents que

⁷³ Chatelus, M. (1999). Nouvelles orientations de la politique pétrolière algérienne. *Maghreb-Machrek*, (4), 3-15.

⁷⁴ S.A. Ghazali et G. D. de Bernis, Les hydrocarbures et l'industrialisation de l'Algérie ". *Revue algérienne de sciences juridiques, politiques et économiques* no 1, mars 1969

celui du transport du pétrole, des transferts de devises, des sociétés pétrolières, de la fiscalité ou encore de l'exploitation des gisements. Elle a même réussi lors de l'accord pétrolier de 1965 à faire supprimer l'Organisme saharien, pivot des accords d'Evian.⁷⁵ En ce qui concernant les accords du 29 juin pétroliers du 29 juin 1965 signés entre les Etats algérien et français ont mise en place les bases d'une coopération dans ce domaine et ouvrent de larges espoirs pour l'Algérie. Pour son industrialisation le pétrole et le gaz du Sahara ont été nécessaire et ont mis à la disposition de l'Algérie l'énergie qui lui faisait défaut.

2.1.7- Accords signés par l'Algérie concernant les hydrocarbures.

L'accord d'Alger distingue entre, d'une part, les concessions actuellement exploitées et pour lesquelles un nouveau régime a été établi, et d'autre part la poursuite de la recherche des hydrocarbures pour laquelle un nouveau code pétrolier a été conçu. Pour le gaz, l'Algérie se voit confirmée dans le rôle fondamental de seul interlocuteur pour l'exportation vers les marchés étrangers. L'accord du 29 juin renforce la coopération entre l'Algérie et la France aussi bien dans le domaine industriel que dans celui de la formation des hommes.

L'Algérie dispose aujourd'hui d'une gamme de sources énergétiques et de matières premières qui lui permettront, lorsque des puits de pétrole actuellement en exploitation commenceront à être épuisés, non seulement d'ouvrir de nouveaux puits qu'elle aura découverts, mais surtout de compter sur une industrie de transformation et de construction qu'elle aura installée à travers son territoire. Pour cela, de nombreux facteurs se trouvent réunis : des moyens de formation de cadres, des aides techniques et matérielles concrètes, un contrôle exclusif des ressources naturelles et notamment de l'abondante richesse qu'est le gaz.⁷⁶

le 23 mai 2024 la société publique du pétrole de l'Algérie Sonatrach a officialisé, la signature d'un mémorandum d'accord avec la multinationale pétrolière américaine ExxonMobil concernant le développement et à terme l'exploitation du potentiel pétrogazier des bassins de l'Ahnet et du Gourara, situés dans le sud du pays. Selon les termes de l'entente, les parties prenantes étudieront les opportunités d'investissement qu'offrent ces zones d'intérêts en vue d'en exploiter les ressources en hydrocarbures, *« en mettant l'accent sur l'excellence opérationnelle, l'innovation technologique, le respect de l'environnement et les meilleures pratiques de développement durable »*.

⁷⁵ "C'est dans ce secteur (celui des richesses minérales et énergétiques) principalement que l'exploitation en économie mixte avec participation majoritaire de l'Etat peut permettre à la formation de cadres techniques et la création des conditions favorables à une prise en charge future ". Charte d'Alger- chapitre II - paragraphe 11.

Il s'agit là d'un élément de ce que l'on pourrait appeler une théorie juridique de la décolonisation économique ; cf. M. Bedjao UI : " Les droits acquis économiques et financiers et la succession d 'Etats, Commission du .Droit International, 21c session, 16 juin 1969 f Nations Unies - Assemblée générale). 66 pages.

⁷⁶ <https://www.monde-diplomatique.fr/1965/10/A/26893>

2.2- Implications de ces politiques sur les exportations et la croissance économique :

En 1971 il y eut la nationalisation des hydrocarbures, depuis l'Algérie n'a cessé de fonder sa politique de développement sur cette ressource naturelle, d'abord, dans les années 1970 et 1980 dans le cadre de la planification et de la stratégie des industries industrialisantes¹ et, ensuite, dans les années 2000 et 2010 dans le cadre de l'ouverture commerciale et la réalisation par l'Etat de grands projets d'infrastructure de base et de programmes sociaux. Dans le contexte actuel de la mondialisation, les conséquences macro-économiques de l'ouverture commerciale dans les pays en développement ont fait l'objet d'un vaste débat. Celui-ci s'est principalement concentré sur les effets de l'ouverture commerciale sur la croissance économique de moyen et long terme. Devant cette divergence entre les chercheurs sur l'existence d'une relation positive entre la politique d'ouverture commerciale et la croissance économique, et comme l'Algérie s'est engagée plus d'une décennie dans l'ouverture de son commerce extérieur, il est naturel de s'interroger sur l'impact de la politique d'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie.⁷⁷

2.2.1- Les programmes d'investissement public en Algérie.

Durant les deux dernières décennies, l'Algérie a bénéficié d'un afflux de revenus extérieurs d'environ 980 milliards de dollars américains, provenant de l'exportation d'environ 2,4 milliards d'hydrocarbures, dans un contexte de hausse des prix du pétrole brut. Cet afflux, sans précédent a impulsé le retour de l'Etat dans la sphère économique à travers, notamment, la mise en place de plusieurs programmes d'investissement public. Le PNUD contribue pour beaucoup aux résultats obtenus par le système des Nations Unies pour le développement, que ce soit grâce au volume de ses investissements ou à son approche axée sur les questions de fond et sur l'avenir. Guidé par le Plan d'action de l'Etat pour 2021-2024 et le plan stratégique du PNUD pour 2022-2025, le PNUD-Algérie s'engage à contribuer à la réalisation des réalisations 1, 2 et 4 présentées dans le Plan-cadre de coopération. L'Algérie s'étant également engagée à réaliser les objectifs de développement durable et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2023-2027 peut être considéré comme un schéma directeur ambitieux destiné à guider l'action collective des entités des Nations Unies.

En raison des progrès faits sur le plan national en matière de développement et de croissance économique, la consommation d'énergie a augmenté de façon exponentielle en Algérie au fil des 20 dernières années.⁷⁸ A cet égard, la compagnie publique algérienne, Sonatrach, prévoit poursuivre ses investissements dans plusieurs domaines, dont l'exploration, la production, les industries pétrochimiques, les engrais et la réhabilitation des raffineries, la recherche, le développement et la modernisation des infrastructures et investir 50 milliards de dollars dans le secteur du pétrole et du gaz naturel entre 2024 et 2028, dans le cadre du développement de ses capacités en matière d'investissement.

⁷⁷ KACI, Boualem et YAICI, Farid. Gouvernance des institutions et gestion des ressources naturelles en Algérie.

⁷⁸ Plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République, publié en septembre 2021.

Section 3 : Diversification économique et promotion des exportations hors

Hydrocarbures :

Dans l'ensemble, les pays en développement ont remarquablement bien réussi à diversifier leurs économies et leurs filières d'exportation. Cette diversification s'est exprimée de multiples façons, la mutation la plus notable ayant été celle de l'industrialisation. Dans les années 1960, environ 80 % des exportations des pays en développement étaient des produits de base, tandis qu'aujourd'hui 80 % des biens exportés sont des produits industriels. Cette refonte des filières exportatrices était liée à l'émergence de grands pôles industriels, notamment la Chine mais aussi la Corée, l'Inde, le Brésil, la Malaisie, le Vietnam, l'Indonésie et le Mexique.

L'Afrique subsaharienne reste très largement tributaire des secteurs primaires. Bien que 20 % de ses exportations soient classés comme biens industriels, il ne s'agit pour la plupart que de produits primaires faiblement transformés.⁷⁹

Dans le contexte algérien, elle a enregistré un bond sans précédent de ses exportations hors hydrocarbures, qui devraient atteindre 13 milliards de dollars cette année, soit dix fois leur volume d'il y a trois décennies et ce, à la faveur de sa politique visant à diversifier son économie et à l'affranchir de sa dépendance à la rente pétrolière.

3.1-Stratégies de diversification des exportations pour réduire la dépendance aux hydrocarbures :

3.1.1- Définition de la diversification.

Définie de manière simple, la diversification des exportations consiste « à modifier la physionomie des exportations. En modifiant la part des différents produits de la gamme exportée ou en y incluant de nouveaux produits, un pays donné aura diversifié ses exportations. Selon une définition plus générale, la diversification consiste à élargir progressivement la gamme des produits fabriqués sans modifier nécessairement les niveaux de productivité »⁸⁰. L'économie est dite diversifiée « si sa structure productive est dispersée en un grand nombre d'activités différentes les unes des autres par la nature des biens et services produits »⁸¹. Suivant les termes de Schuh et Barghouti (1988), la diversification économique est « le processus de transformation structurelle d'une économie qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs d'activités primaires (ressources naturelles, agriculture, etc.) vers les secteurs secondaires (industrie de transformation, manufactures, etc.) et tertiaires (commerce, tourisme).

⁷⁹ Les points de vue exprimés dans cette contribution sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'avis du *Center for Global Development*.

Contribution préparée pour le séminaire de haut niveau du FMI Ressources naturelles, finance et développement, Alger, 4-5 novembre 2010. Alan Gelb, *Center for Global Development*¹

⁸⁰ H. Ben Hammouda, Stephen N. Karingi, Angelica E. Njuguna et Mustapha Sadni-Jallab (2006) « La diversification, Vers un Nouveau Paradigme pour le Développement de l'Afrique » Centre Africain de Politique Commerciale, Travail en cours No. 36 pages 27. Disponible sur <http://www1.uneca.org/Portals/atpc/CrossArticle/1/WorkinProgress/36.pdf> consulté le 16/02/2018

⁸¹ Berthélemy J.C (2005) « Commerce international et diversification économique », *Revue d'économie politique* 5/2005 Vol. 115)

3.1.2- La libéralisation du commerce extérieur algérien de 1990 à nos jours.

A la fin des années 80, sous la pression de fortes tensions sociales et politiques, l'Algérie s'est engagée dans un vaste programme de réforme économique et politique. Cette réforme ne se limitait pas à celle qui accompagne une ouverture extérieure ni à un programme de stabilisation et d'ajustement structurel, auxquels certains l'ont réduite.⁸²

Dès 1990, le commerce extérieur algérien s'est caractérisé par une évolution très importante : la libéralisation des échanges extérieurs paraît comme l'essentiel des réformes mises en place pour répondre à la nécessité d'adhérer à une économie de marché libre et ouverte dans le contexte de la mondialisation. A cet effet, une politique commerciale est mise en place, s'articulant sur l'objectif de la diversification des exportations à travers l'élargissement de la gamme des produits exportés aux produits agricoles et aux produits industriels. Néanmoins, cette mesure est confrontée à des difficultés liées à la concurrence face à laquelle seront confrontées les entreprises nationales. D'un autre côté, la situation de l'Algérie reste troublée, du fait de la crise sociale et sécuritaire qui l'a affectée durant une longue décennie qualifiée de décennie noire.⁸³

Ensuite suite à la hausse progressive des prix des hydrocarbures ainsi qu'à la signature de plusieurs accords commerciaux qui ont favorisé les échanges internationaux, et enfin la chute vertigineuse des prix du carburant à partir de la seconde moitié de 2014, durant cette période, les exportations ont connu de fortes fluctuations. Entre 2013 et 2014, les exportations ont suivi le même enchaînement, une baisse totale des exportations a été marquée suite à la baisse des exportations en hydrocarbures qui représente plus de 90% des exportations algériennes.

3.1.3- Présentation de deux figures montrant l'absence d'une diversification en Algérie.

Exportations de quelques pays d'Afrique du nord avec hydrocarbures années 2019

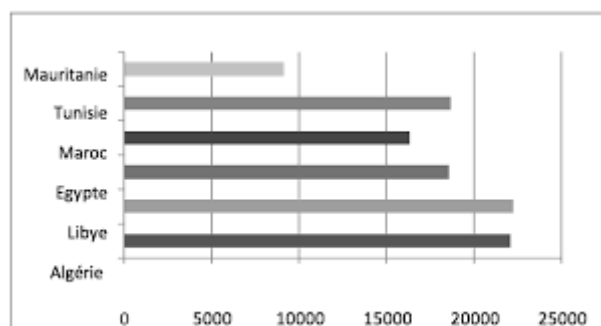


Figure n°1 (source : ZAHIR, DJOUDANE et KARIM, MAHOUI. Les déterminants de la diversification des exportations en Algérie.)

Mais, en enlevant les hydrocarbures du panier des exportations, les résultats se révèlent complètement différents (figure n°2)

Exportation de quelques d'Afrique du nord sans hydrocarbures année 2019

⁸² F. Talahite (2010) « Réformes et transformations économiques en Algérie » Rapport en vue de l'obtention du diplôme Habilitation à diriger des recherches, Option Sciences Économiques et de Gestion. Université Paris- Nord - Paris XIII, pages 17, tiré du site <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel00684329/document>

⁸³M. Khaled Chebbah, « Évolution du commerce extérieur de l'Algérie 1980-2005 : Constat et analyse ». Revue Campus N°7 (2005), p 44

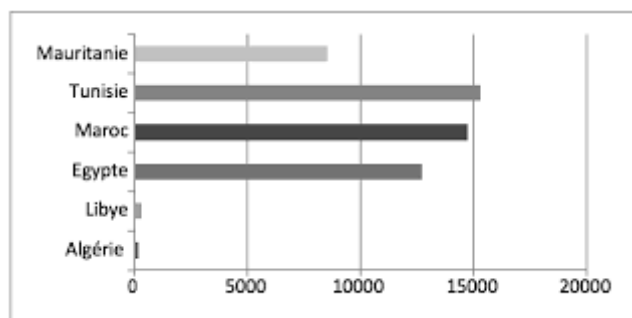


Figure n°2 (source : ZAHIR, DJOUDANE et KARIM, MAHOUI. Les déterminants de la diversification des exportations en Algérie.)

Contrairement aux résultats précédents, hors hydrocarbures HH, l'Algérie présente avec la Libye, le plus faible degré de sophistication des exportations. A contrario, la Tunisie, le Maroc et l'Égypte présentent des paniers plus diversifiés. Les exportations algériennes hors hydrocarbures restent toujours marginales (3% du volume global des exportations) et présentent un niveau faible, car elles sont constituées essentiellement par des dérivés d'hydrocarbures et des demi-produits.⁸⁴

3.1.4- Diversification des exportations algérienne.

En effet, grâce à la nouvelle politique économique adoptée par l'État algérien, une politique privilégiant la performance et visant à réaliser un développement durable au profit des générations futures, l'Algérie a réussi à augmenter le volume de ses exportations hors hydrocarbures depuis 2021, (1,7 milliards de dollars en 2019 à 5 milliards de dollars en 2021), puis à 7 milliards de dollars en 2022), soit une progression annuelle de **30%**. Pour atteindre cet objectif ambitieux, l'Algérie mise sur plusieurs secteurs prometteurs, comme les industries chimique et agroalimentaire, les matériaux de construction et l'agriculture. A noter qu'au cours des onze premiers mois de 2022, les exportations hors hydrocarbures ont dépassé 10 % du total des exportations, ce qui représente un précédent historique pour l'Algérie, qui a réussi à exporter ses produits vers toutes les régions du monde. Les engrais arrivent en tête des produits exportés (1,7 milliard USD), suivis du fer et de l'acier (plus de 500 millions USD), puis la filière du ciment avec près de 400 millions USD, et celle des produits détergents, qui a réalisé plus de 48 millions USD d'exportations contre un (1) million USD en 2021. Les dattes algériennes ont été exportées à hauteur de près de 80 millions USD en 2021.⁸⁵ En effet l'Algérie est en mesure d'atteindre l'objectif escompté dans le domaine des exportations hors hydrocarbures, grâce à ses capacités productives en termes de qualité et de prix concurrentiels. Rappelant que ce domaine revêt une dimension stratégique dans le programme des autorités algérienne, visant à développer la gestion et à réaliser une croissance de l'économie nationale.

L'agriculture est l'un des secteurs les plus importants sur lesquels l'Algérie peut miser pour atteindre cet objectif et ce, en focalisant sur les produits enregistrant un excédent, les engrais et les produits sidérurgiques mais aussi les dattes, filière très importante pour booster les exportations. Selon les indicateurs et grâce à la qualité du produit national et à ses prix compétitifs, on s'attend à un bond des exportations de l'Algérie au cours des années à venir.

⁸⁴ MME LEFGOUM, S. Déterminants, contraintes et stratégies de développement des exportations hors hydrocarbures en Algérie (Doctoral dissertation, Université de Tizi Ouzou-Mouloud Mammeri).

⁸⁵ <https://www.aps.dz/economie/157210-bond-sans-precedent-des-exportat>

L'expert en géopolitique et membre du Conseil consultatif d'experts du Forum économique mondial (FEM), Arslan Chikhaoui, a affirmé qu'il "a été largement admis au Forum que les efforts consentis par l'Algérie à diversifier son économie et à adapter sa gouvernance économique au nouveau contexte lui donne les atouts pour un positionnement stratégique."⁸⁶

3.2-Promotion des exportations non-hydrocarbures et développement de nouveaux

marchés :

Les exportations hors hydrocarbures sont au cœur des débats économiques des pouvoirs publics depuis plusieurs années déjà. Des réformes économiques globales, qui ont des retombées directes sur le commerce extérieur, rend aujourd'hui plus impérieuse à une dynamique de développement et diversification des exportations hors hydrocarbures, d'où la nécessité de revoir le dispositif existant dans le sens de l'amélioration et l'adéquation avec les nouvelles réalités. Ainsi, la révision de la politique d'exportation du pays devient inévitable à la vue des objectifs non atteints des politiques précédentes. Plusieurs mécanismes, facilitations, mesures d'appui et d'accompagnement ont été mis à la disposition des entreprises algériennes désirant placer leurs produits sur les marchés étrangers. Face à cette situation, l'Algérie a élaboré en 2019 une stratégie nationale d'exportation visant à diversifier les ressources du pays et promouvoir les exportations hors hydrocarbures. Pour promouvoir encore plus davantage les exportations hors hydrocarbures et pour accélérer le processus de développement économique et sociale à moyen et à long terme l'Algérie devra mettre en œuvre des actions urgentes à savoir : l'amélioration des performances des entreprises, la mise à niveau de l'environnement économique, l'harmonisation des textes en faveur des exportateurs, un ciblage plus approprié des produits à l'exportation, le développement de programmes de formation, une gestion plus rigoureuse et plus cohérente de l'information commerciale.⁸⁷

3.2.1- Organismes de soutien.

FSPE: Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations.

Depuis sa création en 1996, le FSPE a connu une nouvelle forme dans le cadre de la loi de finance complémentaire pour 2007, et a mis en œuvre plusieurs rubriques de soutien aux exportations :

- La prise en charge d'une partie des frais liés à l'étude des marchés extérieurs, à l'information des exportateurs et à l'étude pour l'amélioration de la qualité des produits et services destinés à l'exportation : (Décret 08/07, 2008, p05)
- La prise en charge d'une partie des coûts de prospection des marchés extérieurs supportés par les exportateurs ainsi que l'aide à l'implantation initiale d'entités commerciales sur les marchés étrangers.
- La prise en charge d'une partie des frais de la diffusion de supports promotionnels de produits et services destinés à l'exportation et à l'utilisation de techniques modernes d'information et de communication.

⁸⁶ <https://www.aps.dz/economie/157210-bond-sans-precedent-des-exportat>

⁸⁷ Mohamed, A. A. (2009). Les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie (Doctoral dissertation, Université d'Alger 3. Faculté des Sciences Economiques et de Gestion).

- La prise en charge d'une partie des frais de la mise en œuvre de programme de formation aux métiers de l'exportation.

ALGEX: Agence nationale de promotion du commerce extérieur.

Elle a été créée en 1996 sous le nom PROMEX (l'agence de promotion des exportations), et en 2004 cette agence a été transformée à l'Agence de promotion du commerce extérieur. Cette agence est un instrument dans les mains du ministère du commerce qui a le but de mettre en application les politiques de promotion, non seulement les exportations, mais également les importations Algériennes.

CAGEX : compagnie d'assurance et de garantie des exportations.

Créée en 1996, comme un établissement de l'état qui traite les problèmes des exportateurs au niveau du paiement, comme les risques de défaillance des acheteurs, risques commerciaux, risques politiques, etc. Cette agence offre plusieurs outils de l'aide, notamment en ce qui concerne l'accompagnement des exportateurs dans les opérations d'accès et de pénétration des marchés internationaux.

Le couloir vert : de caractère virtuel, il constitue une facilitation qui est accordée depuis septembre 2006 à l'exportation des dattes, et consiste en l'assouplissement du passage en douane de la marchandise, qui subit uniquement un contrôle documentaire ce qui se traduit par une fluidité générant une réduction considérable des délais d'expédition. Cette facilitation doit être étendue à terme aux autres exportations de produits périssables : produits agricoles frais et produits de la pêche.

Les accords préférentiels : ces dispositions conclus par l'Algérie, sont considérés comme un véritable levier pour le développement des exportations hors hydrocarbures. Il s'agit en particulier de l'accord bilatéral Algéro-jordanien depuis 2000, le bénéfice du système généralisé de préférence accordé par les Etats-Unis depuis 2004, l'accord d'association avec l'union européenne depuis 2005, et l'accord de la zone arabe de libre change depuis 2009.

SAFEX : La Société Algérienne des Foires et Expositions.

C'est une société par actions issue des différentes modifications apportées le 24 décembre 1990 à l'ONAFEX (Office National Algérien des Foires et Expositions). Elle est chargée de :

Accorder une assistance aux opérateurs économiques en matière de commerce international grâce au développement des différentes relations avec des partenaires étrangers et l'organisation de rencontres professionnelles.

Participer à la promotion des échanges commerciaux par l'organisation des foires et salons spécialisés en Algérie et à l'étranger.

3.2.2- Les objectifs des exportations hors hydrocarbures de l'Algérie :

Parmi les actions et mesures d'appui aux exportations hors hydrocarbures initiées et mises en place, il convient de citer la création des organismes de soutien et d'appui à la stratégie de promotion du commerce extérieur, à savoir :

- Le Conseil National Consultatif de Promotion des Exportations (CNCPE) qui vise et a pour missions fondamentales la définition des objectifs et de la stratégie de développement des exportations ;
- L'Agence Nationale de Promotion Commerce Extérieur (ALGEX) ;
- La création d'un Fonds Spécial de Promotion des Exportations (FSPE) qui offre des subventions au titre de la participation algérienne aux foires et manifestations se déroulant à l'Étranger et du transport international des marchandises exportées.

L'objectif visé par les hautes autorités du pays était d'exporter le montant de 4 à 5 milliards de dollars en 2021, un objectif qui aurait pu être atteint avec l'intensification des échanges commerciaux avec le continent africain dans le cadre de l'entrée en vigueur en juillet 2021 dans la zone du libre-échange continentale africaine (Zlecaf). En effet, l'Algérie œuvre à se faire une place sur le marché africain qui devient le nouvel Eldorado des grandes puissances économiques, mais aussi de celles qui émergent. Le marché africain représente une population de plus d'un milliard et demi d'habitants (54 Etats) et dispose d'un Produit intérieur brut (PIB) combiné de plus de 3000 Milliards de dollars.⁸⁸

Une série de mesures ont été entreprises par l'Algérie en 2023 visant à accroître ses exportations hors hydrocarbures, tout en encourageant leur compétitivité sur les marchés internationaux. Ainsi, grâce à la nouvelle politique économique prônée par l'État, l'Algérie a réussi à accroître la valeur de ses exportations hors hydrocarbures à partir de 2021, pour qu'elle atteigne plus de 7 milliards de dollars en 2022, pour augmenter davantage au cours de l'année 2023, alors qu'elle peinait à frôler les 2 milliards de dollars il y a quelques années. Sur le plan international, les autorités algériennes ont œuvré à actualiser et à développer les accords commerciaux de libre-échange, en plus de créer des conseils d'hommes d'affaires avec les pays partenaires, et de prendre part en force aux événements commerciaux à l'étranger. Cette démarche s'est caractérisée par l'adhésion de l'Algérie à l'initiative de commerce guidé dans le cadre de la concrétisation de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), permettant aux opérateurs économiques algériens d'effectuer des échanges commerciaux avec des pays partenaires dans cette initiative, sans restrictions douanières.⁸⁹ D'autre part, et dans l'optique de promouvoir les produits algériens et garantir leur disponibilité permanente en Afrique, il a été procédé à l'ouverture de showrooms permanents en Mauritanie et au Sénégal, ce qui a permis à l'Algérie, à travers cette réalisation et dans le cadre de son ouverture sur les pays du continent africain, de passer enfin de l'ancienne politique des discours à celle des faits.

3.2.3- La zone de libre-échange continentale en Afrique.

En 2018, les pays membres de l'Union africaine ont donné un sérieux coup de pouce à l'intégration commerciale et économique régionale en créant la Zone de libre-échange continentale pour l'Afrique (ZLECAf). Ils sont convenus de supprimer les droits de douane sur la plupart des marchandises, de libéraliser le commerce des principaux services, de s'attaquer aux obstacles non tarifaires freinant les échanges commerciaux intra régionaux, puis de créer

⁸⁸ Cf. Assia Hireche, Algérie – l'après-pétrole : quelles stratégies pour 1995 et 2010 ?, Paris, L'Harmattan, 1989, 222 p.

⁸⁹ Rapport du commerce extérieur 2019, Douanes algériennes.

un marché unique continental où la main-d'œuvre et les capitaux circuleront librement.⁹⁰ L'objectif visé par l'Algérie en adhérant à la ZLECAF est de promouvoir ses exportations hors hydrocarbures et augmenter le volume de ses échanges commerciaux entre les pays africains. Pour l'Algérie la ZLECAF, est l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde. Cette adhésion donne à l'Algérie un accès préférentiel aux marchés africains et lui offre de nouvelles opportunités qu'elle pourrait saisir pleinement à condition de diversifier sa base d'exportation et de redoubler d'efforts pour créer un environnement propice au développement de son secteur manufacturier.⁹¹

En 2020, les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie représentaient seulement 2,3 milliards de dollars. Malgré la récente hausse des exportations vers l'Asie, la région MENA et l'Amérique latine, l'Union européenne demeure le principal partenaire commercial d'Alger. Quant aux importations de l'Algérie provenant de l'Afrique sont relativement diversifiées. Elles vont des métaux de base au textile-habillement, en passant par les boissons, les produits agricoles et les machines. À moyen et long terme, l'Algérie devrait se concentrer sur les secteurs à fort potentiel de diversification et à plus forte valeur ajoutée comme les plastiques, les machines industrielles, l'acier, les produits pharmaceutiques et l'automobile afin d'accroître ses exportations vers le reste du continent et d'augmenter sa participation aux chaînes de valeur régionales découlant de la mise en œuvre complète de la Zlecaf. Mais la réussite de cette diversification des exportations dépendra avant tout de la capacité de l'Etat algérien à mettre en œuvre des réformes structurelles permettant une plus grande ouverture au secteur privé, l'amélioration de la compétitivité de l'économie, le renforcement de la productivité des entreprises et de l'investissement dans le capital humain.⁹²

Conclusion :

Les ressources naturelles tels les hydrocarbures sont des actifs prélevés dans la nature pour pouvoir améliorer les conditions d'existence de la population. En Algérie, les économies sont dominées par l'exploitation de ces ressources naturelles qui contribuent à la formation de la richesse nationale. Ainsi, ces ressources naturelles devraient être gérées et exploitées afin de permettre aux populations de connaître un développement durable. Le développement durable est donc la voie qui doit guider les stratégies de développement des pays de l'Afrique Subsaharienne en générale qui sont généreusement dotées en ressources naturelles et en particulier l'Algérie qui est conscient de sa dépendance à ses ressources a priorisé la diversification de ses exportations pour réduire les ventes d'hydrocarbures, qui génèrent la quasi-totalité de ses recettes en devises étrangères. Il a été d'une grande importance pour l'Algérie d'examiner la relation entre ressources naturelles et développement durable. Alors, la

⁹⁰ En avril 2019, les 22 ratifications nécessaires à l'entrée en vigueur de la ZLECAF avaient été finalisées. La ZLECAF prévoit un accord sur les réductions tarifaires spécifiques, les procédures de libéralisation du commerce des services et les règles d'origine courant 2019. Les négociations se sont poursuivies. En outre, un deuxième cycle de négociations ont démarré en 2020, au sujet des droits de propriété intellectuelle et de la politique de la concurrence (voir l'annexe en ligne 3.1)

⁹¹ <https://www.24hdz.dz/commerce-redynamisation-zone-libre-echange/>

⁹² <https://www.agencecofin.com/docutheque/2507-110603-la-zlecaf-peut-offrir-a-l-algerie-l-opportunité-de-diversifier-ses-exportations-rapport>

stratégie et la politique adoptées ont été l'ouverture du pays au commerce internationale pour favoriser la croissance économique⁹³.

La politique d'exportation et de valorisation des hydrocarbures devait permettre l'élargissement des bases internes d'accumulation en vue d'une plus grande autonomie économique et politique. Cependant, cette stratégie n'a pas permis de réduire la dépendance aux importations de produits alimentaires, de produits semi-finis et d'équipement. Cette problématique est toujours présente puisque la dépendance sans cesse croissante aux importations, particulièrement depuis 2004, est posée comme l'enjeu central de l'insertion internationale du pays du fait que 70 % des financements du plan (2006-2014) ont été consacrés aux importations.

Le cas algérien illustre plus que jamais que l'échange international est un facteur de changement structurel et institutionnel à condition qu'il soit le prolongement d'une dynamique économique domestique. De la sorte, ce sont les politiques nationales qui constituent les variables clés pour la croissance et le développement, et non les mesures de libéralisation de l'échange international.

Chapitre 3 : Etude de cas : Impact de la production des hydrocarbures sur les exportations en Algérien.

Dans ce chapitre nous allons étudier l'impact des hydrocarbures sur les exportations algériennes en passant par plusieurs étapes de la présentation de nos données des différentes variables à une étude économétrique évaluant de la relation entre la production d'hydrocarbures et les exportations.

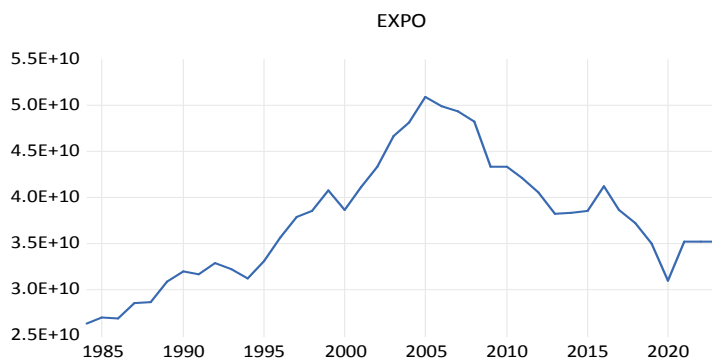
Section 01 : Présentation des données et méthodologie économétrique.

Dans cette section nous allons présenter nos différentes variables à travers une évolution graphique par la suite les interpréter pour plus de compréhension. Ensuite nous allons étudier la stationnarité des variables et interpréter la matrice de corrélation qui nous montre la force et la direction de la relation entre chaque paire de variables en passant par la statistique descriptive des variables.

1.1- Présentation des graphiques.

1.1.1- Les exportations algériennes.

Figure 01 : Evolution des exportations algériennes



⁹³ Mekideche, M. (2009). Le secteur des hydrocarbures en Algérie: piège structurel ou opportunité encore ouverte pour une croissance durable?. Confluences Méditerranée, (4), 153-166.

Source (réalisé par nous à partir du logiciel Eviews 13)

Interprétation du graphe des exportations algériennes de 1984 à 2023

Le graphe que nous avons montré l'évolution des exportations algériennes de 1984 à 2023. Les exportations sont représentées en milliards de dollars américains. L'axe des x représente les années et l'axe des y représente les exportations

Le graphe montre une tendance générale à la baisse des exportations algériennes de 1984 à 2023. Les exportations ont augmenté de manière constante de 1984 à 2000, puis ont connu une période de stagnation de 2000 à 2010. À partir de 2010, les exportations ont recommencé à augmenter, et elles ont atteint un pic historique en 2023.

Événements importants

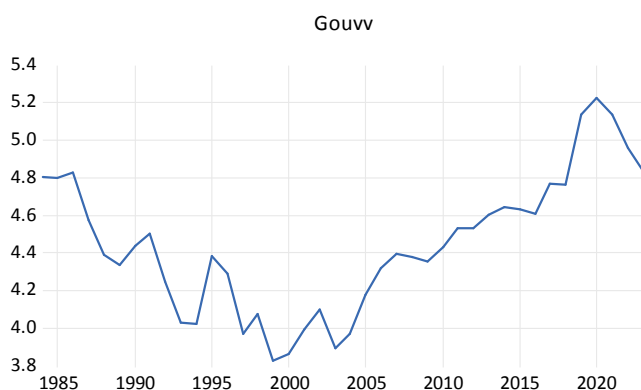
Le graphe montre plusieurs événements importants qui ont eu un impact sur les exportations algériennes.

- La guerre civile algérienne (1991-1992) a entraîné une baisse des exportations en 1992.
- La hausse des prix du pétrole au début des années 2000 a entraîné une augmentation des exportations algériennes, car le pétrole est le principal produit d'exportation du pays.
- La crise financière mondiale de 2008 a entraîné une baisse des exportations algériennes en 2009.
- La reprise économique mondiale après 2010 a entraîné une augmentation des exportations algériennes.
- La pandémie de COVID-19 a entraîné une baisse des exportations algériennes en 2020. Les exportations algériennes ont été relativement stables de 1984 à 1990, oscillant entre 5 et 6 milliards de dollars américains.

Les exportations ont connu une croissance rapide au début des années 1990, atteignant un pic de 12 milliards de dollars américains en 1991. Les exportations ont ensuite chuté de manière significative pendant la guerre civile algérienne, tombant à 4 milliards de dollars américains en 1992. Elles ont rebondi après la guerre civile et ont continué de croître tout au long des années 1990. Elles ont connu une autre période de croissance rapide au début des années 2000, atteignant un pic de 35 milliards de dollars américains en 2008. Elles ont chuté pendant la crise financière mondiale, mais elles ont rebondi après 2010. Elles ont connu une croissance lente mais régulière de 2010 à 2020. Elles ont chuté de manière significative en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Les exportations ont rebondi en 2021 et 2022, et elles ont atteint un pic historique en 2023.

1.1.2- Le taux de gouvernance.

Figure 02 : Evolution du taux de gouvernance



Source (réalisé par nous à partir du logiciel Eviews 13)

Interprétation du graphique sur les taux de gouvernance en Algérie de 1984 à 2023

Tendance générale

Le graphique montre une tendance générale à la baisse des taux de gouvernance en Algérie de 1984 à 2023. Cette tendance est particulièrement marquée à partir de 1995. On peut observer plusieurs phases distinctes :

- **De 1984 à 1995** : La période est marquée par une légère augmentation des taux de gouvernance, qui passent de 4,0 % en 1984 à 4,8 % en 1995.
- **De 1995 à 2010** : La période est marquée par une forte augmentation des taux de gouvernance, qui passent de 4,8 % en 1995 à 5,4 % en 2010. Cette augmentation peut s'expliquer par plusieurs facteurs, tels que la mise en place de réformes politiques et économiques, l'amélioration de la situation sécuritaire et la hausse des prix du pétrole.
- **De 2010 à 2023** : La période est marquée par une légère augmentation des taux de gouvernance, qui passent de 5,4 % en 2010 à 5,6 % en 2023. Cette augmentation peut s'expliquer par la poursuite des réformes politiques et économiques, la consolidation de la situation sécuritaire et la diversification de l'économie.

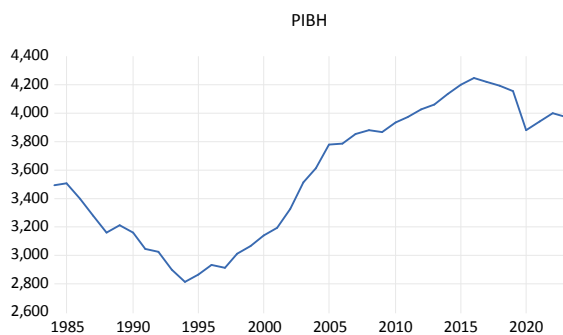
Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'augmentation des taux de gouvernance en Algérie de 1984 à 2023 :

- **Mise en place de réformes politiques et économiques** : Les autorités algériennes ont mis en place plusieurs réformes politiques et économiques au cours des dernières décennies, notamment la libéralisation de l'économie, la décentralisation de l'administration et l'amélioration du climat des affaires. Ces réformes ont contribué à améliorer la performance de l'économie algérienne et à renforcer la confiance des investisseurs.

- **Amélioration de la situation sécuritaire** : La situation sécuritaire en Algérie s'est considérablement améliorée au cours des dernières années, grâce à la lutte contre le terrorisme et à la mise en place de mesures de sécurité préventives. Cette amélioration a permis de stimuler l'activité économique et de renforcer le sentiment de sécurité des citoyens.
- **Hausse des prix du pétrole** : L'Algérie est un important producteur de pétrole, et la hausse des prix du pétrole au cours des dernières décennies a eu un impact positif sur l'économie algérienne. Cette hausse a permis aux autorités algériennes d'augmenter leurs recettes fiscales et d'investir dans les infrastructures et les services publics.

1.1.3- Le PIB par habitant.

Figure 04 : Evolution du PIB par habitant



Source (réalisé par nous à partir du logiciel Eviews 13)

Le PIB par habitant est un indicateur économique qui mesure la richesse moyenne d'un pays. Il est calculé en divisant le PIB total par la population.

Le graphe montre que le PIB par habitant en Algérie a connu une croissance constante au cours des 39 dernières années. La croissance a été particulièrement forte dans les années 1990 et 2000, lorsque le PIB par habitant a doublé. La croissance a ralenti depuis 2010, mais le PIB par habitant continue d'augmenter.

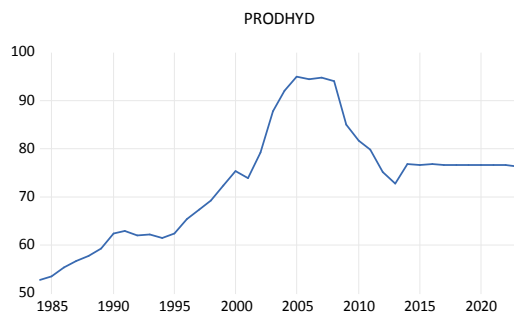
En 2023, le PIB par habitant en Algérie a atteint 4 400 dollars US. C'est encore bien en dessous de la moyenne mondiale, qui est de 12 766 dollars US en 2023. Cependant, c'est une augmentation significative par rapport à 1984, lorsque le PIB par habitant en Algérie n'était que de 1 600 dollars US.

Le PIB par habitant en Algérie a connu une croissance constante au cours des 39 dernières années. Cette croissance a été soutenue par une série de facteurs, notamment l'augmentation des prix du pétrole et du gaz naturel, les réformes économiques et la croissance de la population. Cependant, l'Algérie reste confrontée à un certain nombre de défis qui pourraient freiner sa

croissance à l'avenir, notamment la dépendance à l'égard des hydrocarbures, le chômage et la corruption.

1.1.4- La production des hydrocarbures.

Figure 05 : Evolution de la production d'hydrocarbure



Source (réalisé par nous à partir du logiciel Eviews 13)

L'Algérie est un pays d'Afrique du Nord riche en ressources en hydrocarbures, notamment en pétrole et en gaz naturel. La production d'hydrocarbures a joué un rôle crucial dans le développement économique du pays, contribuant de manière significative au PIB et aux recettes d'exportation

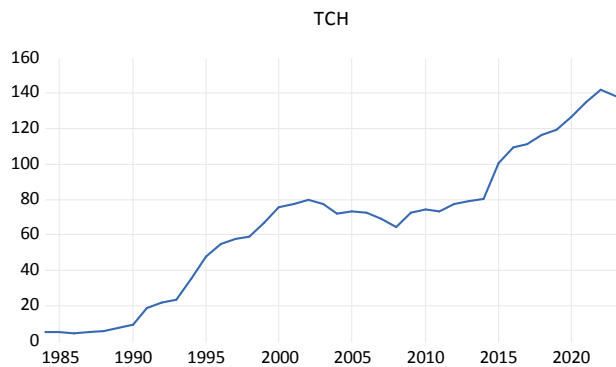
On peut observer plusieurs tendances clés dans l'évolution de la production d'hydrocarbures en Algérie :

- Déclin de la production dans les années 1980 et 1990 : La production d'hydrocarbures en Algérie a connu une baisse importante dans les années 1980 et 1990, principalement en raison de l'épuisement des champs existants et du manque d'investissements dans l'exploration et la production.
- Reprise de la production dans les années 2000 : La production d'hydrocarbures a commencé à se redresser dans les années 2000 grâce à la mise en valeur de nouveaux champs et à l'augmentation des investissements étrangers.
- Stabilisation de la production depuis les années 2010 : La production d'hydrocarbures s'est stabilisée depuis les années 2010, autour de 1 million de kb/j.

L'évolution de la production d'hydrocarbures en Algérie reflète les défis et les opportunités auxquels le pays a été confronté au cours des dernières décennies. La baisse de la production dans les années 1980 et 1990 a mis en évidence la nécessité de diversifier l'économie et de réduire la dépendance aux hydrocarbures. La reprise de la production dans les années 2000 a montré le potentiel du secteur des hydrocarbures pour contribuer à la croissance économique du pays. Cependant, la stabilisation de la production depuis les années 2010 suggère que le pays doit relever de nouveaux défis pour maintenir sa production et sa compétitivité sur le marché mondial des hydrocarbures.

1.1.5- Le taux de change

Figure 06 : Evolution du taux de change



Source (réalisé par nous à partir du logiciel Eviews 13)

Le graphique présenté montre l'évolution du taux de change du dinar algérien (DZD) par rapport à l'euro (EUR) de 1984 à 2023. Le taux de change est exprimé en nombre de DZD pour 1 EUR.

La tendance générale du taux de change est à la hausse, ce qui signifie que le dinar algérien s'est déprécié (il est coté à l'incertain) par rapport à l'euro au cours de la période étudiée. Cette dépréciation a été particulièrement forte dans les années 1990 et 2000, avec une baisse de plus de 80% de la valeur du dinar entre 1991 et 2000. Depuis les années 2000, le taux de change s'est stabilisé autour de 60 DZD pour 1 EUR.

La dépréciation du dinar algérien s'explique par un certain nombre de facteurs, dont les plus importants sont les suivants :

- La chute des prix du pétrole : L'Algérie est un pays fortement dépendant des exportations de pétrole et de gaz. La chute des prix du pétrole à partir du milieu des années 1980 a entraîné une baisse des recettes d'exportation du pays, ce qui a eu un impact négatif sur le taux de change.
- L'inflation : Le taux d'inflation en Algérie a été élevé pendant une grande partie de la période étudiée. Cela a entraîné une perte de pouvoir d'achat du dinar, ce qui a contribué à sa dépréciation.
- L'instabilité politique : L'Algérie a connu une période d'instabilité politique dans les années 1990, ce qui a dissuadé les investisseurs étrangers et a eu un impact négatif sur le taux de change.

1.2-Statistique descriptives.

	LEXPO	LPRODHYD	LGOUVV	LPIBH	LIDE	LTCH	LTOUV
Mean	24.33282	4.280056	1.488282	8.170076	17.86581	3.827422	3.535736
Median	24.36083	4.327460	1.484982	8.178211	20.24852	4.285653	3.549186
Maximum	24.65275	4.553603	1.653694	8.353790	21.73375	4.955792	4.027314
Minimum	23.99048	3.962792	1.342642	7.941198	0.000000	1.547563	3.120601
Std. Dev.	0.179757	0.163848	0.082169	0.133039	5.065190	1.068762	0.141310
Skewness	-0.080437	-0.150752	0.057704	-0.207732	-1.857292	-1.167613	0.084697
Kurtosis	2.227666	2.232610	2.248737	1.578439	5.965396	2.961724	6.852031
Jarque-Bera	1.037301	1.132988	0.962859	3.655744	37.65284	9.091242	24.77806
Probability	0.595323	0.567512	0.617900	0.160755	0.000000	0.010614	0.000004
Sum	973.3129	171.2022	59.53127	326.8030	714.6323	153.0969	141.4294
Sum Sq. Dev.	1.260188	1.047002	0.263321	0.690275	1000.590	44.54783	0.778771
Observations	40	40	40	40	40	40	40

Source (réalisé par nous à partir du logiciel Eviews 13)

Moyenne : La moyenne représente la valeur moyenne de chaque variable. Elle permet de se faire une idée de la valeur typique des données. Dans ce cas, la moyenne est la plus élevée pour la variable LEXPO (24,33) et la plus faible pour la variable LTOUV (3,54).

Les variables LPRODHYD LGOUVV LPIBH LIDE LTCH ont respectivement comme moyennes 4.29 ; 1.49 ; 8.18 ; 17.87 ; 3.82

Médiane : La médiane est la valeur qui sépare la moitié inférieure de la distribution de la moitié supérieure. Elle est moins sensible aux valeurs extrêmes que la moyenne. Dans ce cas, la médiane est proche de la moyenne pour toutes les variables, ce qui indique que les distributions ne sont pas très asymétriques. Suivant leur classement dans le tableau les variables ont comme médianes respectives : 24.36 ; 4.32 ; 1.48 ; 8.17 ; 20.24 4.28 ; 3.54.

Écart-type : L'écart-type mesure la dispersion des données autour de la moyenne. Plus l'écart-type est élevé, plus les données sont dispersées. Dans ce cas, l'écart-type est le plus élevé pour la variable LIDE (5,07) et le plus faible pour la variable LTOUV (0,14). Un écart-type faible représente une faible dispersion par rapport à la moyenne et un écart-type élevé représente une grande dispersion par rapport à la moyenne

Quant aux valeurs minimales et maximales, elles renseignent sur la valeur la plus faible et la plus importante dans chaque série au niveau de toutes les variables.

Test de Jarque-Bera: Le test de Jarque-Bera est un test statistique utilisé pour déterminer si une distribution des données suit une loi normale. Un p-value supérieur à 0,05 permet de ne pas rejeter l'hypothèse de normalité. Dans ce cas, le p-value est supérieur à 0,05 pour toutes les variables, ce qui ne permet pas de rejeter l'hypothèse de normalité.

test de Dicky Fuller (ADF) : un test de Dicky Fuller augmenté est effectué pour vérifier la stationnarité des séries chronologiques. Notons que les variables étaient transformées en logarithme. Les résultats de ce test sont illustrés dans le tableau 04.

modeles	ADF en niveau						conclusio	ADF en 1ere		Ordre
variables							n	différence		(I)
								M1		
	M3		M2		M1			T-ADF	-	
	T-ADF	Trend	T-ADF	T-Constant	T-ADF					
									-	
LEXPO	3.18	-1.329349	2.89	1.961403	-1.949609	0.854432	DSSD	-1.949856	-5.392770	I(1)
LGOUV	3.18	-2.773128	2.89	0.408383	-1.949609	0.980822	DSSD	-1.949856	-0.984420	I(1)
LIDE	3.18	1.828497	2.89	3.983161	-1.94		TS	-	-	
LPRODHYD	3.18	0.088329	2.89	2.064408	-1.949856	0.744562	DSSD	-1.94	-3.388318	I(1)
LTCH	3.18	2.902795	2.89	4.344193	-1.94	-	TS	-	-	-
LTOUV	3.18	-0.878367	2.89	3.543200	-1.94	-	TS	-	-	-
LPIBH	3.18	2.436167	2.89	0.762259	-1.94	0.439982	DSSD	-1.94	-3.829117	I(1)

Les résultats illustrés dans le tableau montrent la variables LIDE LTCH LTOUV sont stationnaires à niveau et LEXPO LGOUV LPRODHYD ET LPiBH sont stationnaires en 1ère différences et intégrées d'ordres 1

1.3- matrice de corrélation.

La matrice de corrélation montre la force et la direction de la relation entre chaque paire de variables. Les valeurs de corrélation sont comprises entre -1 et 1. Une valeur de 1 indique une corrélation positive parfaite, ce qui signifie que les deux variables varient dans le même sens. Une valeur de -1 indique une corrélation négative parfaite, ce qui signifie que les deux variables varient en sens inverse. Une valeur de 0 indique qu'il n'y a pas de corrélation entre les deux variables.

	LEXPO	LPRODHYD	LGOUVV	LIDE	LPIBH	LTCH	LTOUV
LEXPO	1.000000	0.930214	-0.395634	0.513693	0.372125	0.699855	0.039058
LPRODHYD	0.930214	1.000000	-0.119551	0.549063	0.571603	0.792850	-0.118832
LGOUVV	-0.395634	-0.119551	1.000000	0.037539	0.618235	0.017702	-0.389416
LIDE	0.513693	0.549063	0.037539	1.000000	0.398710	0.421960	-0.122372
LPIBH	0.372125	0.571603	0.618235	0.398710	1.000000	0.501317	-0.264198
LTCH	0.699855	0.792850	0.017702	0.421960	0.501317	1.000000	-0.325459
LTOUV	0.039058	-0.118832	-0.389416	-0.122372	-0.264198	-0.325459	1.000000

Interprétation de la matrice de corrélation

LEXPO

- **LPRODHYD** : La corrélation entre LEXPO et LPRODHYD est de 0,930214. Il s'agit d'une corrélation positive forte, ce qui signifie que les deux variables augmentent et diminuent ensemble. Autrement dit, plus la valeur de LEXPO est élevée, plus la valeur de LPRODHYD est susceptible d'être élevée également.
- **LGOUVV** : La corrélation entre LEXPO et LGOUVV est de -0,395634. Il s'agit d'une corrélation négative modérée, ce qui signifie que les deux variables varient en sens inverse. Autrement dit, plus la valeur de LEXPO est élevée, plus la valeur de LGOUVV est susceptible d'être faible.

LPRODHYD

- **LGOUVV** : La corrélation entre LPRODHYD et LGOUVV est de -0,119551. Il s'agit d'une corrélation négative faible, ce qui signifie que les deux variables varient légèrement en sens inverse. Autrement dit, il n'y a pas de relation forte entre les deux variables.

En se basant sur la matrice de corrélation, on peut dire que :

- LEXPO et LPRODHYD sont positivement corrélés. Cela signifie qu'ils augmentent et diminuent ensemble.
- LEXPO et LGOUVV sont négativement corrélés. Cela signifie qu'ils varient en sens inverse.
- LPRODHYD et LGOUVV sont légèrement corrélés négativement. Cela signifie qu'il n'y a pas de relation forte entre les deux variables.

Il est important de noter que la corrélation ne signifie pas causalité. Le fait que deux variables soient corrélées ne signifie pas que l'une d'entre elles cause l'autre

Section 02 : Modélisation de la relation entre la production d'hydrocarbures et les exportations. ($Y_t = a_0 + a_1x_1 + a_2x_2 + \dots + a_kx_k + E_t$)

Cette section sera consacrée à une analyse économétrique des exportations (EXPO) en fonction du taux de gouvernance (GOUV), la production des hydrocarbures (PRODHYD), et le taux de change (TCH) qui couvrent une période 1984-2023, en utilisant le logiciel Eviews 13. Après estimation des paramètres du modèle par régression simple et multiple nous allons faire des tests de validation par la suite estimer le var

2.1-Estimation des paramètres du modèle.

Dans l'objectif de rendre l'amplitude des séries constantes, d'éliminer l'hétéroscédasticité des résidus et de ramener les données à la même unité de mesure, nous avons transformé les séries en logarithme (LOG). La spécification du modèle est donnée comme suit :

$$\text{Logexp}_t = f(\text{logprodhyd}_t, \text{loggouv}_t, \text{logpih}_t, \text{logtch}_t)$$

$$\text{Logexp}_t = c + \alpha_1 \text{logprodhyd}_t + \alpha_2 \text{loggouv}_t + \alpha_3 \text{logpih}_t + \alpha_4 \text{logtch}_t$$

2.1.1- Régression simple.

Dependent Variable: LEXPO

Method: Least Squares

Date: 06/24/24 Time: 11:25

Sample: 1984 2023

Included observations: 40

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPRODHYD	1.020532	0.065319	15.62383	0.0000
C	19.96489	0.279768	71.36218	0.0000
R-squared	0.865298	Mean dependent var	24.33282	
Adjusted R-squared	0.861753	S.D. dependent var	0.179757	
S.E. of regression	0.066836	Akaike info criterion	-2.524431	
Sum squared resid	0.169750	Schwarz criterion	-2.439987	
Log likelihood	52.48863	Hannan-Quinn criter.	-2.493899	
F-statistic	244.1041	Durbin-Watson stat	0.488495	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Le coefficient de régression de PRODHYD est de 1,020532. Cela signifie que pour chaque augmentation d'une unité de PRODHYD, il y a une augmentation attendue de 1,020532 de LEXPO. Autrement dit, il existe une relation positive et statistiquement significative entre PRODHYD et LEXPO. La t-statistique de PRODHYD est de 15.62383. Cette valeur est beaucoup plus grande que la valeur critique de 1,96 à un niveau de signification de 0,05. Cela signifie que la relation entre PRODHYD et LEXPO est statistiquement significative.

Sur la base des résultats de la régression, nous pouvons conclure qu'il existe une relation positive et statistiquement significative entre PRODHYD et LEXPO. Cela signifie qu'une augmentation de la production d'hydrocarbures (PRODHYD) est associée à une augmentation des exportations de produits pétroliers (LEXPO).

2.1.2- Régression multiple.

Dependent Variable: LEXPO

Method: Least Squares

Date: 06/25/24 Time: 02:16

Sample: 1984 2023

Included observations: 40

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPRODHYD	0.995536	0.070499	14.12124	0.0000
LGOUVV	-0.627616	0.085684	-7.324817	0.0000
LTCH	-0.002443	0.010732	-0.227598	0.8212
C	21.01529	0.322668	65.12977	0.0000
R-squared	0.947445	Mean dependent var	24.33282	
Adjusted R-squared	0.943065	S.D. dependent var	0.179757	
S.E. of regression	0.042892	Akaike info criterion	-3.365627	
Sum squared resid	0.066230	Schwarz criterion	-3.196739	
Log likelihood	71.31254	Hannan-Quinn criter.	-3.304563	
F-statistic	216.3301	Durbin-Watson stat	1.287495	
Prob (F-statistic)	0.000000			

Notre modèle économétrique vise à estimer l'impact de la production d'hydrocarbures (lprodhyd) sur les exportations (lexpo) en Algérie, en tenant compte de deux autres variables explicatives : la gouvernance (lgouv) et le taux de change (ltch). L'étude porte sur la période de 1984 à 2023.

Interprétation des coefficients

Production d'hydrocarbures (lprodhyd): Le coefficient de cette variable est positif et statistiquement significatif à un seuil de 5%, ce qui indique qu'une augmentation de la production d'hydrocarbures conduit à une augmentation des exportations. Cela est cohérent avec l'idée que les hydrocarbures constituent une source majeure de recettes d'exportation pour l'Algérie.

Gouvernance (lgouv): Le coefficient de cette variable est négatif et statistiquement significatif à un seuil de 5%, ce qui suggère qu'une meilleure gouvernance est associée à une diminution des exportations. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une meilleure gouvernance peut conduire à une utilisation plus efficace des ressources et à une diversification de l'économie, ce qui peut réduire la dépendance du pays aux exportations d'hydrocarbures.

Taux de change (Itch): Le coefficient de cette variable est négatif mais non statistiquement significatif, ce qui indique qu'il n'y a pas de relation claire entre le taux de change et les exportations. Cela peut s'expliquer par le fait que l'effet du taux de change sur les exportations peut être atténué par d'autres facteurs, tels que la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux

Qualité du modèle

Le modèle présente un bon ajustement, avec un R-squared de 0,947. Cela signifie que 94,7% de la variation des exportations est expliquée par les trois variables explicatives du modèle. Le modèle est également statistiquement significatif, avec un p-value de F-statistic de 0,000.

Les résultats de votre modèle suggèrent qu'il existe une relation positive entre la production d'hydrocarbures et les exportations en Algérie. Cependant, cette relation est modérée par la gouvernance, qui a un effet négatif sur les exportations. Le taux de change n'a pas d'effet significatif sur les exportations

Recommandations

Sur la base de ces résultats, il est possible de formuler les recommandations suivantes :

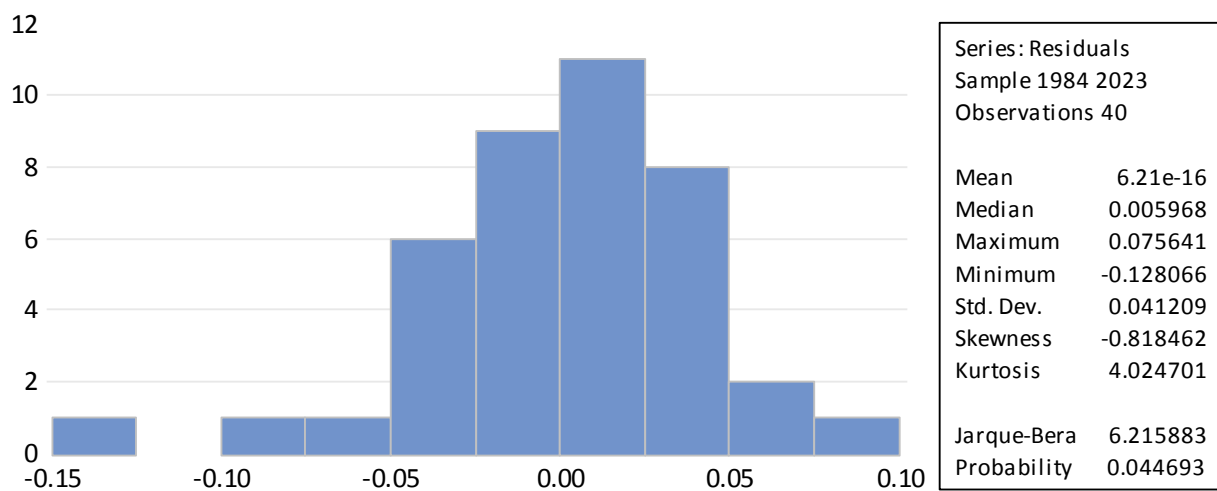
- **Promouvoir la production d'hydrocarbures :** L'augmentation de la production d'hydrocarbures peut contribuer à stimuler les exportations et la croissance économique de l'Algérie. Cependant, il est important de veiller à ce que cette production soit durable et respectueuse de l'environnement.
- **Améliorer la gouvernance :** Une meilleure gouvernance peut contribuer à diversifier l'économie et à réduire la dépendance du pays aux exportations d'hydrocarbures. Cela peut se traduire par une amélioration de la transparence, de l'efficacité de l'administration publique et de l'état de droit.
- **Surveiller le taux de change :** Le taux de change peut avoir un impact sur la compétitivité des exportations algériennes. Il est important de surveiller le taux de change et de prendre des mesures si nécessaire pour soutenir la compétitivité des exportateurs algériens.

Limites de l'étude.

Il est important de noter que cette étude présente certaines limites. La première limite est que la période d'étude est relativement courte, ce qui peut limiter la généralisation des résultats. La deuxième limite est que l'étude ne prend pas en compte d'autres facteurs qui pourraient avoir un impact sur les exportations, tels que les prix des hydrocarbures ou la situation économique mondiale.

2.1.3- Test de validations.

Figure 08 : Test de normalité JARQUE BERA



La figure ci-dessus montre les résultats d'un test de normalité de Jarque-Bera. Ce test est utilisé pour déterminer si une distribution de données est normale. La statistique de test de Jarque-Bera est de 6,215883 et la p-valeur est de 0,044693.

La statistique de test de Jarque-Bera est de 6,215883. Cette valeur est supérieure à la valeur critique de 5,99 à un niveau de signification de 0,05. Cela signifie que nous pouvons rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle la distribution des résidus est normale.

La p-valeur est de 0,044693. Cette valeur est inférieure au niveau de signification de 0,05. Cela signifie que nous pouvons rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle la distribution des résidus est normale. Sur la base des résultats du test de Jarque-Bera, nous pouvons conclure que la distribution des résidus n'est pas normale. Cela signifie que les hypothèses de la régression linéaire ne sont pas satisfaites.

Il est important de noter que le test de normalité de Jarque-Bera est sensible aux valeurs aberrantes. Si notre ensemble de données contient des valeurs aberrantes, le test peut rejeter l'hypothèse nulle de normalité même si la distribution des données est en fait normale.

- Test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	1.582538	Prob. F(3,36)	0.2105
Obs*R-squared	4.660508	Prob. Chi-Square(3)	0.1984
Scaled explained SS	5.709141	Prob. Chi-Square(3)	0.1267

Le test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey est un test statistique utilisé pour déterminer si les erreurs d'un modèle de régression linéaire sont homoscédastiques ou hétéroscédastiques. L'hypothèse nulle du test est que les erreurs sont homoscédastiques, ce qui signifie que leur variance est constante à travers toutes les observations. L'alternative est que

les erreurs sont hétéroscédastiques, ce qui signifie que leur variance varie à travers les observations.

La valeur de la statistique F est de 1,582538 et la p-value est de 0,2105. Comme la p-value est supérieure au seuil de signification de 0,05, nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité.

Sur la base de ce test, nous ne pouvons pas conclure que les erreurs du modèle sont hétéroscédastiques.

Dans ce cas, la p-value du test est de 0,2105, ce qui est supérieur au seuil de signification de 0,05. Cela signifie que nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité. En d'autres termes, il n'y a pas suffisamment de preuves pour conclure que les erreurs du modèle sont hétéroscédastiques.

Si les erreurs d'un modèle de régression linéaire sont hétéroscédastiques, les estimations des coefficients du modèle et leurs erreurs standard sont biaisées. Cela signifie que les résultats du modèle peuvent ne pas être fiables. Par conséquent, il est important de vérifier l'hétéroscédasticité avant d'interpréter les résultats d'un modèle de régression linéaire.

- Test de corrélogramme

Date: 06/25/24 Time: 02:44
Sample: 1984 2023
Included observations: 40

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	-0.096	-0.096	0.4007	0.527
		2	-0.135	-0.146	1.2093	0.546
		3	-0.001	-0.031	1.2094	0.751
		4	0.232	0.216	3.7224	0.445
		5	-0.117	-0.078	4.3814	0.496
		6	-0.023	0.015	4.4074	0.622
		7	0.028	0.007	4.4475	0.727
		8	0.092	0.049	4.8958	0.769
		9	-0.007	0.056	4.8988	0.843
		10	-0.014	-0.002	4.9105	0.897
		11	-0.080	-0.090	5.2779	0.917
		12	0.022	-0.023	5.3073	0.947
		13	-0.045	-0.068	5.4354	0.964
		14	-0.117	-0.132	6.3186	0.958
		15	-0.098	-0.116	6.9622	0.959
		16	0.117	0.050	7.9187	0.951
		17	0.026	0.042	7.9678	0.967
		18	-0.018	0.062	7.9938	0.979
		19	-0.028	0.022	8.0571	0.986
		20	0.237	0.230	12.793	0.886

Le test de corrélogramme, également connu sous le nom de test d'autocorrélation, permet de mesurer la dépendance linéaire entre les valeurs d'une série temporelle et ses valeurs passées. Il s'agit d'un test important en analyse statistique, car il peut aider à identifier des modèles de dépendance qui peuvent avoir un impact sur l'analyse des données

Le tableau des résultats du test de corrélogramme fournit des informations sur la corrélation entre les valeurs de la série temporelle et ses valeurs passées à différents décalages. Les informations clés à interpréter sont les suivantes :

- Décalage : Le décalage représente le nombre de périodes temporelles entre la valeur actuelle et la valeur passée.
- Autocorrélation (AC): L'autocorrélation mesure la corrélation entre la valeur actuelle et la valeur passée à un décalage donné. Une valeur d'autocorrélation positive indique une

corrélation positive, ce qui signifie que les valeurs tendent à augmenter ou diminuer ensemble. Une valeur d'autocorrélation négative indique une corrélation négative, ce qui signifie que les valeurs tendent à augmenter dans un sens et à diminuer dans l'autre. Une valeur d'autocorrélation de 0 indique qu'il n'y a pas de corrélation linéaire entre les valeurs.

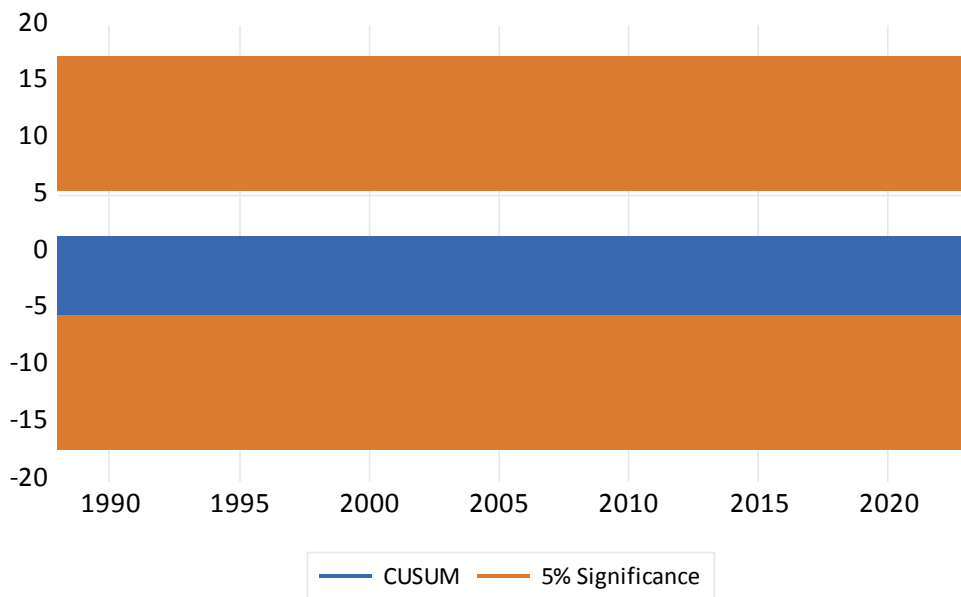
- **Corrélation partielle (PAC):** La corrélation partielle est similaire à l'autocorrélation, mais elle prend en compte l'effet des autres valeurs passées. Cela signifie que la corrélation partielle mesure la corrélation entre la valeur actuelle et la valeur passée à un décalage donné, en contrôlant l'effet des autres valeurs passées.
- **Valeur Q et p-value :** La valeur Q et la p-value sont des mesures statistiques qui permettent de tester la signification statistique de l'autocorrélation. Une valeur Q élevée et une p-value faible indiquent que l'autocorrélation est statistiquement significative.

Dans le cas du test de corrélogramme présenté dans l'image, on peut observer les points suivants :

- **Autocorrélation :** L'autocorrélation est positive pour les décalages 1 à 3, puis devient négative pour les décalages restants. Cela indique qu'il existe une corrélation positive entre les valeurs de la série temporelle et ses valeurs passées à court terme, mais que cette corrélation devient négative à long terme.
- **Corrélation partielle :** La corrélation partielle est généralement plus faible que l'autocorrélation, ce qui suggère que l'effet des autres valeurs passées est important.
- **Valeur Q et p-value :** La valeur Q est élevée pour les décalages 1 à 3, et la p-value est faible pour ces décalages. Cela indique que l'autocorrélation est statistiquement significative pour ces décalages.

Sur la base des résultats du test de corrélogramme, on peut conclure qu'il existe une corrélation positive entre les valeurs de la série temporelle et ses valeurs passées à court terme. Cependant, cette corrélation devient négative à long terme. Il est important de prendre en compte cette corrélation lors de l'analyse des données, car elle peut affecter l'interprétation des résultats.

Figure 09 : Test de cusum



Les limites de contrôle supérieure et inférieure (en rouge) sont représentées par des lignes horizontales à 5 % de part et d'autre de zéro. Si la ligne CUSUM franchit l'une de ces limites, cela indique qu'il y a eu un changement statistiquement significatif

Dans le cas présent, la ligne CUSUM a franchi la limite de contrôle supérieure en 2001 et 2014, ce qui indique qu'il y a eu une augmentation statistiquement significative

Sur la base du test CUSUM, on peut conclure que notre modèle estimé a été stable sur la période étudiée. Il n'y a pas eu de changement statistiquement significatif.

Le test CUSUM est sensible au choix de la période de moyenne mobile. Une période de moyenne mobile plus longue rendra le test plus sensible aux changements de tendance à long terme, tandis qu'une période de moyenne mobile plus courte rendra le test plus sensible aux changements de tendance à court terme.

Le modèle VAR

Les modèles Vector Auto Regressive (VAR) ont été introduits par Sims (1980) « comme réponse à la critique des méthodes d'identification généralement utilisées dans les modèles économétriques traditionnels » (Hairault (1995), p.89). La modélisation consiste à modéliser les interactions existantes entre les variables stationnaires à partir de leur passé et de celui des autres variables. Autrement dit, elle « permet de résumer les corrélations entre les variables sans préjuger de la forme des liens entre celles-ci » (Garcia et Verdelhan (2001) ⁹⁴). Ces modèles sont utilisés pour analyser l'efficacité et la dynamique générale des variables. Ils fournissent une méthode commode d'analyse de l'impact d'une variable donnée sur elle-même et sur les autres variables en utilisant des instruments d'analyse portant sur les tests de causalité, la décomposition de la variance de l'erreur de prévision et les réponses impulsionnelles. Ils permettent également d'analyser les interactions des variables entre elles en faisant abstraction aux contraintes liées à la structure théorique (Touati K, 2023, p 84).

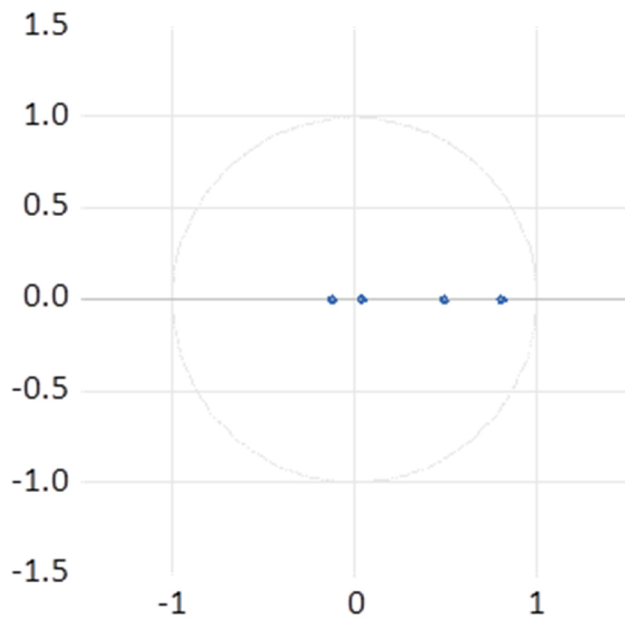
⁹⁴ William Green. Econométrie. Paris: Pearson Education ,5e Edition,2006

Vector Autoregression Estimates
 Date: 06/24/24 Time: 11:51
 Sample (adjusted): 1986 2023
 Included observations: 38 after adjustments
 Standard errors in () & t-statistics in []

	D(LEXPO)	LGOUV	D(LPRODHYD)	D(LTCH)
D(LEXPO(-1))	-0.103427 (0.18245) [-0.56687]	0.032250 (0.29522) [0.10924]	0.182641 (0.11301) [1.61620]	-0.321468 (0.50421) [-0.63756]
LGOUV(-1)	-0.013863 (0.05203) [-0.26645]	0.690238 (0.08419) [8.19905]	0.027251 (0.03223) [0.84564]	0.128058 (0.14378) [0.89062]
D(LPRODHYD(-1))	0.602310 (0.28012) [2.15015]	0.140210 (0.45326) [0.30934]	0.316757 (0.17350) [1.82566]	0.711116 (0.77414) [0.91859]
D(LTCH(-1))	0.130598 (0.06689) [1.95238]	0.315987 (0.10823) [2.91948]	-0.001801 (0.04143) [-0.04346]	0.310014 (0.18486) [1.67703]
C	0.010876 (0.07395) [0.14706]	0.441237 (0.11966) [3.68750]	-0.035426 (0.04580) [-0.77342]	-0.134495 (0.20437) [-0.65810]
Adjusted R-squared	0.211843	0.817911	0.327400	0.194464
Adjusted R-squared	0.116309	0.795840	0.245872	0.096823
Sum of squared residuals	0.086414	0.226240	0.033151	0.659964
F-statistic	0.051172	0.082799	0.031695	0.141417
Log likelihood	2.217462	37.05762	4.015829	1.991628
Akaike information criterion	61.71796	43.43151	79.92149	23.09031
Schwarz criterion	-2.985156	-2.022711	-3.943237	-0.952121
Hannan-Quinn criterion	-2.769684	-1.807239	-3.727765	-0.736650
Mean dependent variable	0.007004	1.494007	0.009350	0.087254
Standard deviation of dependent variable	0.054436	0.183249	0.036498	0.148805
Determinant resid covariance (dof adj.)		2.11E-10		
Determinant resid covariance		1.20E-10		
Log likelihood		218.3516		
Akaike information criterion		-10.43956		
Schwarz criterion		-9.577672		
Number of coefficients		20		

Figure 10 : Estimation de la VAR

Inverse Roots of AR Characteristic Polynomial



Le test des racines inverses de l'AR est un test de stabilité utilisé pour déterminer si un modèle autorégressif (AR) est stationnaire ou non. Un modèle stationnaire est un modèle dont les propriétés statistiques ne changent pas avec le temps.

On constate que l'inverse des racines se trouve à l'intérieur du cercle, donc VAR(1) est stationnaire, on le valide. D'après les résultats des tests précédents d'analyse des résidus, nous confirmons la validation du modèle VAR.

	Var 01	Var 02	Var 03	Var 04
Akaike AIC	- 2.985156	- 2.770540	- 2.661843	-2.467771
Schwarz SC	- 2.769684	- 2.378695	- 2.090016	-1.712316

Etude de la causalité.

L'analyse de la causalité va nous permettre de savoir la relation entre les variables (EXPO, PRODHYD, IDE, GOUV, TCH), et leur influence entre elles. L'analyse de la causalité est une étape nécessaire pour l'analyse de la dynamique du VAR, les résultats obtenus après avoir effectué le test de causalité au sens de Granger sont les suivants :

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 06/30/24 Time: 08:27

Sample: 1984 2023

Lags: 1

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
LGOUV does not Granger Cause D(LEXPO)	38	1.20731	0.2794
D(LEXPO) does not Granger Cause LGOUV		0.00017	0.9896
D(LPRODHYD) does not Granger Cause D(LEXPO)	38	3.54071	0.0682
D(LEXPO) does not Granger Cause D(LPRODHYD)		3.14689	0.0848
D(LTCH) does not Granger Cause D(LEXPO)	38	3.44231	0.0720
D(LEXPO) does not Granger Cause D(LTCH)		0.00448	0.9470
D(LPRODHYD) does not Granger Cause LGOUV	38	0.05195	0.8210
LGOUV does not Granger Cause D(LPRODHYD)		1.34746	0.2536
D(LTCH) does not Granger Cause LGOUV	38	8.88679	0.0052
LGOUV does not Granger Cause D(LTCH)		1.29880	0.2622
D(LTCH) does not Granger Cause D(LPRODHYD)	38	0.34560	0.5604
D(LPRODHYD) does not Granger Cause D(LTCH)		1.07560	0.3068

Les tests de causalité de Granger sont utilisés pour déterminer si une variable peut être utilisée pour prédire une autre variable. Dans ce cas, les tests examinent si les valeurs passées d'une variable peuvent être utilisées pour améliorer la prévision des valeurs futures d'une autre variable.

Notre étude nous montre ici qu'il y a une relation de causalité entre la production des hydrocarbures et les exportations algériennes de respectivement 0.0682 et 0.0848 au seuil de 10%. Cela signifie que LPRODHYD peut améliorer les exportations.

Le test de causalité de D pour D(LTCH) et D(LEXPO) indique que le taux de change cause les exportations au seuil de signification de 10%. Cela signifie que les valeurs passées de D(LTCH) peuvent être utilisées pour améliorer la prévision des valeurs futures de D(LEXPO).

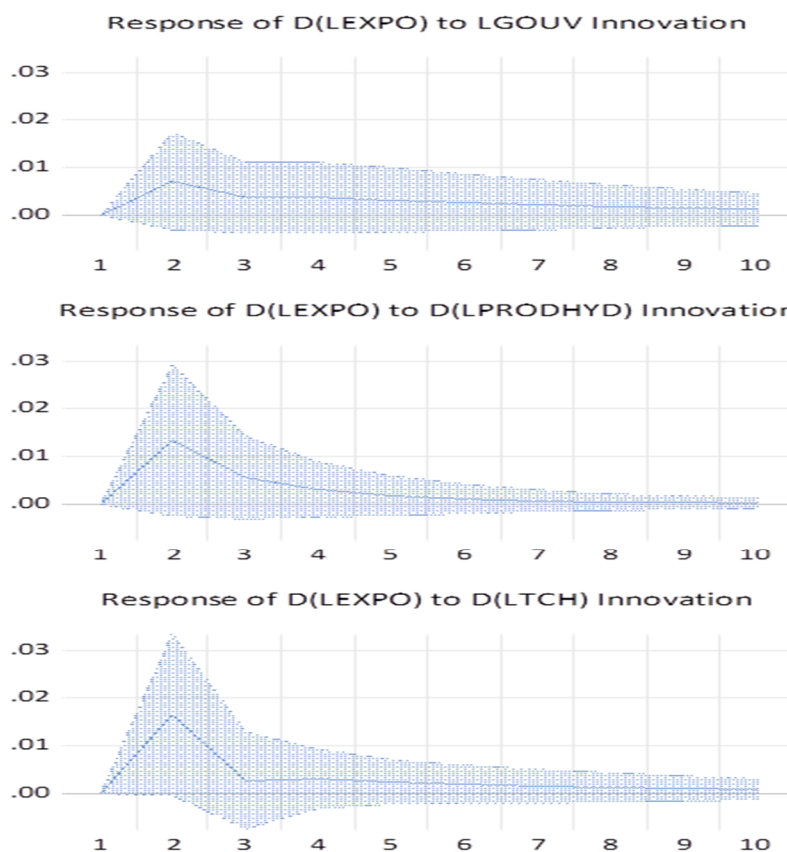
Au niveau du taux de change et de la gouvernance, on peut dire que la bonne gouvernance influence positivement le taux de change au seuil de 10%.

Fonction de réponses impulsionnelles.

Les figures qui suivent retracent les réponses à des chocs sur les résidus des variables étudiées. L'horizon temporel des réponses est fixé sur ces dix périodes et il représente le délai nécessaire pour que les variables retrouvent leurs niveaux de long terme. Les variables que nous avons retenues pour simuler les chocs sont : la gouvernance (GOUV), les exportations (X), la production des hydrocarbures (PRODHYD), les investissements directs étrangers (IDE) et le taux de change (TCH).

Figure 11 : Réponses aux impulsions.

Response to Cholesky One S.D. (d.f. adjusted) Innovations
95% CI using analytic asymptotic S.E.s



Les résultats des fonctions de réponse impulsionnelle des différentes variables à un choc des exportations de 1% permettent de tirer les conclusions suivantes :

- Pour la gouvernance (LGOUV) : l'effet d'une augmentation de la gouvernance est positif pour la 1^{ère} année et la 2^e année et juste considérablement pendant la 3^e année stagne jusqu'à la 6^e année, mais à partir de la 6^e année l'effet tend vers 0.
- Pour la production des hydrocarbures D(LPRODHYD) : L'effet d'un choc de la production des hydrocarbures a un effet positif sur les exportations de la 1^{ère} à la 2^e année et de cet effet diminue depuis la 2^e année jusqu'à la 5^e année et de là jusqu'à la fin l'effet tend vers 0.
- Pour le taux de change D(LTCH) : nous constatons qu'un effet positif de exportations sur le taux de change a un effet positif les deux premières périodes et cet effet diminue de la deuxième à la troisième période et de la troisième à la quatrième année et depuis la cinquième période l'effet est progressivement nul.

Conclusion.

Dans le but de mener à bien ce chapitre, nous avons débuté notre étude par une analyse préliminaire afin de mieux structurer et représenter les informations contenues dans les données pour bien cerner l'impact des hydrocarbures sur les exportations.

L'objectif de ce chapitre était de modéliser l'impact des hydrocarbures sur les exportations en Algérie, où l'objectif est d'analyser la dynamique des exportations en fonction de la gouvernance, le taux de change, les investissements directs étrangers et la production des hydrocarbures, sur une période allant de 1984 jusqu'à 2023.

Plus précisément, l'étude s'est concentrée sur la vérification de la relation entre la diversification des exportations et les variables explicatives en utilisant les données annuelles couvrant la période (1984-2023).

De par ce fait, notre analyse a débuté par l'étude graphique de chaque série, afin d'entrevoir leur évolution dans le temps. Ensuite, nous avons utilisés le test de racine unitaire (ADF) qui nous à montrer que trois variables sont stationnaires à niveau et les autres variables sont stationnaires et intégrées de même ordre. Cela pour pouvoir estimer un modèle VAR, passant par le test de causalité et celui de la réponse impulsionnelle. Cependant, afin d'une innovation enregistrée au niveau d'une variable sur une autre variable, nous avons eu recours à l'analyse des chocs.

Conclusion générale.

A l'évidence, malgré la crise, le secteur des hydrocarbures offre encore une fenêtre historique pour financer le développement de l'Algérie et faire émerger une économie diversifiée et compétitive. Dans le passé, cette opportunité n'a été que partiellement saisie malgré quelques résultats palpables dans les sphères sociale et économique (lancement des grands travaux d'infrastructures, règlement de la question de l'eau, programme d'un million de logements etc.).

Il reste à ce propos deux contraintes lourdes non encore prises en charge, outre la réalisation des infrastructures qu'il faudra mener à son terme du fait de son utilité et de l'assèchement d'une partie des rentes. La première est l'inexistence à ce jour d'une sérieuse politique publique de l'offre centrée sur le développement de l'entreprise, institution centrale pour assurer un développement durable et diversifié. La seconde porte sur les difficultés à opérer des ajustements en profondeur dans le secteur de l'énergie lui-même comme le montre cette contribution. Il s'agit essentiellement :

- De définir un consensus national sur le profil optimal des exportations d'hydrocarbures à moyen terme, notamment pour le gaz naturel ;
- De réévaluer régulièrement, en toute transparence, les coûts du gaz et des inputs énergétiques en Algérie pour éviter des transferts implicites de rentes au motif d'avantages comparatifs (le prix de vente local du gaz aux industries pétrochimiques et celles fortement consommatrices de gaz est à l'évidence trop faible eu égard aux évolutions des prix internationaux) ;
- D'implanter effectivement un modèle de consommation énergétique sobre, pour limiter les gaspillages actuels à la fois des ménages et des activités ;
- De lancer un vaste programme d'énergies nouvelles plus consistant et moins angoissé

; et enfin

- D'investir dans les hommes et les technologies pour consolider les savoir-faire et l'expertise collectifs qu'a développés le pays dans le secteur des hydrocarbures.

Malgré tout, on ne peut en effet s'empêcher de constater que le secteur des hydrocarbures a renforcé, année après année, sa position, déjà prépondérante, dans l'économie algérienne.

Conséquence de cette dynamique, la part du secteur des hydrocarbures dans le produit intérieur brut (PIB), dans les recettes budgétaires de l'État, dans les investissements, dans les exportations n'a cessé de progresser au cours des dernières années.

La place du secteur des hydrocarbures devrait se renforcer encore davantage au cours des prochaines années, puisque selon les projections de la Sonatrach, les exportations, en volume, devraient progresser de moitié au minimum au cours des cinq prochaines années... Ces objectifs de croissance requièrent naturellement des investissements considérables et devraient permettre à ce secteur de continuer à capter l'essentiel des ressources. L'évocation de ces chiffres donne l'occasion d'insister, dans cette conclusion, sur deux points importants :

- le premier point est que cette politique qui favorise outrageusement les hydrocarbures dans l'allocation des ressources s'effectue, en fait, et malgré les apparences (la hausse des prix pétroliers en 2000 reste fondamentalement conjoncturelle), dans un contexte défavorable marqué par la tendance structurelle à la baisse des prix pétroliers et gaziers sur les marchés internationaux, par la reprise progressive du contrôle sur une partie croissante de la production et des exportations par les compagnies étrangères (nonobstant le principe de nationalisation qui est toujours formellement en vigueur) et surtout par le décrochage de pans entiers de l'économie et de la société ;
- Le deuxième point consiste, en somme, à se demander si, depuis trois décennies qu'elle est pratiquée, cette politique qui a toujours poussé à l'approfondissement de la spécialisation du pays dans les exportations d'hydrocarbures a vraiment produit un jour les résultats économiques escomptés.

Avec le recul, nous disposons aujourd'hui de réponses claires et bien étayées à cette question et il serait fastidieux d'énumérer ici tous les travers économiques et sociaux engendrés par ces choix économiques. La perspective de la faiblesse des prix pétroliers, le retour en puissance des compagnies internationales, la montée des difficultés économiques et des tensions sociales devraient plutôt inciter à rompre rapidement cette incapacité d'évolution et de blocage autour d'une spécialisation internationale en profonde crise.

Néanmoins en septembre 2000, le ministre algérien de l'Énergie avait indiqué qu'un nouveau projet de loi sur les hydrocarbures était en cours d'élaboration par son département ministériel. Ce projet de loi proposait une libéralisation profonde du fonctionnement du secteur des hydrocarbures en termes de mode de régulation, d'exploration/production, d'infrastructures de transport, de commercialisation et de tarification.

Un des objectifs de la nouvelle loi serait, entre autres, de séparer désormais, les rôles de l'État en tant que propriétaire du domaine minier (cette mission serait confiée à une nouvelle entité publique distincte de la Sonatrach), de celui de la Sonatrach qui sera transformée en société strictement commerciale soumise aux mêmes règles de concurrence que les compagnies étrangères et, surtout, de faciliter le drainage des investissements étrangers dans le secteur.

Sous réserve d'analyses plus approfondies, le nouveau projet de loi confirme donc, à travers l'adoption de mécanismes très incitatifs (libéralisation totale de l'investissement dans toute la filière amont et aval de l'industrie du pétrole et du gaz) le choix d'intensifier les exportations. Ce choix conforte nos conclusions : il risque d'aggraver davantage le développement dual de l'économie algérienne et de perpétuer sa dépendance vis-à-vis du pétrole et des recettes pétrolières.

Annexes.

Vector Autoregression Estimates

Date: 06/30/24 Time: 08:14

Sample (adjusted): 1986 2023

Included observations: 38 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

	D(LEXPO)	LGOUV	D(LPRODHYD)	D(LTCH)
D(LEXPO(-1))	-0.103427 (0.18245) [-0.56687]	0.032250 (0.29522) [0.10924]	0.182641 (0.11301) [1.61620]	-0.321468 (0.50421) [-0.63756]
LGOUV(-1)	-0.013863 (0.05203) [-0.26645]	0.690238 (0.08419) [8.19905]	0.027251 (0.03223) [0.84564]	0.128058 (0.14378) [0.89062]
D(LPRODHYD(-1))	0.602310 (0.28012) [2.15015]	0.140210 (0.45326) [0.30934]	0.316757 (0.17350) [1.82566]	0.711116 (0.77414) [0.91859]
D(LTCH(-1))	0.130598 (0.06689) [1.95238]	0.315987 (0.10823) [2.91948]	-0.001801 (0.04143) [-0.04346]	0.310014 (0.18486) [1.67703]
C	0.010876 (0.07395) [0.14706]	0.441237 (0.11966) [3.68750]	-0.035426 (0.04580) [-0.77342]	-0.134495 (0.20437) [-0.65810]
R-squared	0.211843	0.817911	0.327400	0.194464
Adj. R-squared	0.116309	0.795840	0.245872	0.096823
Sum sq. resids	0.086414	0.226240	0.033151	0.659964
S.E. equation	0.051172	0.082799	0.031695	0.141417

F-statistic	2.217462	37.05762	4.015829	1.991628
Log likelihood	61.71796	43.43151	79.92149	23.09031
Akaike AIC	-2.985156	-2.022711	-3.943237	-0.952121
Schwarz SC	-2.769684	-1.807239	-3.727765	-0.736650
Mean dependent	0.007004	1.494007	0.009350	0.087254
S.D. dependent	0.054436	0.183249	0.036498	0.148805

Determinant resid covariance (dof adj.)	2.11E-10
Determinant resid covariance	1.20E-10
Log likelihood	218.3516
Akaike information criterion	-10.43956
Schwarz criterion	-9.577672
Number of coefficients	20

Vector Autoregression Estimates

Date: 06/30/24 Time: 08:16

Sample (adjusted): 1987 2023

Included observations: 37 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

	D(LEXPO)	LGOUV	D(LPRODHYD)	D(LTCH)
D(LEXPO(-1))	-0.151909 (0.21638) [-0.70206]	0.007704 (0.28507) [0.02702]	0.159119 (0.12677) [1.25518]	-0.313505 (0.59102) [-0.53045]
D(LEXPO(-2))	-0.054575 (0.20992) [-0.25998]	0.399987 (0.27657) [1.44625]	-0.006907 (0.12299) [-0.05616]	0.213025 (0.57339) [0.37152]
LGOUV(-1)	0.030714 (0.12678) [0.24227]	0.657643 (0.16703) [3.93731]	0.157958 (0.07428) [2.12663]	0.301251 (0.34629) [0.86995]
LGOUV(-2)	-0.051619 (0.10043) [-0.51397]	-0.130863 (0.13232) [-0.98900]	-0.099797 (0.05884) [-1.69604]	-0.232414 (0.27433) [-0.84722]
D(LPRODHYD(-1))	0.537837 (0.35559) [1.51252]	-0.219920 (0.46849) [-0.46943]	0.309575 (0.20833) [1.48596]	0.934174 (0.97128) [0.96180]
D(LPRODHYD(-2))	0.303750 (0.33195) [0.91505]	0.668010 (0.43734) [1.52743]	-0.006658 (0.19448) [-0.03423]	-0.526495 (0.90671) [-0.58067]
D(LTCH(-1))	0.109906 (0.07619)	0.292063 (0.10038)	-0.023139 (0.04464)	0.309208 (0.20811)

	[1.44250]	[2.90952]	[-0.51836]	[1.48576]
D(LTCH(-2))	0.016701 (0.08514) [0.19617]	0.152221 (0.11217) [1.35707]	-0.026744 (0.04988) [-0.53615]	0.030508 (0.23255) [0.13119]
C	0.019691 (0.10181) [0.19341]	0.670785 (0.13413) [5.00102]	-0.078986 (0.05965) [-1.32423]	-0.047985 (0.27808) [-0.17256]
R-squared	0.238527	0.854138	0.411324	0.216804
Adj. R-squared	0.020963	0.812464	0.243131	-0.006967
Sum sq. resids	0.083410	0.144782	0.028631	0.622309
S.E. equation	0.054580	0.071908	0.031977	0.149082
F-statistic	1.096354	20.49535	2.445546	0.968866
Log likelihood	60.25498	50.05295	80.03665	23.07616
Akaike AIC	-2.770540	-2.219078	-3.839819	-0.760873
Schwarz SC	-2.378695	-1.827234	-3.447974	-0.369028
Mean dependent	0.007275	1.507338	0.008669	0.091446
S.D. dependent	0.055161	0.166049	0.036756	0.148565
Determinant resid covariance (dof adj.)		1.63E-10		
Determinant resid covariance		5.35E-11		
Log likelihood		227.5497		
Akaike information criterion		-10.35404		
Schwarz criterion		-8.786659		
Number of coefficients		36		

Vector Autoregression Estimates

Date: 06/30/24 Time: 08:18

Sample (adjusted): 1988 2023

Included observations: 36 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

	D(LEXPO)	LGOUV	D(LPRODHYD)	D(LTCH)
D(LEXPO(-1))	-0.121267 (0.23092) [-0.52515]	-0.048174 (0.29033) [-0.16593]	0.183423 (0.13644) [1.34438]	-0.307959 (0.59934) [-0.51383]
D(LEXPO(-2))	-0.078507 (0.24213) [-0.32423]	0.174686 (0.30443) [0.57381]	0.025871 (0.14306) [0.18084]	-0.265510 (0.62845) [-0.42249]
D(LEXPO(-3))	-0.326781 (0.26012) [-1.25626]	-0.247393 (0.32705) [-0.75644]	-0.026209 (0.15369) [-0.17053]	-0.219122 (0.67514) [-0.32456]
LGOUV(-1)	0.201724 (0.17479) [1.15409]	0.642406 (0.21976) [2.92318]	0.230643 (0.10327) [2.23329]	0.220806 (0.45367) [0.48671]
LGOUV(-2)	-0.185840 (0.16584) [-1.12061]	-0.420466 (0.20851) [-2.01655]	-0.136179 (0.09799) [-1.38978]	-0.010382 (0.43043) [-0.02412]
LGOUV(-3)	0.090564 (0.11114) [0.81488]	0.177333 (0.13973) [1.26910]	0.038363 (0.06567) [0.58422]	-0.366200 (0.28845) [-1.26952]

D(LPRODHYD(-1))	0.426785 (0.43342) [0.98470]	0.084262 (0.54493) [0.15463]	0.225887 (0.25608) [0.88208]	0.703787 (1.12492) [0.62563]
D(LPRODHYD(-2))	0.471414 (0.41713) [1.13013]	0.973129 (0.52446) [1.85550]	-0.070069 (0.24646) [-0.28430]	0.305688 (1.08266) [0.28235]
D(LPRODHYD(-3))	-0.020171 (0.39233) [-0.05141]	0.036950 (0.49328) [0.07491]	-0.001051 (0.23181) [-0.00453]	0.153238 (1.01830) [0.15048]
D(LTCH(-1))	0.100966 (0.08567) [1.17854]	0.323012 (0.10771) [2.99883]	-0.026615 (0.05062) [-0.52580]	0.257436 (0.22236) [1.15776]
D(LTCH(-2))	-0.033397 (0.09717) [-0.34371]	0.173674 (0.12217) [1.42161]	-0.054388 (0.05741) [-0.94736]	-0.018269 (0.25220) [-0.07244]
D(LTCH(-3))	-0.047605 (0.09345) [-0.50940]	0.235497 (0.11750) [2.00424]	-0.046584 (0.05522) [-0.84364]	0.473942 (0.24256) [1.95392]
C	-0.162411 (0.17202) [-0.94412]	0.834521 (0.21628) [3.85847]	-0.183968 (0.10164) [-1.81001]	0.247361 (0.44648) [0.55402]
R-squared	0.331178	0.873439	0.484685	0.391194
Adj. R-squared	-0.017773	0.807407	0.215826	0.073557
Sum sq. resids	0.071474	0.112984	0.024952	0.481487
S.E. equation	0.055745	0.070088	0.032937	0.144687
F-statistic	0.949066	13.22754	1.802744	1.231574
Log likelihood	60.91317	52.67066	79.85627	26.57731
Akaike AIC	-2.661843	-2.203926	-3.714237	-0.754295
Schwarz SC	-2.090016	-1.632100	-3.142411	-0.182469
Mean dependent	0.005858	1.515998	0.008266	0.093114
S.D. dependent	0.055257	0.159707	0.037195	0.150321
Determinant resid covariance (dof adj.)		1.64E-10		
Determinant resid covariance		2.74E-11		
Log likelihood		233.4680		
Akaike information criterion		-10.08156		
Schwarz criterion		-7.794252		
Number of coefficients		52		

Vector Autoregression Estimates

Date: 06/30/24 Time: 08:20

Sample (adjusted): 1989 2023

Included observations: 35 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

	D(LEXPO)	LGOUV	D(LPRODHYD)	D(LTCH)
D(LEXPO(-1))	-0.226596	-0.004172	0.181337	0.252223

	(0.26781)	(0.28846)	(0.16205)	(0.55888)
	[-0.84611]	[-0.01446]	[1.11903]	[0.45130]
D(LEXPO(-2))	-0.049103	0.190334	0.064529	-0.122690
	(0.28121)	(0.30289)	(0.17016)	(0.58684)
	[-0.17462]	[0.62839]	[0.37923]	[-0.20907]
D(LEXPO(-3))	-0.233056	-0.499527	0.006433	-0.583317
	(0.31165)	(0.33568)	(0.18857)	(0.65036)
	[-0.74782]	[-1.48810]	[0.03411]	[-0.89691]
D(LEXPO(-4))	-0.351167	0.041532	0.031157	1.693733
	(0.33977)	(0.36598)	(0.20559)	(0.70906)
	[-1.03353]	[0.11348]	[0.15155]	[2.38871]
LGOUV(-1)	0.147084	0.706620	0.241140	0.732772
	(0.22126)	(0.23832)	(0.13388)	(0.46173)
	[0.66477]	[2.96501]	[1.80116]	[1.58701]
LGOUV(-2)	-0.023165	-0.412599	-0.089074	-0.550324
	(0.24150)	(0.26012)	(0.14613)	(0.50397)
	[-0.09592]	[-1.58619]	[-0.60957]	[-1.09199]
LGOUV(-3)	-0.018771	0.383830	0.037016	0.497423
	(0.20157)	(0.21711)	(0.12197)	(0.42064)
	[-0.09313]	[1.76790]	[0.30349]	[1.18255]
LGOUV(-4)	0.061983	-0.279302	-0.013167	-0.711808
	(0.13652)	(0.14705)	(0.08261)	(0.28490)
	[0.45402]	[-1.89936]	[-0.15939]	[-2.49844]
D(LPRODHYD(-1))	0.484002	-0.008201	0.199393	0.054131
	(0.50933)	(0.54861)	(0.30819)	(1.06290)
	[0.95027]	[-0.01495]	[0.64697]	[0.05093]
D(LPRODHYD(-2))	0.350306	0.793424	-0.162500	0.080579
	(0.51225)	(0.55176)	(0.30996)	(1.06900)
	[0.68386]	[1.43799]	[-0.52426]	[0.07538]
D(LPRODHYD(-3))	0.250703	0.222601	0.039372	-0.946754
	(0.53289)	(0.57398)	(0.32245)	(1.11206)
	[0.47046]	[0.38782]	[0.12210]	[-0.85135]
D(LPRODHYD(-4))	-0.112052	0.138022	-0.182215	-0.174094
	(0.42620)	(0.45907)	(0.25789)	(0.88942)
	[-0.26291]	[0.30066]	[-0.70656]	[-0.19574]
D(LTCH(-1))	0.111702	0.196401	-0.034175	0.056174
	(0.10301)	(0.11096)	(0.06233)	(0.21497)
	[1.08435]	[1.77004]	[-0.54826]	[0.26131]
D(LTCH(-2))	-0.021070	0.141759	-0.073390	-0.267999
	(0.12348)	(0.13301)	(0.07472)	(0.25769)
	[-0.17063]	[1.06582]	[-0.98222]	[-1.04001]
D(LTCH(-3))	-0.069680	0.159154	-0.061809	0.380510
	(0.12238)	(0.13182)	(0.07405)	(0.25540)
	[-0.56936]	[1.20734]	[-0.83466]	[1.48988]
D(LTCH(-4))	-0.048562	0.210312	-0.015004	0.150619
	(0.11945)	(0.12867)	(0.07228)	(0.24928)
	[-0.40654]	[1.63457]	[-0.20758]	[0.60421]

C	-0.247278 (0.29553) [-0.83673]	0.831599 (0.31832) [2.61246]	-0.242395 (0.17882) [-1.35551]	0.090401 (0.61673) [0.14658]
R-squared	0.384616	0.914123	0.501463	0.632663
Adj. R-squared	-0.162393	0.837788	0.058319	0.306140
Sum sq. resid	0.065761	0.076295	0.024077	0.286387
S.E. equation	0.060443	0.065105	0.036574	0.126136
F-statistic	0.703126	11.97511	1.131604	1.937579
Log likelihood	60.18599	57.58579	77.76913	34.43796
Akaike AIC	-2.467771	-2.319188	-3.472522	-0.996455
Schwarz SC	-1.712316	-1.563733	-2.717067	-0.241000
Mean dependent	0.005912	1.517846	0.007953	0.090127
S.D. dependent	0.056062	0.161648	0.037689	0.151427
Determinant resid covariance (dof adj.)		1.46E-10		
Determinant resid covariance		1.02E-11		
Log likelihood		244.2611		
Akaike information criterion		-10.07207		
Schwarz criterion		-7.050246		
Number of coefficients		68		

RETARD DU VAR

	Var 01	Var 02	Var 03	Var 04
Akaike AIC	-2.985156	-2.770540	-2.661843	-2.467771
Schwarz SC	-2.769684	-2.378695	-2.090016	-1.712316

LPRODHYD	3.18	0.088329	2.89	2.064408	-1.949856	0.744562	DSSD	-1.94	-3.388318	I(1)
LTCH	3.18	2.902795	2.89	4.344193	-1.94	-	TS	-	-	-
LTOUV	3.18	-0.878367	2.89	3.543200	-1.94	-	TS	-	-	-
LPIBH	3.18	2.436167	2.89	0.762259	-1.94	0.439982	DSSD	-1.94	-3.829117	I(1)

EXPORTATIONS

Null Hypothesis: D(LEXPO) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.392770	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LEXPO,2)
Method: Least Squares
Date: 06/20/24 Time: 23:09
Sample (adjusted): 1986 2023
Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LEXPO(-1))	-0.877233	0.162668	-5.392770	0.0000
R-squared	0.440042	Mean dependent var		-0.000662
Adjusted R-squared	0.440042	S.D. dependent var		0.072803
S.E. of regression	0.054479	Akaike info criterion		-2.956039
Sum squared resid	0.109815	Schwarz criterion		-2.912945
Log likelihood	57.16474	Hannan-Quinn criter.		-2.940707
Durbin-Watson stat	2.044330			

Null Hypothesis: LEXPO has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.854432	0.8908
Test critical values:		
1% level	-2.625606	
5% level	-1.949609	
10% level	-1.611593	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LEXPO)
 Method: Least Squares
 Date: 06/20/24 Time: 23:08
 Sample (adjusted): 1985 2023
 Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEXPO(-1)	0.000303	0.000354	0.854432	0.3982
R-squared	-0.000632	Mean dependent var		0.007483
Adjusted R-squared	-0.000632	S.D. dependent var		0.053798
S.E. of regression	0.053815	Akaike info criterion		-2.981226
Sum squared resid	0.110050	Schwarz criterion		-2.938571
Log likelihood	59.13391	Hannan-Quinn criter.		-2.965922
Durbin-Watson stat	1.782725			

Null Hypothesis: LEXPO has a unit root

Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.954813	0.3048
Test critical values:		
1% level	-3.610453	
5% level	-2.938987	
10% level	-2.607932	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LEXPO)
Method: Least Squares
Date: 06/20/24 Time: 23:07
Sample (adjusted): 1985 2023
Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEXPO(-1)	-0.090480	0.046286	-1.954813	0.0582
C	2.209234	1.126354	1.961403	0.0574
R-squared	0.093610	Mean dependent var		0.007483
Adjusted R-squared	0.069113	S.D. dependent var		0.053798
S.E. of regression	0.051906	Akaike info criterion		-3.028862
Sum squared resid	0.099685	Schwarz criterion		-2.943551
Log likelihood	61.06281	Hannan-Quinn criter.		-2.998253
F-statistic	3.821292	Durbin-Watson stat		1.798083
Prob(F-statistic)	0.058192			

Null Hypothesis: LEXPO has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.965934	0.9372
Test critical values:		
1% level	-4.211868	
5% level	-3.529758	
10% level	-3.196411	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LEXPO)
Method: Least Squares
Date: 06/20/24 Time: 23:06
Sample (adjusted): 1985 2023
Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEXPO(-1)	-0.052249	0.054092	-0.965934	0.3405
C	1.301867	1.307210	0.995913	0.3259
@TREND("1984")	-0.001147	0.000863	-1.329349	0.1921

R-squared	0.136021	Mean dependent var	0.007483
Adjusted R-squared	0.088022	S.D. dependent var	0.053798
S.E. of regression	0.051376	Akaike info criterion	-3.025501
Sum squared resid	0.095020	Schwarz criterion	-2.897535
Log likelihood	61.99727	Hannan-Quinn criter.	-2.979588
F-statistic	2.833847	Durbin-Watson stat	1.959369
Prob(F-statistic)	0.071954		

GOUVERNANCE

Null Hypothesis: D(LGOUV) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.984420	0.2853
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LGOUV,2)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 22:53

Sample (adjusted): 1986 2023

Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LGOUV(-1))	-0.930372	0.945096	-0.984420	0.3313
R-squared	-0.003598	Mean dependent var		0.104210
Adjusted R-squared	-0.003598	S.D. dependent var		0.610915
S.E. of regression	0.612013	Akaike info criterion		1.881837
Sum squared resid	13.85872	Schwarz criterion		1.924931
Log likelihood	-34.75490	Hannan-Quinn criter.		1.897169
Durbin-Watson stat	1.024714			

Null Hypothesis: LGOUV has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.980822	0.9106
Test critical values:		
1% level	-2.625606	
5% level	-1.949609	
10% level	-1.611593	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LGOUV)
 Method: Least Squares
 Date: 06/20/24 Time: 22:52
 Sample (adjusted): 1985 2023
 Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LGOUV(-1)	0.063003	0.064235	0.980822	0.3329
R-squared	-0.002400	Mean dependent var		0.098288
Adjusted R-squared	-0.002400	S.D. dependent var		0.597450
S.E. of regression	0.598167	Akaike info criterion		1.835413
Sum squared resid	13.59654	Schwarz criterion		1.878068
Log likelihood	-34.79055	Hannan-Quinn criter.		1.850717
Durbin-Watson stat	1.049717			

Null Hypothesis: LGOUV has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.278924	0.9190
Test critical values:		
1% level	-3.610453	
5% level	-2.938987	
10% level	-2.607932	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LGOUV)
 Method: Least Squares
 Date: 06/20/24 Time: 22:50
 Sample (adjusted): 1985 2023
 Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LGOUV(-1)	-0.139470	0.500029	-0.278924	0.7819
C	0.304497	0.745616	0.408383	0.6853
R-squared	0.002098	Mean dependent var		0.098288
Adjusted R-squared	-0.024872	S.D. dependent var		0.597450
S.E. of regression	0.604835	Akaike info criterion		1.882197
Sum squared resid	13.53553	Schwarz criterion		1.967508
Log likelihood	-34.70285	Hannan-Quinn criter.		1.912806
F-statistic	0.077799	Durbin-Watson stat		1.043256
Prob(F-statistic)	0.781856			

Null Hypothesis: LGOUV has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 7 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.214522	0.9971
Test critical values:		
1% level	-4.273277	
5% level	-3.557759	
10% level	-3.212361	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LGOUV)
 Method: Least Squares
 Date: 06/20/24 Time: 22:48
 Sample (adjusted): 1992 2023
 Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LGOUV(-1)	0.313472	1.461256	0.214522	0.8321
D(LGOUV(-1))	0.522636	1.971795	0.265056	0.7934
D(LGOUV(-2))	-0.999138	1.807721	-0.552706	0.5860
D(LGOUV(-3))	1.558948	1.771353	0.880089	0.3883
D(LGOUV(-4))	-2.387136	1.642520	-1.453338	0.1602
D(LGOUV(-5))	2.461311	1.713445	1.436470	0.1649
D(LGOUV(-6))	-1.170336	1.603518	-0.729855	0.4732
D(LGOUV(-7))	2.496213	1.313962	1.899760	0.0707
C	-1.017668	2.539479	-0.400739	0.6925
@TREND("1984")	0.026902	0.019461	1.382348	0.1807

R-squared	0.321427	Mean dependent var	0.107521
Adjusted R-squared	0.043828	S.D. dependent var	0.656496
S.E. of regression	0.641948	Akaike info criterion	2.201689
Sum squared resid	9.066153	Schwarz criterion	2.659732
Log likelihood	-25.22703	Hannan-Quinn criter.	2.353517
F-statistic	1.157884	Durbin-Watson stat	1.026120
Prob(F-statistic)	0.367325		

Null Hypothesis: LIDE has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.584784	0.0038
Test critical values:		
1% level	-4.211868	
5% level	-3.529758	
10% level	-3.196411	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LIDE)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 23:27

Sample (adjusted): 1985 2023

Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIDE(-1)	-0.738509	0.161078	-4.584784	0.0001
C	10.67263	2.708773	3.940023	0.0004
@TREND("1984")	0.132253	0.072329	1.828497	0.0758
R-squared	0.368843	Mean dependent var		0.163529
Adjusted R-squared	0.333779	S.D. dependent var		5.637110
S.E. of regression	4.601143	Akaike info criterion		5.964290
Sum squared resid	762.1385	Schwarz criterion		6.092256
Log likelihood	-113.3037	Hannan-Quinn criter.		6.010203
F-statistic	10.51906	Durbin-Watson stat		2.021272
Prob(F-statistic)	0.000253			

PIBH

Null Hypothesis: D(LPIBH) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-3.829117	0.0003
Test critical values:	1% level	-2.627238	
	5% level	-1.949856	
	10% level	-1.611469	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIBH,2)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 21:56

Sample (adjusted): 1986 2023

Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIBH(-1))	-0.568602	0.148494	-3.829117	0.0005
R-squared	0.283746	Mean dependent var		-0.000261
Adjusted R-squared	0.283746	S.D. dependent var		0.028436
S.E. of regression	0.024066	Akaike info criterion		-4.590092
Sum squared resid	0.021429	Schwarz criterion		-4.546998
Log likelihood	88.21176	Hannan-Quinn criter.		-4.574760
Durbin-Watson stat	2.091387			

Null Hypothesis: LPIBH has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.439982	0.8043
Test critical values:	1% level	-2.627238
	5% level	-1.949856
	10% level	-1.611469

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIBH)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 21:55

Sample (adjusted): 1986 2023

Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBH(-1)	0.000215	0.000488	0.439982	0.6626
D(LPIBH(-1))	0.422166	0.151599	2.784760	0.0085
R-squared	0.177075	Mean dependent var		0.003310
Adjusted R-squared	0.154216	S.D. dependent var		0.026458
S.E. of regression	0.024332	Akaike info criterion		-4.542824
Sum squared resid	0.021314	Schwarz criterion		-4.456635
Log likelihood	88.31365	Hannan-Quinn criter.		-4.512158
Durbin-Watson stat	2.081720			

Null Hypothesis: LPIBH has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.755038	0.8202
Test critical values:		
1% level	-3.615588	
5% level	-2.941145	
10% level	-2.609066	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIBH)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 21:54

Sample (adjusted): 1986 2023

Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBH(-1)	-0.022764	0.030149	-0.755038	0.4553
D(LPIBH(-1))	0.440728	0.154421	2.854072	0.0072
C	0.187655	0.246183	0.762259	0.4510
R-squared	0.190513	Mean dependent var		0.003310
Adjusted R-squared	0.144257	S.D. dependent var		0.026458
S.E. of regression	0.024475	Akaike info criterion		-4.506657
Sum squared resid	0.020966	Schwarz criterion		-4.377374
Log likelihood	88.62648	Hannan-Quinn criter.		-4.460659
F-statistic	4.118639	Durbin-Watson stat		2.113910
Prob(F-statistic)	0.024755			

Null Hypothesis: LPIBH has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.460997	0.3445
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIBH)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 21:52

Sample (adjusted): 1986 2023

Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBH(-1)	-0.121771	0.049480	-2.460997	0.0191
D(LPIBH(-1))	0.389501	0.146086	2.666242	0.0117
C	0.966095	0.393978	2.452151	0.0195
@TREND("1984")	0.001481	0.000608	2.436167	0.0202
R-squared	0.310815	Mean dependent var		0.003310
Adjusted R-squared	0.250004	S.D. dependent var		0.026458
S.E. of regression	0.022913	Akaike info criterion		-4.614916
Sum squared resid	0.017850	Schwarz criterion		-4.442538
Log likelihood	91.68340	Hannan-Quinn criter.		-4.553585
F-statistic	5.111207	Durbin-Watson stat		2.136710
Prob(F-statistic)	0.005009			

PRODHYD

Null Hypothesis: D(LPRODHYD) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.388318	0.0012
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	

10% level

-1.611469

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPRODHYD,2)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 22:20

Sample (adjusted): 1986 2023

Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPRODHYD(-1))	-0.471426	0.139133	-3.388318	0.0017
R-squared	0.236637	Mean dependent var		-0.000544
Adjusted R-squared	0.236637	S.D. dependent var		0.036605
S.E. of regression	0.031982	Akaike info criterion		-4.021296
Sum squared resid	0.037846	Schwarz criterion		-3.978201
Log likelihood	77.40462	Hannan-Quinn criter.		-4.005963
Durbin-Watson stat	2.004582			

Null Hypothesis: LPRODHYD has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.744562	0.8710
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPRODHYD)
 Method: Least Squares
 Date: 06/20/24 Time: 22:18
 Sample (adjusted): 1986 2023
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPRODHYD(-1)	0.000939	0.001260	0.744562	0.4614
D(LPRODHYD(-1))	0.500388	0.145007	3.450790	0.0014
R-squared	0.243777	Mean dependent var		0.009350
Adjusted R-squared	0.222771	S.D. dependent var		0.036498
S.E. of regression	0.032177	Akaike info criterion		-3.983946
Sum squared resid	0.037272	Schwarz criterion		-3.897757
Log likelihood	77.69497	Hannan-Quinn criter.		-3.953281
Durbin-Watson stat	1.980498			

Null Hypothesis: LPRODHYD has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.033576	0.2719
Test critical values:		
1% level	-3.615588	
5% level	-2.941145	
10% level	-2.609066	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPRODHYD)
 Method: Least Squares
 Date: 06/20/24 Time: 22:05
 Sample (adjusted): 1986 2023
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPRODHYD(-1)	-0.065004	0.031965	-2.033576	0.0496
D(LPRODHYD(-1))	0.464232	0.139953	3.317061	0.0021
C	0.283427	0.137292	2.064408	0.0465
R-squared	0.325863	Mean dependent var		0.009350
Adjusted R-squared	0.287341	S.D. dependent var		0.036498
S.E. of regression	0.030811	Akaike info criterion		-4.046218
Sum squared resid	0.033227	Schwarz criterion		-3.916935
Log likelihood	79.87814	Hannan-Quinn criter.		-4.000220
F-statistic	8.459121	Durbin-Watson stat		2.004475
Prob(F-statistic)	0.001007			

Null Hypothesis: LPRODHYD has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.496788	0.8132
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPRODHYD)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 21:59

Sample (adjusted): 1986 2023

Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPRODHYD(-1)	-0.067797	0.045295	-1.496788	0.1437
D(LPRODHYD(-1))	0.468966	0.151759	3.090208	0.0040
C	0.294114	0.184498	1.594133	0.1202
@TREND("1984")	6.05E-05	0.000685	0.088329	0.9301
R-squared	0.326018	Mean dependent var		0.009350
Adjusted R-squared	0.266549	S.D. dependent var		0.036498
S.E. of regression	0.031257	Akaike info criterion		-3.993816
Sum squared resid	0.033219	Schwarz criterion		-3.821438
Log likelihood	79.88250	Hannan-Quinn criter.		-3.932485
F-statistic	5.482146	Durbin-Watson stat		2.008949
Prob(F-statistic)	0.003498			

TCH

Null Hypothesis: LTCH has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.114906	0.0028

Test critical values:	1% level	-3.626784
	5% level	-2.945842
	10% level	-2.611531

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LTCH)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 22:37

Sample (adjusted): 1988 2023

Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH(-1)	-0.097170	0.023614	-4.114906	0.0003
D(LTCH(-1))	0.087694	0.145217	0.603882	0.5503
D(LTCH(-2))	-0.092931	0.141529	-0.656623	0.5163
D(LTCH(-3))	0.325083	0.133890	2.427985	0.0212
C	0.451127	0.103846	4.344193	0.0001
R-squared	0.515766	Mean dependent var		0.093114
Adjusted R-squared	0.453285	S.D. dependent var		0.150321
S.E. of regression	0.111147	Akaike info criterion		-1.427672
Sum squared resid	0.382967	Schwarz criterion		-1.207738
Log likelihood	30.69809	Hannan-Quinn criter.		-1.350909
F-statistic	8.254675	Durbin-Watson stat		2.156384
Prob(F-statistic)	0.000118			

Null Hypothesis: LTCH has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 5 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.741973	0.0030
Test critical values:	1% level	-4.252879
	5% level	-3.548490
	10% level	-3.207094

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCH)
 Method: Least Squares
 Date: 06/20/24 Time: 22:34
 Sample (adjusted): 1990 2023
 Included observations: 34 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH(-1)	-0.286090	0.060332	-4.741973	0.0001
D(LTCH(-1))	-0.066620	0.151901	-0.438579	0.6646
D(LTCH(-2))	-0.228273	0.150138	-1.520416	0.1405
D(LTCH(-3))	0.299645	0.135628	2.209323	0.0362
D(LTCH(-4))	0.167933	0.145874	1.151217	0.2601
D(LTCH(-5))	0.230950	0.147897	1.561553	0.1305
C	0.955687	0.185702	5.146348	0.0000
@TREND("1984")	0.012022	0.004141	2.902795	0.0074
R-squared	0.647541	Mean dependent var		0.085342
Adjusted R-squared	0.552648	S.D. dependent var		0.150995
S.E. of regression	0.100992	Akaike info criterion		-1.545227
Sum squared resid	0.265184	Schwarz criterion		-1.186084
Log likelihood	34.26887	Hannan-Quinn criter.		-1.422749
F-statistic	6.823912	Durbin-Watson stat		2.328466
Prob(F-statistic)	0.000121			

TOUV

Null Hypothesis: TOUV has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.384531	0.0180
Test critical values:		
1% level	-3.621023	
5% level	-2.943427	
10% level	-2.610263	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(TOUV)

Method: Least Squares

Date: 06/20/24 Time: 23:23

Sample (adjusted): 1987 2023

Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TOUV(-1)	-0.652974	0.192929	-3.384531	0.0019
D(TOUV(-1))	1.022717	0.370916	2.757271	0.0094
D(TOUV(-2))	1.320649	0.412206	3.203856	0.0030
C	23.39287	6.602188	3.543200	0.0012
R-squared	0.426013	Mean dependent var		0.524324
Adjusted R-squared	0.373833	S.D. dependent var		4.661258
S.E. of regression	3.688488	Akaike info criterion		5.550116
Sum squared resid	448.9631	Schwarz criterion		5.724269
Log likelihood	-98.67715	Hannan-Quinn criter.		5.611513
F-statistic	8.164203	Durbin-Watson stat		1.396270
Prob(F-statistic)	0.000334			

Null Hypothesis: TOUV has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.013383	0.1423
Test critical values:		
1% level	-4.226815	
5% level	-3.536601	
10% level	-3.200320	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TOUV)
 Method: Least Squares
 Date: 06/20/24 Time: 23:20
 Sample (adjusted): 1987 2023
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TOUV(-1)	-0.821608	0.272653	-3.013383	0.0050
D(TOUV(-1))	1.099475	0.382328	2.875738	0.0071
D(TOUV(-2))	1.421608	0.429313	3.311357	0.0023
C	30.63110	10.57353	2.896961	0.0067
@TREND("1984")	-0.070818	0.080625	-0.878367	0.3863
R-squared	0.439526	Mean dependent var		0.524324
Adjusted R-squared	0.369467	S.D. dependent var		4.661258
S.E. of regression	3.701323	Akaike info criterion		5.580346
Sum squared resid	438.3934	Schwarz criterion		5.798038
Log likelihood	-98.23640	Hannan-Quinn criter.		5.657093
F-statistic	6.273641	Durbin-Watson stat		1.422679
Prob(F-statistic)	0.000762			

Bibliographie.

Mémoires :

1. Bahmed Lylia, (2012), « contribution à l'Etude de l'Apport des SIG dans la gestion des risques générés par les canalisations transport des hydrocarbures en Algérie »
2. BENGHELLAB Aml, OUELTACHE Chaima, (2023), « la problématique du développement durable en Algérie »

3. M.BENAMMAR Sofiane, M.AIT HABOUCHE Abdelmajid « commerce et revenus en Algérie : synthèse statistique économique »
4. CHABANE Nouria et LAOUIREM Naïma, « l'impact des fluctuations du prix du pétrole sur le commerce extérieur en Algérie »

Références électroniques :

1. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-1-page-127.htm#:~:text=L'activité%2520d'exploration%2520et,utilisés%2520sont%2520très%2520largement%2520étrangers>
2. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/afrique-structure-et-milieu-geographie-generale/#:~:text=Située%2520entre%252037%2021,et%2520humides%2520sous%2520l'équateur>
3. [https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Climat_de_l'Afrique#:~:text=Le%20climat%20de%20l'Afrique,et%20aride\)%2C%20climat%20subtropical%20humide](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Climat_de_l'Afrique#:~:text=Le%20climat%20de%20l'Afrique,et%20aride)%2C%20climat%20subtropical%20humide)
4. <https://traduc.com/blog/langues-plus-parlees-afrique/>
5. <https://www.cairn.info/revue-population-et-avenir-2018-4-page-14.htm>
6. <https://www.energy.gov.dz/?rubrique=hydrocarbure#:~:text=Principaux%20gisements%20d'hydrocarbures%20de,Ourhoud%20et%20Hassi%20Berkine%20Sud>
7. <https://www.aps.dz/economie/tag/Hydrocarbures>
8. <https://resourcegovernance.org/fr/articles/le-secteur-des-ressources-naturelles-en-afrique-se-caracterise-par-une-legislation>

Livres :

1. Jean Masseron, (1975), l'économie des hydrocarbures 5^e édition, Technip, Paris.
2. Corine Gendron ,(2004), la gestion environnementale et la norme ISO 14001 3^e édition, presse de l'Université de Montréal, Montréal.
3. Christian bocar , (2006), Marées noires et sols pollués par des hydrocarbures 5^e édition, Technip, Paris.
4. Nacer Eddine sadi, (2006), la privatisation des entreprises publiques en Algérie 2^e édition, Harmatan, Paris.
5. Salah mouhoubi , (2012), L'Algérie face aux chocs extérieurs 3^e édition, Harmatan, Paris.

6. Hocine mali, (2012), histoire secrète du pétrole Algérien 2^e édition, La Découverte, Paris.
7. Maurice brogini, (1973), l'exploitation des hydrocarbures en Algérie de 1956 à 1971 5^e édition, université de Nice, Nice.
8. Nicole grimaud,(1984), la politique extérieur de l'Algerie (1962-1978) 4^e édition, Karthala, Paris.

Table des matières.

Dédicaces

Remerciements

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale.....1

Chapitre 1 : Cadre théorique.....3

Section 01: cadre géographique et démographique de l'Afrique avec ses ressources naturelles	4
1.1-contexte géographique et démographique de l'Afrique.....	4
1.1.1- L'urbanisation de l'Afrique	5
1.1.2- Les richesses du sol africain.....	5
1.2-importance des ressources naturelles dans le développement économique et social en Afrique.....	6
1.2.1- Les ressources naturelles que possède l'Afrique.....	6
1.2.2- La production des ressources naturelles de l'Afrique de l'Ouest.....	7
1.2.3- La course vers les ressources naturelles de l'Afrique	8
1.2.4- La préservation des ressources naturelles en Afrique.....	8
1.3-problèmes et défis de la gestion des ressources naturelles en Afrique.....	10
1.3.1- Problématique de la préservation des ressources naturelles en Afrique.....	10
Section 02. Gestion des hydrocarbures : concepts et enjeux	11
2.1-Définition des hydrocarbures et leur importance pour l'économie algérienne.....	11
2.1.1- Chocs externes et instabilité politique.....	11
2.1.2- Détérioration des indicateurs d'endettement extérieur.....	12
2.1.3- Instabilité financière externe.....	12
2.1.4- Passage à une gestion macroéconomique des surcroûts de ressources.....	13
2.1.5- Les hydrocarbures dans l'économie algérienne.....	14
2.1.6- Une dépendance de plus en plus forte aux hydrocarbures.....	14
2.1.7- Les hydrocarbures dans l'industrie algérienne.....	17
2.1.8- les énergies fossiles.....	18
2.1.9- Le poids des hydrocarbures dans l'économie algérienne.....	19
2.1.10- L'exploitation des hydrocarbures en Algérie et ses conséquences.....	20
2.2-Modèles de gestion des hydrocarbures et leurs implications économiques et environnementales.....	21
2.2.1- La réforme du secteur des hydrocarbures en Algérie.....	21
2.2.2- Gestion environnementale de l'exploitation du pétrole.....	22
2.3-Défis de la gestion des hydrocarbures en Algérie : dépendance, fluctuation des prix, impact environnemental.....	22
2.3.1- Le marché du pétrole en Algérie.....	23
Section 03. Cadre réglementaire et politiques publiques dans le secteur des hydrocarbures en Algérie	23
3.1-Analyse des politiques gouvernementales et des réglementations concernant l'exploitation des hydrocarbures.....	24
3.1.1- La nationalisation des hydrocarbures en 1971.....	24
3.1.2- L'amendement de 1991.....	25
3.1.3- La tentative de libéralisation en 2005 et ses avatars.....	25
3.1.4- Le secteur moteur de l'économie algérienne.....	27
3.1.5- Le développement du secteur des hydrocarbures en Algérie.....	27
3.2-Évaluation des pratiques actuelles de gestion des hydrocarbures en Algérie.....	28

3.2.1- L'Allemagne et son attachement à l'hydrocarbure algérien.....	28
Chapitre 2 : Commerce international et développement économique.....	29
Section 01. Impact des hydrocarbures sur le commerce international en	
Algérie.....	30
1.1- Contribution des hydrocarbures aux exportations algériennes.....	30
1.1.1- Caractéristiques du commerce extérieur.....	31
1.1.2- Le commerce extérieur de 1971 à 1979.....	31
1.1.3- La libération du commerce extérieur en Algérie.....	32
1.1.4- Le commerce extérieur à partir de 1990.....	32
1.1.5- L'ajustement structurel et l'ouverture (1994-1998).....	33
1.1.6- La structure singulière de l'activité productive.....	34
1.1.7- L'exportation des hydrocarbures algériens et géopolitique.....	34
1.2- Analyse de la dépendance aux hydrocarbures et ses implications pour	
l'économie nationale.....	35
1.2.1- La dépendance algérienne aux hydrocarbures.....	35
1.2.2- L'agriculture et le tourisme deux secteurs prometteurs en Algérie.....	36
Section 02. Politiques commerciales et réglementations.....	37
2.1- Analyse des politiques commerciales et des accords internationaux pertinents	
pour le secteur des hydrocarbures en Algérie.....	37
2.1.1- Historique des réformes.....	37
2.1.2- Mesure d'adaptation de l'environnement juridique.....	38
2.1.3- La souveraineté économique en Algérie.....	38
2.1.4- L'accord d'association entre l'Algérie et l'Union Européenne.....	40
2.1.5- La définition d'une politique algérienne des hydrocarbures.....	41
2.1.6- La valorisation du pétrole et du gaz algérien.....	42
2.1.7- Accords signés par l'Algérie concernant les hydrocarbures.....	43
2.2- Implications de ces politiques sur les exportations et la croissance	
économique.....	44
2.2.1- Les programmes d'investissements publics en Algérie.....	44
Section 03. Diversification économique et promotion des exportations hors	
hydrocarbures.....	45
3.1- Stratégies de diversification des exportations pour réduire la dépendance aux	
hydrocarbures.....	45
3.1.1- Définition de la diversification.....	45
3.1.2- La libéralisation du commerce extérieur algérien de 1990 à nos	
jours.....	46
3.1.3- Présentation de deux figures montrant l'absence d'une diversification en	
Algérie.....	46
3.1.4- Diversification des exportations algériennes.....	47
3.2- Promotion des exportations non-hydrocarbures et développement de	
nouveaux marchés.....	48
3.2.1- Organismes de soutien.....	48
3.2.2- Les objectifs visés par les exportations hors hydrocarbures de	
l'Algérie.....	50
3.2.3- La zone de libre-échange continental en Afrique.....	50

Chapitre 3 : Etude de cas : gestion des hydrocarbures carbures et des exportations en Algérie.....	52
Section 1 : présentation des données et méthodologie économétrique.....	52
1.1- Présentation des graphiques.....	52
1.1.1- Les exportations algérienne.....	52
1.1.2- Le taux de gouvernance.....	54
1.1.3- Le PIB par habitant.....	56
1.1.4- La production des hydrocarbures.....	56
1.1.5- Le taux de change.....	57
1.2- statistique descriptives.....	59
1-3- La matrice de corrélation.....	60
Section 2: Modélisation de la relation entre la production d’hydrocarbures et les exportations.....	62
2.1- Estimation des paramètres du modèle.....	62
2.1.1- Régression simple.....	62
2.1.2- Régression multiple.....	63
2.1.3- test de validation.....	65
Conclusion générale.....	75

Annexes

Bibliographie

Table des matieres

Résumé

RESUME

L’objectif de ce mémoire est de déterminer l’impact des hydrocarbures sur les exportations en Algérie par la modélisation entre la production d’hydrocarbures et les exportations, par la suite analyser la dynamique des exportations en fonctions de la gouvernance, le taux de change, la production des hydrocarbures sur une période allant de 1984 jusqu’à 2023

L'étude s'est ensuite concentrée sur la vérification de la relation entre la diversification des exportations et les variables explicatives

Cependant afin d'améliorer la qualité de notre estimation nous avons utilisé le test de racine unitaire ADF qui nous a montré que trois variables sont stationnaires à niveau et les autres variables sont stationnaires et intégrées de même ordre pour pouvoir estimer le modèle VAR en passant par le test de causalité net la réponse impulsionnelle

Nous avons également eu recours à l'analyse des chocs afin d'une innovation enregistrée au niveau d'une variable sur une autre.

SUMMARY

The aim of this dissertation is to determine the impact of hydrocarbons on exports in Algeria by modeling between hydrocarbon production and exports, subsequently analyzing the dynamics of exports according to governance, the exchange rate, the production of hydrocarbons over a period from 1984 until 2023

The study then focused on verifying the relationship between export diversification and the explanatory variables

However, in order to improve the quality of our estimation we used the ADF unit root test which showed us that the variable holes are stationary at level and the other variables are stationary and integrated of the same order to be able to estimate the VAR model by going through the causality test net the impulse response

We also used shock analysis in order to identify an innovation recorded at the level of one variable over another.